

Université de Montréal

**Migration et développement : les transferts monétaires des immigrants haïtiens de  
la région métropolitaine de Montréal**

par  
Lisanne Tremblay

Département de démographie  
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de  
Maîtrise ès sciences (M.Sc.)  
en démographie

Juin, 2006

© Lisanne Tremblay, 2006



HB  
881  
U54  
2006  
v. 208

## AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

## NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :  
Migration et développement : les transferts monétaires des immigrants haïtiens de la  
région métropolitaine de Montréal

présenté par :  
Lisanne Tremblay

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Norbert Robitaille  
Président rapporteur

Victor Piché  
Directeur de recherche

Nong Zhu  
Membre du jury

## RÉSUMÉ

L'intensification des flux migratoires entraîne des impacts pour les pays d'immigration, mais aussi pour les pays d'émigration. Étant donné l'importance que prennent les activités transnationales, on associe de plus en plus les migrations avec le développement. Ce lien s'illustre, entre autres, par les transferts monétaires.

Les immigrants de la communauté haïtienne, en grande majorité installés à Montréal, conservent de nombreux liens avec leur pays d'origine. En effet, les transferts de fonds constituent une proportion importante du PIB en Haïti, mais représentent également une source considérable du revenu des ménages. L'enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, menée auprès d'un échantillon de 150 ménages en 2004-2005, a permis d'estimer les transferts monétaires envoyés par les immigrants de la communauté haïtienne de Montréal soit 94 millions de dollars pour l'année 2004. Selon les résultats obtenus, les moyens les plus populaires pour envoyer de l'argent sont les agences ainsi que les transferts par une personne qui se rend en Haïti. Les sources de données sur les transferts monétaires, qui tiennent seulement compte des moyens formels pour envoyer des fonds, sous-estiment donc l'intensité de ces derniers. L'étude des déterminants des transferts monétaires a montré que les jeunes âgés de 18 à 24 ans transmettent moins d'argent et que les immigrants arrivés récemment en envoient plus. En établissant un lien entre les transferts monétaires et le développement, il apparaît que les fonds envoyés en Haïti servent, dans une forte proportion, à la consommation de biens essentiels et ne sont que très rarement investis dans des activités économiques productives. Néanmoins, 64% des répondants ont affirmé avoir participé, par les transferts monétaires, à au moins un projet de développement dans leur pays d'origine.

Cette recherche démontre l'importance de développer de meilleurs outils de collectes de données sur le phénomène des transferts monétaires afin d'en maximiser les impacts sur le développement.

**Mots-clés :** migrations internationales, transferts monétaires, Haïti, développement

## ABSTRACT

International migration is growing in volume and brings significant impact on receiving countries but also on emigration countries. Giving rising transnational activities, migration and development are more and more closely associated. This relation between migration and development is revealed, among other things, by remittances.

Migrants from the Haitian community, who are mostly living in Montreal, keep strong relations with their country of origin. In fact, remittances represent an important share of Haiti's GDP and a considerable income source for many households. The main findings of this work are based on the *Transnational families and remittances* survey carried out in 2004-2005 among 150 Haitians households in Montreal. We estimated the remittances sent in Haiti (94 million dollar) and we also found that the main channels for transferring money are agencies and transfers by hand. Therefore, the main data sources on remittances, that take into account only official channels, under estimate their intensity. The study of remittances determinants show that young migrants from age 18 to 24 remit less than the older ones and that those who arrived in Montreal recently transmit more comparatively to more ancient migrants. Concerning the relationship between remittances and development, we show that most of the time, money sent in Haiti is used to purchase essential goods and only a very small proportion of the remittances are invested in productive economic activities. Nevertheless, a considerable proportion of the respondents (64%) claimed they were involved in development projects in their country of origin.

All things considered, this study shows the importance of developing new approaches to collect data on remittances in order to maximize the impact on development.

**Key words : international migration, remittances, Haiti, development**

## TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	III
ABSTRACT.....	IV
TABLE DES MATIÈRES.....	V
LISTE DES TABLEAUX.....	VII
LISTE DES FIGURES.....	IX
REMERCIEMENTS.....	X
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I : REVUE DE LITTÉRATURE, PROBLÉMATIQUE ET HYPOTHÈSES.....	5
1.1 MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT.....	6
1.1.1 Intensification des flux migratoires.....	6
1.1.2 Le lien entre migration et développement.....	7
1.1.2.1 Activités transnationales.....	8
1.1.2.2 Migration et pauvreté.....	10
1.1.3 Mesure et estimation des flux de transferts monétaires.....	12
1.1.3.1 Limites des sources officielles.....	12
1.1.3.2 Estimations des flux de transferts au niveau international.....	14
1.1.4 Principales motivations à la base des envois de fonds.....	16
1.1.4.1 Motif contractuel (échange de service).....	16
1.1.4.2 Motif altruiste.....	17
1.1.5 Facteurs qui déterminent l'envoi de fonds.....	18
1.1.6 Impacts des transferts monétaires dans les pays et régions d'origine des migrants.....	21
1.1.6.1 Au niveau théorique.....	22
1.1.6.2 Au niveau empirique.....	24
1.2 PROBLÉMATIQUE ET OBJECTIFS DE RECHERCHE.....	28
1.2.1 Problématique.....	28
1.2.2 Questions de recherche et objectifs.....	33
1.3 CADRE CONCEPTUEL.....	34
1.3.1 Hypothèses.....	35
1.3.2 Définition des concepts.....	36
1.3.2.1 Flux monétaires.....	37
1.3.2.2 Facteurs démographiques.....	37
1.3.2.3 Facteurs socio-économiques.....	40
1.3.2.4 Facteurs culturels.....	42
CHAPITRE 2 : MÉTHODOLOGIE.....	43
2.1 PRÉSENTATION ET DESCRIPTION DE L'ENQUÊTE.....	43
2.1.1 Cadre institutionnel.....	43
2.1.2 Objectifs de l'enquête.....	44
2.1.3 Mise sur pied de l'enquête.....	44
2.1.3.1 Le questionnaire.....	45
2.1.4 Échantillonnage.....	46
2.2 DESCRIPTION DE L'ÉCHANTILLON : VARIABLES D'ANALYSE.....	47

2.2.1 Variables dépendantes.....	47
2.2.2 Variables indépendantes.....	51
2.3 MÉTHODES D'ANALYSE UTILISÉES.....	56
2.3.1 Estimation des transferts monétaires.....	56
2.3.2 Analyse descriptive.....	57
2.3.3 Analyse multivariée.....	58
2.3.3.1 Régression logistique.....	58
2.3.3.2 Régression logit ordonnée.....	58
2.3.4 Analyse qualitative.....	59
2.4 LIMITES.....	60
2.4.1 Petit échantillon.....	60
2.4.2 Questions faisant appel à la mémoire.....	61
2.4.3 Questions relatives à l'argent / au revenu.....	61
2.4.4 Questions subjectives.....	61
<b>CHAPITRE 3 : PRÉSENTATION ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS.....</b>	<b>63</b>
3.1 ESTIMATION DES TRANSFERTS.....	63
3.2 LES DÉTERMINANTS DES TRANSFERTS MONÉTAIRES.....	68
3.2.1 Hypothèses qui justifient les variables du modèle.....	68
3.2.2 Présentation des résultats.....	69
3.2.2.1 Analyse bivariée.....	69
3.2.2.2 Analyse multivariée.....	75
3.2.3 Interprétation des résultats.....	81
3.3 TRANSFERTS MONÉTAIRES ET DÉVELOPPEMENT.....	87
3.3.1 Présentation des résultats.....	87
3.3.1.1 Utilisation des fonds.....	87
3.3.1.2 Participation à un projet de développement.....	88
3.3.2 Interprétation des résultats.....	92
<b>DISCUSSION ET CONCLUSION.....</b>	<b>95</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>101</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>XI</b>
<b>ANNEXES MÉTHODOLOGIQUES.....</b>	<b>XXXI</b>
<b>QUESTIONNAIRE.....</b>	<b>XXXV</b>

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1 : Nombre de personnes ayant effectué des transferts d'argent.....	48
Tableau 2.2 : Fréquence à laquelle les immigrants ont envoyé de l'argent en Haïti dans les cinq années précédant l'enquête .....	49
Tableau 2.3 : Montant moyen des transferts effectués en 2004.....	49
Tableau 2.4 : Participation des répondants à un projet de développement par le biais de transferts monétaires .....	50
Tableau 2.5 : Répondants selon le sexe et le groupe d'âge .....	52
Tableau 2.6 : Taille du ménage.....	52
Tableau 2.7 : Répondants selon la période d'immigration .....	53
Tableau 2.8 : Répondants selon différentes caractéristiques socio-économiques .....	55
Tableau 2.9 : Liens avec la société d'origine (en pourcentage des personnes de notre échantillon) .....	56
Tableau 2.10 : Possibilité d'un retour en Haïti, pour le travail ou la retraite.....	56
Tableau 3.1 : Redressement de l'échantillon, poids selon le sexe et l'âge .....	65
Tableau 3.2 : Redressement de l'échantillon, poids selon le niveau d'éducation.....	65
Tableau 3.3 : Redressement de l'échantillon, poids selon la période d'immigration .....	66
Tableau 3.4 : Montants totaux envoyés en 2004 .....	67
Tableau 3.5 : Coefficients de régression logistique, variable dépendante <i>transfert d'argent</i> .....	77
Tableau 3.6 : Coefficients de régression logit ordonnée, variable dépendante <i>fréquence des transferts</i> .....	79
Tableau 3.7 : Coefficients de régression logit ordonnée, variable dépendante <i>montant moyen transféré en 2004</i> .....	80
Tableau 3.8 : Utilisation de l'argent reçu en Haïti* .....	88
Tableau 3.9 : Coefficients de régression logistique, variable dépendante <i>projet de développement</i> .....	91
Tableau A.2.1 : Répartition géographique des répondants .....	xii
Tableau A.2.2 : Population immigrée née en Haïti recensée dans la RMR de Montréal en 2001 selon le sexe et le groupe d'âge .....	xiii
Tableau A.2.3 : Population immigrée née en Haïti recensée dans la RMR de Montréal en 2001 selon le sexe et la période d'immigration .....	xiv
Tableau A.2.4 : Population immigrée, âgée de 15 ans et plus, née en Haïti recensée dans la RMR de Montréal en 2001 selon le sexe et la scolarité.....	xv

Tableau A.2.5 : Fréquence des transferts dans les cinq années précédant l'enquête.....	xvii
Tableau A.2.6 : Montant moyen des transferts effectués en 2004.....	xviii
Tableau A.3.1 : Données descriptives sur les transferts monétaires.....	xix
Tableau A.3.2 : Moyens empruntés par les migrants pour transférer des fonds.....	xx
Tableau A.3.3 : Répondants ayant transféré de l'argent selon différents facteurs.....	xxi
Tableau A.3.4 : Fréquence des transferts selon différents facteurs .....	xxii
Tableau A.3.5 : Montant des transferts selon différents facteurs .....	xxiv
Tableau A.3.6 : Participation, par les transferts monétaires, à un projet de développement selon différents facteurs.....	xxvi
Tableau A.3.7 : Coefficients de régression logistique, variable dépendante <i>transfert d'argent</i> (données non pondérées).....	xxvii
Tableau A.3.8 : Coefficients de régression logit ordonnée, variable dépendante <i>fréquence des</i> <i>transferts</i> (données non pondérées) .....	xxviii
Tableau A.3.9 : Coefficients de régression logit ordonnée, variable dépendante <i>montant moyen</i> <i>transféré en 2004</i> (données non pondérées) .....	xxix
Tableau A.3.10 : Coefficients de régression logistique, variable dépendante projet de développement (données non pondérées) .....	xxx
Tableau AA.1 : Montant moyen envoyé en 2004.....	xxxii
Tableau AA.2 : Les « non répondants » à la question des montants moyens selon la fréquence des transferts.....	xxxii
Tableau AA.3 : Montant moyen envoyé en 2004 selon la fréquence des transferts.....	xxxii
Tableau AA.4 : Taux de rétention, immigrants haïtiens, Montréal, 1981-2001 .....	xxxiv

## LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 : Facteurs qui déterminent les transferts monétaires .....	20
Figure 1.2 : Les transferts monétaires dans le monde.....	29
Figure 1.3 : Sources de revenu, Haïti, 1990-2003 .....	30
Figure 1.4 : Transferts monétaires en pourcentage du PIB, Haïti, 1990-2003 .....	31
Figure 2.1 : Participation à différents projets de développement .....	51
Figure 3.1 : Transfert d'argent selon le groupe d'âge.....	70
Figure 3.2 : Transfert d'argent selon la période d'immigration.....	71
Figure 3.3 : Transfert d'argent selon le niveau socio-économique dans le pays l'origine .....	71
Figure 3.4 : Fréquence des transferts selon le groupe d'âge.....	72
Figure 3.5 : Fréquence des transferts selon la période d'immigration.....	73
Figure 3.6 : Fréquence des transferts pour les répondants qui maintiennent un compte épargne dans une banque haïtienne .....	73
Figure 3.7 : Montant moyen envoyé selon la taille du ménage .....	74
Figure 3.8 : Montant moyen envoyé pour les répondants propriétaires d'un terrain en Haïti .....	75
Figure 3.9 : Transfert d'argent selon le revenu du ménage .....	84
Figure 3.10 : Transfert d'argent selon le niveau d'éducation .....	85
Figure 3.11 : Participation à un projet de développement par l'envoi d'argent selon la période d'immigration .....	89
Figure A.2.1 : Immigrants haïtiens admis au Canada selon la région métropolitaine de recensement de destination, 1984-2004.....	xvi
Figure A.2.2 : Immigration haïtienne en pourcentage de l'immigration totale et de l'immigration des Caraïbes, Québec, 1984-2004.....	xvi

## REMERCIEMENTS

Je tiens d'abord à remercier mon directeur de recherche, Victor Piché, pour ses conseils, son soutien et toute l'expérience qu'il a su me transmettre.

Merci à toute l'équipe qui a permis de réaliser l'enquête, plus particulièrement Robbyn Seller, chercheuse au CEETUM (Centre d'études ethniques des universités montréalaises), une collaboratrice admirable qui m'a énormément appris sur la mise en œuvre et le déroulement d'une enquête. Je désire également exprimer mon appréciation aux immigrants de la communauté haïtienne qui ont donné de leur temps pour répondre à notre enquête.

J'aimerais par ailleurs souligner la contribution financière du CEETUM lors de la rédaction de ce mémoire.

Des remerciements très spéciaux vont à :

- Guillaume Marois, Lama Kabbanji et Madeleine Pinsonneault, ma formidable mère, pour la révision linguistique de ce travail ;
- Tout le personnel et les professeurs du département de démographie qui ont contribué à rendre ces cinq dernières années enrichissantes et réjouissantes ;
- Mes collègues et amis avec qui les études et le travail se sont révélés un réel plaisir et surtout une extraordinaire période de ma vie.

Finalement, un merci sincère à ma merveilleuse famille et à Jean-François, mon amoureux exceptionnel, pour leur appui et leurs encouragements.

## INTRODUCTION

Les migrations internationales sont, depuis quelques décennies, un sujet d'étude très prisé par les chercheurs en sciences sociales. Il s'agit d'un phénomène qui comporte des aspects sociaux, politiques, démographiques et économiques, ce qui en fait un sujet multidisciplinaire. En démographie, ce sont surtout les impacts des migrations internationales sur les pays d'immigration qui ont été étudiés par, entre autres, l'intégration des immigrants, les effets de l'immigration sur la structure de la population ainsi que les différentes politiques à adopter. Rares sont les études en démographie qui ont porté leur attention sur les impacts des migrations dans les pays d'origine des immigrants. Pourtant, tout porte à croire que les liens entre migrants et non-migrants s'intensifient. Ces liens ont, sans aucun doute, des impacts significatifs sur les pays d'origine des migrants. En effet, les relations entre les notions de migration et de développement font aujourd'hui l'objet de plusieurs études. Par le biais des transferts monétaires, mais aussi des migrations de retour (temporaires ou permanentes), les courants migratoires ont contribué, dans certaines régions du monde, à faire évoluer le niveau de vie des ménages demeurés dans le pays ou la région d'origine des migrants.

En général, les transferts monétaires sont définis comme étant la proportion du revenu gagné par les migrants dans leur pays d'accueil et envoyé dans leur pays d'origine (Monzon et Tudakovic, 2004 ; Adams et Page, 2003 ; Orozoco, 2001 ; Meyers, 1998 ; Russell, 1992). Ils sont aussi vus comme la principale conséquence de la migration internationale ainsi que la principale contribution des migrants à la situation économique de leur pays d'origine (Taylor, 2004 ; Taylor, 1999 ; Massey et al., 1998a). De plus, au niveau international, les transferts constitueraient un facteur important à l'intégration de nombreuses sociétés dans le contexte économique et social global (Orozoco, 2001).

Cette définition peut cependant se raffiner en étant plus précis sur la nature des transferts, la façon dont ils sont envoyés et à qui ils sont destinés. Ainsi, les transferts monétaires seraient des transactions privées et ne doivent pas être confondus avec des flux de

capitaux, des investissements directs pour la diminution de la dette ou l'aide humanitaire par exemple (Robinson, 2004 ; World Bank, 2005a ; Russell, 1986). Pour Orozoco (2003), les transferts monétaires correspondent simplement à une source de revenu pour les ménages dans les pays d'émigration.

L'envoi de fonds peut se faire de façon individuelle ou collective, par des migrants temporaires ou permanents. De plus, les transferts peuvent être acheminés par des moyens formels ou informels (Robinson, 2004). Certains auteurs donnent par contre une définition plus restrictive des transferts. Par exemple, selon Zlotnik (2005), les transferts se font seulement entre deux ménages dans des pays différents et se font la plupart du temps entre personnes ayant été absentes pour une année ou plus. Il ne serait pas faux d'affirmer que la grande majorité des transferts se font entre ménages d'une même famille, mais ils peuvent également se faire entre amis, famille élargie ainsi que par le biais de diverses associations et organisations (Robinson, 2004). Mentionnons finalement que les transferts monétaires peuvent aussi être envoyés sous forme de biens matériels (Russell, 1992).

Cette étude s'inscrit dans le cadre d'une enquête réalisée auprès des immigrants haïtiens de la région métropolitaine de Montréal et porte principalement sur le soutien (monétaire et matériel) apporté par les immigrants à leurs proches vivant toujours en Haïti (Simmons, Plaza et Piché, 2005). Il s'agit d'une enquête menée auprès d'un échantillon de la population haïtienne à Montréal dont le but est de mieux comprendre les comportements des immigrants en matière de transferts monétaires.

À partir de cette enquête ainsi que des données qualitatives tirées de différentes entrevues réalisées préalablement à l'enquête, nous proposons donc une étude qui se concentre sur l'estimation des montants transférés, les caractéristiques socio-économiques des migrants associées aux transferts monétaires et finalement, les liens entre transferts monétaires et développement.

Dans le premier chapitre, nous proposons d'abord une recension des écrits sur le lien entre migration et développement ainsi que sur les transferts monétaires en tant que tels.

Nous verrons entre autres comment les transferts monétaires sont mesurés dans les sources de données officielles, quelles sont les principales motivations à la base des envois de fonds et les facteurs déterminant les transferts. Une part importante des études sur les transferts monétaires se concentre sur les impacts des transferts monétaires sur les pays d'origine des migrants. Nous consacrerons donc une portion de la revue de la littérature aux impacts directs et indirects des transferts monétaires. Cette recension des écrits sera suivie de la définition de notre problématique, de nos objectifs et questions de recherche. Il sera entre autres question dans la problématique de l'importance de l'immigration haïtienne au Québec, mais aussi de l'ampleur des flux de transferts monétaires provenant de toute la diaspora haïtienne. La dernière partie de ce premier chapitre sera consacrée à la mise sur pied d'un cadre conceptuel. Nos hypothèses seront posées et nous donnerons une définition des concepts utilisés.

Le deuxième chapitre nous permettra de définir tous les aspects de la méthodologie dont nous ferons usage dans notre recherche pour répondre à nos objectifs, mais également pour vérifier les hypothèses posées. Ainsi, nous ferons d'abord une brève présentation de l'enquête. Dans la description de l'échantillon, nous établirons les définitions des variables dépendantes et des variables indépendantes. Nous décrirons ensuite les méthodes d'analyse utilisées, puis nous terminerons par l'établissement des limites liées à l'enquête.

Finalement, le troisième et dernier chapitre sera l'occasion de présenter et d'interpréter les résultats obtenus suite aux différentes analyses effectuées. Nous présenterons en premier lieu les résultats de l'estimation des montants transférés en 2004 par les immigrants interrogés lors de l'enquête. Ces montants seront ensuite extrapolés à la communauté haïtienne de Montréal. Les déterminants des transferts monétaires seront également étudiés selon le fait d'avoir effectué au moins un transfert dans les cinq années précédant l'enquête, la fréquence des transferts ainsi que les montants envoyés. À la fin de ce chapitre, nous établirons le lien entre transferts monétaires et développement dans le cas précis de Haïti. Ce lien sera défini par une analyse de l'utilisation des fonds envoyés en Haïti ainsi que par la participation des immigrants interrogés, par des envois de fonds, à des projets de développement.

Dans une perspective de développement, il est à souhaiter que cette étude permettra aux principaux acteurs qui œuvrent dans le domaine des transferts monétaires (migrants, banques, caisses, organismes communautaires, petites entreprises de transferts, etc.) de trouver des moyens pour faciliter les transferts et ainsi en faire bénéficier d'une meilleure façon les habitants d'Haïti.

## **CHAPITRE I : REVUE DE LITTÉRATURE, PROBLÉMATIQUE ET HYPOTHÈSES**

L'intensification des flux migratoires entre pays en développement et pays développés (United Nations, 2004) entraîne des conséquences pour ces deux groupes de pays. Les transferts monétaires, dont les impacts se font surtout sentir dans les pays d'origine des migrants, en sont un bon exemple. Avec l'intensification des flux migratoires est venue une hausse importante des montants transitant des pays d'immigration vers les pays d'émigration (FMI, 2005).

Au Québec, de nombreuses communautés d'immigrants sont touchées par le phénomène des transferts monétaires. Les Haïtiens, groupe d'immigrants prenant une place importante dans la société québécoise, restent très liés à leur société d'origine. Les liens de nature économique peuvent être illustrés par les transferts monétaires. Les transferts constituent une proportion notable du PIB en Haïti, mais représentent surtout une source considérable du revenu des ménages (Orozco, 2003).

Dans ce premier chapitre, nous décrirons d'abord le lien entre migration et développement. Par la suite, nous discuterons de la mesure des transferts monétaires dans les sources officielles ainsi que des différentes estimations qui sont faites au niveau international. Il sera aussi question des motivations qui poussent les migrants à envoyer des fonds dans leur pays d'origine ainsi que les facteurs qui déterminent l'envoi de fonds. Finalement, les effets des transferts monétaires sur les pays et régions d'émigration seront brièvement exposés. Nous décrirons ensuite la problématique sur laquelle se basera notre travail de recherche. Cette dernière traitera surtout des flux migratoires entre Haïti et le Québec ainsi que sur les transferts qui transitent entre ces deux territoires. Pour terminer la première partie de cette étude, nous énoncerons nos hypothèses et élaborerons une définition des principaux concepts abordés.

## **1.1 MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT**

L'émigration est un phénomène plus rarement analysé que l'immigration. Pourtant, les impacts de l'émigration dans les pays d'origine des migrants ne peuvent être négligés. En effet, durant son absence, le migrant par le biais des transferts monétaires, mais aussi des investissements qu'il effectue, et la possibilité d'un éventuel retour, va contribuer à modifier l'organisation économique, sociale et politique de sa société et de son milieu de vie (Petit et Hamelin, 2004). Le lien entre migration et développement est souvent illustré par le phénomène de transferts monétaires entre les migrants et leur pays d'origine, mais aussi par les migrations de retour. Nous nous intéressons ici plus particulièrement aux transferts monétaires.

### **1.1.1 Intensification des flux migratoires**

L'intensification des flux migratoires des dernières décennies représente l'élément contextuel de premier plan dans l'analyse des impacts des migrations sur les pays de départ. La population totale de migrants à travers le monde a connu, depuis les 20 dernières années, une croissance considérable. En effet, entre 1985 et 1990, la population migrante avait un rythme de croissance moyen de 2,8 millions de migrants par année. Entre 1990 et 1997, l'augmentation annuelle se chiffrait à environ 4 millions de migrants. Des données d'une importance significative lorsqu'on les compare à la hausse annuelle moyenne de 0,8 millions entre 1965 et 1975 (Massey et Taylor, 2004). En 2005, la population totale de migrants compte 191 millions de personnes ce qui représente environ 3% de la population totale (United Nations, 2005).

Dans le domaine des migrations internationales, les principaux changements se trouvent, comme nous l'avons montré, dans les effectifs de migrants, mais aussi dans la composition et dans la distribution de ces derniers. L'écart de plus en plus grand entre les pays riches et les pays pauvres ainsi que les facilités de communication et de transport sont des facteurs ayant grandement influencé les tendances migratoires au niveau international (Massey et Taylor, 2004). En effet, les migrants proviennent d'une variété

de pays croissante, et sont concentrés dans un petit groupe de pays<sup>1</sup>. Ce sont bien entendu les pays développés qui attirent une majorité de migrants, soit 63% de la population totale de migrants en 2005. Toujours pour l'année 2005, la proportion de migrants dans la population totale était de 8,7% pour les pays développés contre seulement 1,3% pour les pays en développement (United Nations, 2005). Nous avons également pu observer des renversements de tendances dans certains pays où, avant 1970, l'émigration dominait. En effet, certains pays ont vu leur portrait socio-économique complètement transformé avec l'arrivée massive d'immigrants de pays moins avancés. C'est le cas notamment des pays de l'Europe de l'Est et d'Europe méditerranéenne. Selon l'IOM (2005), en 2000, les pays accueillant le nombre le plus élevé de migrants étaient : les États-Unis (35 millions soit 20% du stock total de migrants), la Russie (13,3 millions) et l'Allemagne (7,3 millions) ; le Canada (5,8 millions soit 3,3% de tous les migrants) se trouvant au 7<sup>e</sup> rang. À l'inverse, les principaux pays d'émigration étaient la Chine, l'Inde et les Philippines.

En somme, même s'ils représentent un grand nombre de personnes, les mouvements migratoires touchent un très faible pourcentage de la population mondiale (Piché, 2005). Les impacts qui découlent de ce phénomène n'en sont pas moins importants. Le départ de groupes de gens d'un pays vers un autre comporte des conséquences sociales, économiques, démographiques et politiques (Castles et Miller, 1998). L'objectif principal face à la hausse des mouvements migratoires réside dans la capacité des sociétés à s'adapter à un départ ou une arrivée de migrants ainsi que dans la capacité d'améliorer les impacts sur le développement (World Bank, 2005a).

### **1.1.2 Le lien entre migration et développement**

Le débat sur les impacts positifs que peuvent apporter les migrations dans les pays d'émigration est relativement récent. Dans les années 1960-70, l'accent était plutôt mis sur « l'exode des cerveaux » et donc sur les aspects négatifs de l'émigration. Plusieurs craignaient en effet que les pays en développement soient amputés d'une force de travail qualifiée. Depuis environ 15 ans, la tendance vise plutôt à comprendre les impacts des

---

<sup>1</sup> 76% des migrants internationaux sont concentrés dans 23 pays (IOM, 2005, p. 397).

migrations sur les pays en voie de développement et moins avancés et d'en faire ressortir les aspects positifs (Appleyard, 1989).

Comme nous l'avons abordé dans la première partie, les liens entre les communautés d'immigrants, en grande majorité venant des pays moins avancés et ayant trouvé résidence dans des pays développés, et leur pays d'origine sont souvent forts. Ces liens ont donné lieu à un champ d'étude de plus en plus répandu dans le domaine des migrations internationales : le transnationalisme.

#### *1.1.2.1 Activités transnationales*

Selon Vertovec (1999), le transnationalisme se réfère à certaines activités qui lient les gens ou les institutions entre différents états-nations malgré les distances et les frontières. Les immigrants gardent souvent des liens serrés avec leur pays d'origine et ce, même s'ils sont intégrés dans leur société d'accueil. Le transnationalisme serait donc une conséquence de la migration internationale et aurait des impacts tant sur les pays d'immigration que sur les pays d'émigration (Levitt et al., 2003). Depuis quelques décennies, les avancées technologiques ont permis aux migrants d'entretenir des liens plus étroits avec leur pays d'origine. Nous pouvons penser au développement du transport aérien, des technologies de télécommunications et de l'informatique (Gould, 2000; Levitt et al., 2003; Portes, 2003; Simmons et Piché, 2002; Vertovec, 1999). Ce qui fait du transnationalisme un sujet d'étude original et qui en justifie l'investigation, c'est, entre autres, l'intensité des échanges, les nouveaux modes de transactions et la multiplication des activités qui requièrent des déplacements à travers les frontières (Portes et al., 1999). Ainsi, les liens entre pays d'émigration et d'immigration s'accroissent par les réseaux transnationaux et les principaux pays d'immigration apparaissent également interconnectés par les activités transnationales entre migrants (Simmons et Piché, 2002).

Les activités transnationales peuvent s'établir dans plusieurs champs (Portes et al., 1999). Dans le domaine de la politique par exemple, certains immigrants votent toujours dans leur pays d'origine. Ils peuvent aussi organiser des levées de fonds pour un parti politique. Au niveau socio-culturel, nous pouvons évoquer les déplacements des

immigrants dans leur pays d'origine, les transferts sociaux<sup>2</sup> ou les nombreux festivals qui soulignent les différences culturelles des immigrants. De plus, avec le développement des réseaux transnationaux, les frontières sont de moins en moins opaques et les identités nationales ainsi que la notion même de citoyenneté peuvent être remises en questions (Piché, 2004; Simmons et Piché, 2002). Finalement, les activités transnationales au niveau économique sont surtout représentées par les transferts monétaires (Robinson, 2004). Les activités transnationales qui prennent place dans les pays d'immigration varient considérablement selon plusieurs facteurs dont le pays d'origine ainsi que la catégorie d'immigration (Hiebert et Ley, 2003).

Certains auteurs établissent un parallèle entre la participation à des activités dans un cadre transnational et l'intégration dans la société d'accueil. Selon Portes (2003), le degré d'insertion des immigrants influence leur propension à s'engager dans des activités transnationales. Ainsi, les communautés immigrantes très concentrées géographiquement et qui auraient reçu un accueil plutôt hostile seraient plus impliquées dans des activités transnationales. La concentration de certaines communautés créerait aussi des opportunités pour la création d'entreprises transnationales. Levitt et al. (2003) nuancent cet argument en précisant que le maintien de liens avec le pays d'origine peut avoir lieu simultanément avec l'intégration dans la société d'accueil. En effet, dans la majorité des pays à forte immigration, on observe un contexte de tolérance envers la diversité ethnique. Les immigrants sentent moins de pression pour abandonner leur trait unique et plusieurs veulent souligner leurs différences culturelles et sociales en maintenant des liens étroits avec leur pays d'origine.

Une question centrale à la notion de transnationalisme apparaît alors, surtout lorsque nous faisons référence à l'aspect économique de ce phénomène. Est-ce que ces liens « économiques » entretenus entre les immigrants et leur pays d'origine permettent de contribuer au développement dans des pays économiquement fragiles? Selon Russell (1992), les transferts monétaires sont une notion centrale au lien qui peut être établi entre migration et développement.

---

<sup>2</sup> Les transferts sociaux peuvent être représentés par des idées, des comportements ainsi que le capital social des immigrants qui se déplacent entre les sociétés d'accueil et d'origine (Lévitt, 1996).

### *1.1.2.2 Migration et pauvreté*

Suite à ce parallèle sur la notion de transnationalisme, certaines questions émergent : Comment les migrations affectent-elles la pauvreté dans les pays d'émigration ? Est-ce que les plus pauvres bénéficient des mouvements migratoires ? Est-ce que, dans les pays moins avancés, l'émigration doit être encouragée ? (World Bank, 2005a ; Martin, 1992)

Selon une étude de Adams et Page (2003), les migrations internationales auraient un impact fortement significatif sur la réduction de la pauvreté ; dans un pays donné, une hausse de 10% de la population de migrants internationaux mènerait à une réduction de 1,9% des personnes vivant sous le seuil de la pauvreté<sup>3</sup>. Les analyses de Lachaud (1999) montrent également que les envois de fonds vers le Burkina Faso réduisent l'incidence de la pauvreté dans les ménages ruraux et urbains. Papademetriou (1998) apporte une nuance à ces résultats en affirmant que les effets de la migration sur la pauvreté dépendent de la proportion de pauvres qui participent aux mouvements migratoires. Il serait cependant logique de croire, selon Papademetriou, que ce sont rarement ces derniers qui auraient les moyens d'émigrer.

Dans un cadre régional précis, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes présentent des taux d'émigration relativement élevés. En mesurant les principaux indicateurs de l'impact de l'émigration, nous constatons que le potentiel pour le développement socio-économique dans cette région est significatif (Meyers, 1998). En effet, selon Orozoco (2001), en partie à cause des mouvements migratoires, la situation économique de l'Amérique centrale et des Caraïbes a évolué d'une économie à vocation d'exportation agricole vers une économie concentrée sur l'exportation de biens et services. Ce changement peut être illustré par le fait que les différentes communautés de migrants provenant de cette région produisent une demande pour des services et des biens venant de leur pays d'origine et deviennent donc de plus en plus un marché attractif d'exportations (Orozoco, 2003). De plus, étant donné le niveau de chômage qui prévaut dans cette région, il ne serait pas inexact d'affirmer que l'émigration apporte certains bénéfices socio-économiques, surtout lorsque ce sont les moins qualifiés qui émigrent.

---

<sup>3</sup> Le seuil de pauvreté est établi par l'auteur à 1 dollar par personne par jour.

Mentionnons que ces bénéfiques peuvent indubitablement se faire sentir à court terme. Il serait par contre difficile de prévoir, pour une période plus longue, la nature des impacts de l'émigration (Papademetriou et Martin, 1991). Dans une autre perspective, les émigrants peuvent constituer une perte de force de travail pour certaines régions agricoles. Pour le Burkina Faso, pays de l'Afrique de l'Ouest, les migrations conduisent donc à des conséquences plutôt négatives que positives (Cordell et al., 1996).

Il ne faut cependant pas perdre de vue que l'aspect économique n'est pas le seul à considérer, le développement comporte bien sûr des aspects sociaux, démographiques et politiques. Comme le mentionne Papademetriou (1998), le développement nécessite non seulement des changements économiques structurels, mais aussi de profonds changements sociaux et politiques. Dans le même esprit, le développement est fonction de nombreuses variables économiques, sociales et démographiques et la migration n'est qu'une seule variable parmi un ensemble assez complexe de facteurs. D'un point de vue politique, mentionnons que les gouvernements de certains pays en développement ont utilisé les migrations pour faciliter l'atteinte de leurs politiques de développement (Appleyard, 1989).

Les principaux indicateurs qui permettent de mesurer l'impact des migrations sur les pays d'origine des migrants sont les transferts monétaires et les migrations de retour. Cependant, une première étape dans la mesure de ces phénomènes, étape cruciale permettant de comprendre l'effet de l'émigration sur un pays ou une région, consiste à analyser les motifs qui poussent les gens à migrer, le nombre de migrants, le caractère permanent ou temporel des migrations, la catégorie d'immigration, etc. En somme, il faut comprendre le phénomène migratoire en tant que tel (Papademetriou, 1998 ; Papademetriou et Martin, 1991). Les facteurs qui ont pu influencer les déplacements d'individus et de groupes d'individus sont liés aux avancées technologiques des dernières décennies ainsi qu'à la globalisation du monde. En effet, la mondialisation a influencé les liens entre les individus, les familles, les entreprises et les communautés établis à travers les migrations internationales (Simmons et Piché, 2002). Ces facteurs ont introduit des conséquences substantielles sur le développement des régions et des pays d'émigration (Robinson, 2002).

Bref, les liens entre les concepts de migration et de développement comprennent plusieurs facettes et sont complexes. Les migrations peuvent influencer le statut économique de pays, communautés et ménages et ce, par le biais d'impacts directs et indirects (Massey et al., 1998a-b). Les transferts monétaires deviennent une notion concrète qui illustre parfaitement le lien entre migration et développement.

### **1.1.3 Mesure et estimation des flux de transferts monétaires**

#### *1.1.3.1 Limites des sources officielles*

Les principales estimations de flux de transferts monétaires sont réalisées par la Banque Mondiale et le Fond monétaire international (FMI). Les données proviennent donc en grande partie de sources officielles. Cependant, depuis quelques années, de plus en plus d'études mettent l'accent sur des enquêtes à petite et moyenne échelle qui permettent de mieux cerner les montants transférés en tenant compte des transferts par voie formelle et par voie informelle. Ainsi, dans les principales régions de départ, des études ont été menées auprès de ménages ayant un membre qui a migré à l'étranger ou dans une autre région, afin d'analyser différents aspects du lien entre migration et développement, la plupart du temps en mettant l'accent sur les transferts monétaires (Semyonov et Gorodzeisky, 2005 ; Vanwey, 2004 ; Itzigohn, 1995 ; Massey et Parrado, 1994 ; Hoddinott, 1994 ; Lucas et Stark, 1985).

L'accès aux données disponibles concernant les flux de transferts monétaires est possible par le biais des statistiques de balance des paiements. Provenant des organismes statistiques officiels et des grandes banques nationales pour chacun des pays (Reinke et Patterson, 2005), les données présentées par ces sources officielles sont définies selon trois catégories : les transferts provenant de travailleurs immigrants<sup>4</sup>, les transferts des immigrants (provenant de toute source)<sup>5</sup> et les revenus de travailleurs étrangers<sup>6</sup> (Ratha, 2005 ; Russell, 1992). Bien qu'elles originent de sources officielles et qu'elles soient incluses dans le calcul de la balance des paiements, ces données comportent certaines lacunes. D'abord, elles ne sont pas disponibles pour tous les pays et la façon de les

---

<sup>4</sup> Transferts provenant de travailleurs immigrants demeurant dans le pays d'accueil pour plus d'un an.

<sup>5</sup> Volume de biens et d'actifs financiers associés à la migration.

<sup>6</sup> Revenus des migrants travaillant à l'étranger pour moins d'un an.

recueillir peut varier d'une année à l'autre. Ensuite, certains pays enregistrent les transferts dans des catégories différentes de celles précédemment énoncées. Finalement, les divers règlements et conventions de cueillette des données varient selon les pays (OCDE, 2005 ; Ratha, 2005 ; Meyers, 1998 ; Russell, 1992)

La mesure du volume de transferts qui transitent d'un pays vers un autre ou d'un groupe de pays d'immigration vers un pays d'émigration peut être illustrée par plusieurs indicateurs. Premièrement, nous pouvons simplement donner, en valeur absolue, l'argent transféré d'un pays ou d'une région à l'autre. Deuxièmement, les transferts peuvent se traduire en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) d'un pays d'émigration. Finalement, il est également possible de comparer les flux de transferts avec d'autres sources de revenu telles l'aide internationale, l'investissement direct étranger, etc. (Grammeltoft, 2002). À maintes reprises, des comparaisons sont établies entre les transferts monétaires et l'aide internationale. Il est fréquemment évoqué que les transferts monétaires qui transitent au niveau mondial ont un volume plus important que l'aide internationale. Certaines observations portent cependant à croire qu'une telle comparaison au niveau international serait erronée. Ainsi, les flux de transferts concernent tous les pays, qu'ils soient à revenu moyen ou faible. On prend donc en compte des pays tels la Russie et certains pays de l'Europe de l'est qui n'ont pas droit à l'aide internationale (OCDE, 2005).

Dans toute la littérature, on retrouve un consensus sur l'état des données des flux de transferts monétaires : il faut améliorer les façons de mesurer ces données. Les données provenant de sources officielles ne reflètent pas totalement la réalité. De plus, il est pratiquement impossible de faire des comparaisons entre les pays, puisque les données ne sont pas collectées de la même façon. Ratha (2005) affirme qu'il est nécessaire de trouver de meilleurs instruments de collecte afin de recueillir des données plus précises et plus complètes, les sources officielles ne réussissant pas à capter la réalité non seulement sur l'intensité des transferts, mais surtout sur les processus, les déterminants ainsi que les impacts des transferts. Il propose donc un moyen de répondre à ces lacunes en conduisant des enquêtes auprès des migrants qui envoient des transferts ainsi qu'auprès

de ceux qui les reçoivent<sup>7</sup>. Pour répondre à cette demande, une coordination internationale, entre les gouvernements, le secteur privé, les organisations internationales et les groupes de migrants serait nécessaire.

### *1.1.3.2 Estimations des flux de transferts au niveau international*

Les chiffres au niveau mondial sont impressionnants. En effet, selon la Banque Mondiale (2005), les transferts monétaires, toute catégorie confondue, reçus par les pays en développement s'estiment à près de 126 milliards de dollars américains pour l'année 2004. Environ 44% de ce montant irait aux pays les plus pauvres. Au niveau national, pour 2003, ce sont l'Inde, le Mexique et les Philippines qui reçoivent le plus de transferts (World Bank, 2005b). En considérant les différentes régions du monde, nous constatons que la région de l'Amérique latine et des Caraïbes est celle qui, en 2004, a reçu le plus de transferts monétaires provenant de migrants, avec un chiffre qui atteint presque 37 milliards de dollars américains. En 2003, cette région s'est appropriée près de 30% de la totalité de transferts à travers le monde (World Bank, 2004). En Amérique latine, près de la totalité des transferts (97%) sont reçus par un groupe de 8 pays seulement (Meyers, 1998)<sup>8</sup>.

Afin de donner un ordre de grandeur de l'ampleur des transferts, comparons-les avec d'autres sources de revenus étrangers qui convergent vers les pays en développement. En 2004, nous estimons que les transferts monétaires représentent la deuxième source de revenu des pays en développement après les investissements directs étrangers (IDE). Depuis l'année 1998, où les IDE étaient trois fois supérieurs aux transferts monétaires, l'écart s'est de beaucoup amenuisé. En effet, les transferts demeurent en deuxième place, mais se rapprochent des IDE (Ratha, 2005). Si nous observons les transferts monétaires en pourcentage du PIB et en pourcentage des importations, nous pouvons voir que ce sont dans les pays les plus pauvres que les transferts prennent une plus grande place. En 2002, parmi les pays en développement, ceux à plus faibles et moyens revenus

---

<sup>7</sup> L'enquête que nous avons réalisée auprès des immigrants haïtiens de la région métropolitaine de Montréal permet d'apporter des réponses aux interrogations reliées au processus de transfert monétaire.

<sup>8</sup> Mexique, Salvador, Guatemala, République dominicaine, Colombie, Brésil, Jamaïque et Haïti.

présentaient une proportion du PIB provenant des transferts entre 3% et 1,3% contre 0,2% pour les pays à plus hauts revenus (World Bank, 2004, p.169).

En ce qui a trait aux transferts provenant de sources informelles, il ne fait aucun doute que ces derniers représentent une part considérable de ce marché. En effet, selon certaines agences œuvrant dans le domaine des transferts monétaires et en se basant sur les flux transitant par leur système, les transferts provenant de sources non officielles, et donc les transferts non enregistrés, seraient encore plus importants que les transferts officiels (World Bank, 2004). Malgré tout, les transferts issus de sources informelles tendent à diminuer et ce, dû aux améliorations technologiques ainsi qu'à un meilleur contrôle des agents informels de transferts (Rahta, 2003). Certains pays ont même instauré des politiques qui exigent des migrants l'envoi de fonds par le biais des systèmes bancaires officiels. La Corée a réussi à faire appliquer ce genre de politique dont la mise en œuvre est facilitée par le fait qu'une grande majorité de travailleurs migrants sont engagés par des compagnies coréennes pour aller travailler dans la région du Moyen-Orient (Wucker, 2004).

En plus de représenter une source importante de revenu, les transferts constituent une ressource financière beaucoup plus stable que tout autre flux provenant de l'étranger. (Ratha, 2004). En effet, les transferts sont moins volatiles que les flux de capitaux privés. Ces derniers suivent en général les cycles économiques en haussant les revenus lors de « booms » et en les dépréciant lors de récessions. Depuis la fin des années 1980, les transferts se sont avérés une source financière en constante augmentation et très stable. Mentionnons également que la hausse de l'intensité des transferts monétaires peut être accentuée lorsque les pays d'émigration connaissent des difficultés économiques (Ratha, 2005).

Par ailleurs, l'intensité des transferts monétaires dépend de nombreux facteurs. D'abord des mouvements migratoires, mais aussi de la composition de ces mouvements. Selon Simmons (1997), les impacts de l'émigration sur les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont influencés par le grand nombre de migrants ainsi que par le processus de sélection orchestré par les pays d'accueil et qui privilégie les gens ayant un capital social

plus important. De plus, pour cette région, les mouvements migratoires sont dans bien des cas temporaires et circulaires, menant ainsi à un retour des migrants et des économies gagnées à l'étranger. Finalement, l'émergence de communautés transnationales dans les grandes villes de pays d'immigration facilite les liens entre les immigrants et leur famille.

#### **1.1.4 Principales motivations à la base des envois de fonds**

Les immigrants qui envoient des fonds dans leur pays d'origine le font selon plusieurs motifs. Les comportements des migrants sont très hétérogènes, les motivations pour décrire le geste de transferts monétaires peuvent donc être attribuables à plusieurs facteurs. Cela laisse supposer que les motivations pour les transferts monétaires peuvent varier selon la catégorie d'immigration, l'origine ethnique des immigrants, le genre et l'immigrant lui-même (Robinson, 2004). Il existe cependant deux principaux groupes de motifs auxquels les migrants peuvent se rattacher : les motifs contractuels et altruistes.

##### *1.1.4.1 Motif contractuel (échange de service)*

Les motifs des transferts sont souvent associés à différents types de migrations. Selon Drapier et al. (1997), certaines migrations sont plus propices que d'autres aux transferts. Par exemple, les migrations rurales-urbaines ne comportent pas les mêmes déterminants que les migrations internationales. Dans les pays moins avancés, les migrations vers les zones urbaines sont, dans certains cas, faites dans une perspective de « contrat d'assurance » pour les familles. Ces contrats peuvent être renforcés par des comportements altruistes de la part des migrants. Néanmoins, les migrants peuvent également être poussés à l'envoi de fonds par la volonté de recevoir un héritage ou une terre de la part de leur famille ainsi que par un sentiment de dignité à leur retour au village d'origine (Hoddinott, 1994 ; Stark et Lucas, 1988 ; Lucas et Stark, 1985). C'est par une étude réalisée au Botswana que Stark et Lucas (1988) ont voulu illustrer ces propos. Ils affirment donc que, ayant contribué au développement et à l'éducation des enfants et cela par de nombreux sacrifices, les parents sont en mesure d'espérer une certaine forme de récompense qui se concrétise par les transferts monétaires. D'autant plus que si les parents ont grandement participé à l'éducation des enfants, ces derniers peuvent espérer un meilleur salaire lors de leur installation en milieu urbain. Les mêmes

conclusions sont tirées par Hoddinott (1994) dans une étude menée au Kenya. L'auteur affirme que la migration ainsi que les transferts sont conditionnels aux décisions prises par les parents du migrant quant à l'investissement dans le développement de son capital humain.

Nous avons donc abordé l'exemple de contrat entre le migrant et le ménage dans un contexte de migration rurale-urbaine. Dans une perspective plus large, nous pouvons affirmer que le motif « contractuel » pour les transferts monétaires comporte quatre principales caractéristiques :

- Paiement de retour du migrant pour le support préalablement apporté par le ménage (Vanwey, 2004).
- Envois de fonds dans le but de profiter d'un niveau de vie plus élevé au retour et de préserver sa place dans la hiérarchie sociale du pays d'origine (Drapier et al., 1997).
- Compensation pour la disparition des services que rendait le migrant lorsqu'il résidait sur place (Drapier et al., 1997).
- Manifestation de contrats souvent implicites d'assurance mutuelle (Drapier et al., 1997 ; de la Brière et al., 1997 ; Stark, 1991).

L'article de Lianos (1997) apporte une nuance au motif de transferts relatifs à un contrat entre le migrant et sa famille. L'auteur suggère plutôt que les motivations à envoyer des fonds peuvent se traduire par un comportement rationnel des principaux acteurs. Ces derniers agiraient librement, mais seraient quand même contraints par un certain sentiment de loyauté et de responsabilité envers leur famille restée au pays.

#### *1.1.4.2 Motif altruiste*

Outre le contrat entre le ménage et les migrants, les transferts peuvent être envoyés par pur altruisme, dans le but d'augmenter le bien-être du ménage demeuré au pays ou dans la région d'origine et de compenser les écarts de revenu entre donateurs et bénéficiaires (Lillard et Willis, 1997 cités dans Vanwey, 2004 ; Drapier et al., 1997). Selon l'étude de Vanwey (2004), basée sur une enquête réalisée en Thaïlande, les femmes auraient plus tendance que les hommes à adopter le motif altruiste lors de transferts monétaires. Le

facteur religieux serait associé à cette pratique, car pour les Bouddhistes de cette région de l'Asie, les femmes acquièrent un mérite de nature religieux de la part de leur famille lorsqu'elles entretiennent un soutien matériel. Dans d'autres situations, des facteurs comme le rôle des femmes perçu par la société, la catégorie d'immigration, le niveau d'éducation, etc. auraient pu influencer le motif des femmes migrantes à envoyer des fonds dans leur pays ou région d'origine.

Malgré le fait que certaines études appuient un motif plutôt qu'un autre, l'hétérogénéité des comportements des migrants demeurent réelles et il apparaît donc difficile d'attribuer un type de motivation à un groupe de migrants. Cependant, il a été démontré par Vanwey (2004) que les migrants provenant de ménages moins fortunés seraient plus enclins à envoyer des fonds selon un motif altruiste tandis que les ménages à l'aise adopteraient plutôt des motifs contractuels.

En somme, les motivations des envois de fonds ne sont pas attribuables à un seul facteur, mais comprennent un ensemble de variables. Retenons tout de même deux grands ensembles de motifs : altruiste et contractuel. L'identification des principaux motifs de transferts s'avère un élément utile permettant de mieux comprendre en quoi les transferts sont importants dans la stratégie des ménages au pays d'origine (de la Brière et al., 1997).

### **1.1.5 Facteurs qui déterminent l'envoi de fonds**

En complément à l'analyse des motivations qui régissent les transferts monétaires, il nous apparaît pertinent de traiter des facteurs qui déterminent les envois de fonds. Aussi, pour compléter une analyse exhaustive du sujet des transferts monétaires, nous traiterons en dernier lieu des effets des transferts sur les pays et régions d'origine des immigrants.

Les différents facteurs liés aux migrants ou à l'environnement des migrants qui déterminent les transferts monétaires dépendent de plusieurs aspects. D'abord, les motifs de migration peuvent influencer les tendances à envoyer des fonds. Par exemple, une famille migrante dont le chef de ménage a déjà un emploi dans le pays d'accueil sera

certainement plus sujette à transmettre de l'argent à sa famille ou à des amis dans le besoin. À l'inverse, une famille réfugiée qui vit une situation d'insertion socio-économique difficile, n'aura pas la même facilité à envoyer des fonds.

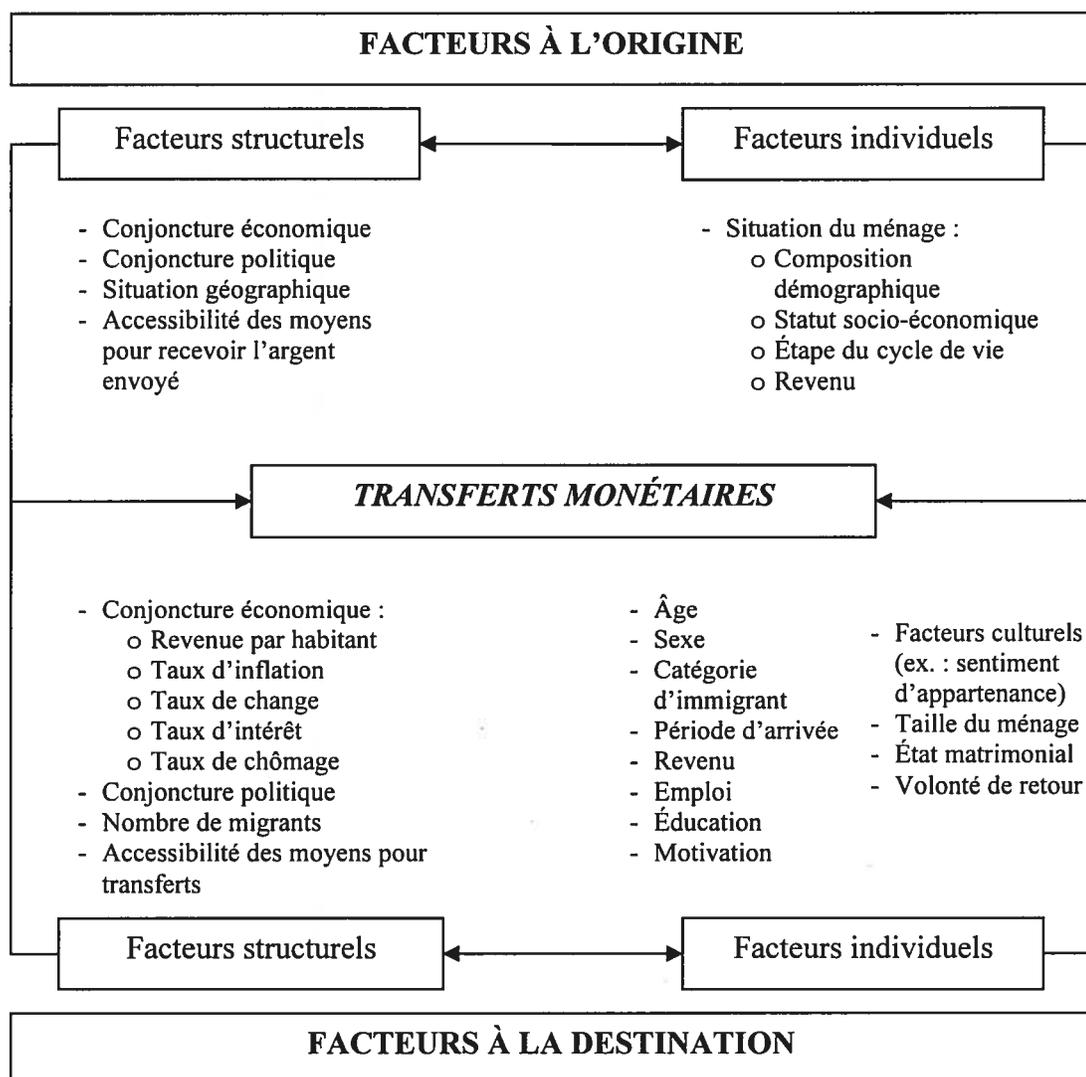
Les déterminants des transferts monétaires dépendent donc des différentes situations économiques, sociales, politiques et démographiques qui prévalent autant dans le pays d'origine des migrants que dans le pays qui les accueille. Selon Arnold (1992), 70% à 95% des variations dans les transferts monétaires peuvent être attribuables aux fluctuations économiques dans le pays d'accueil des immigrants. À plus petite échelle, la situation d'un ménage, que ce soit un ménage migrant ou un ménage demeuré dans le pays d'origine, peut aussi influencer l'envoi de fonds (Funkhouser, 1995). Par exemple, pour un ménage migrant, la dynamique des rôles entre les hommes et les femmes, qui a des effets sur la prise de décision dans les ménages, peut correspondre à un contexte ayant une influence sur la fréquence et l'intensité des transferts. Dans un ménage demeurant toujours dans le pays d'origine d'un migrant, la situation socio-économique influencera grandement la propension du migrant à transmettre de l'argent.

Bref, par rapport à l'intensité et à la fréquence des envois de fonds d'un migrant ou d'un groupe de migrants, de nombreux facteurs influencent cette pratique. D'abord des facteurs à l'origine, c'est-à-dire dans le pays d'origine d'un migrant, qui se divisent en deux catégories : facteurs structurels et individuels. Mentionnons qu'il existe également un lien d'influence entre ces deux catégories ; les facteurs structurels ont certainement des effets significatifs sur les facteurs individuels. Le deuxième groupe de facteurs correspond à ceux reliés à la destination, c'est-à-dire à la société d'accueil des migrants. Il se compose des mêmes sous-catégories ainsi que du même lien d'interaction que le premier groupe. L'illustration des facteurs s'inspire du cadre conceptuel pour l'étude des facteurs d'intégration établi par Piché (2004). Ce dernier a conçu un cadre conceptuel faisant interagir des facteurs contextuels dans les sociétés d'origine et d'accueil ainsi que des facteurs se référant aux individus.

D'un point de vue économique, ces facteurs peuvent être illustrés comme faisant partie d'un système d'interaction entre l'offre et la demande. Les facteurs à l'origine

correspondent à la demande de transferts monétaires et les facteurs à la destination à l'offre. Voici un schéma illustrant les principaux facteurs déterminant les transferts monétaires :

**Figure 1.1 : Facteurs qui déterminent les transferts monétaires**



Afin de démontrer l'influence de certains de ces facteurs sur la propension à envoyer des transferts monétaires, nous citerons deux exemples d'études, l'une ayant enquêté des migrants provenant de la Grèce et résidant dans différents pays de l'Europe de l'Ouest et l'autre réalisée en République Dominicaine et étudiant les transferts vers les zones rurales (Lianos, 1997 et de la Brière et al., 1997). La première étude analyse l'influence de facteurs macro dans le pays de destination tandis que la deuxième met plutôt en relief

les caractéristiques propres aux migrants. Les principales observations que rapporte Lianos à la suite de son étude sont les suivantes : le volume des transferts des immigrants grecs est affecté par le niveau de revenu des migrants au pays de destination, par le taux de change, les taux d'intérêt ainsi que le nombre de migrants dans le pays d'accueil. Le taux de chômage semble avoir un effet moins important que les facteurs précédemment cités. Le niveau de revenu dans le pays d'origine n'aurait pas d'effet significatif sur le volume total de transferts. Finalement, l'auteur affirme que la période de migration et donc la durée de résidence au pays de destination peuvent être attribuables à divers comportements dans l'envoi de fonds.

Pour leur part, de la Brière et al. (1997) font, dans un premier lieu, une analyse descriptive des caractéristiques des migrants liées à l'envoi de fonds. Selon leurs résultats, des montants plus élevés sont envoyés par des migrants de 28 ans et moins en comparaison avec les migrants plus âgés. Les femmes semblent envoyer plus d'argent que les hommes, mais les hommes envoient à intervalle plus régulier. En deuxième lieu, en établissant un lien entre les motivations à transmettre et différents facteurs propres aux migrants, les auteurs tirent les conclusions suivantes : les motifs « d'assurance » sont les principales motivations de transfert pour les femmes, surtout pour celles qui ont l'intention de retourner à leur lieu de naissance. Au contraire, l'investissement – sous forme d'argent envoyé au ménage dans la région d'origine – qui mènerait à un héritage constituerait la principale motivation des hommes, des jeunes migrants ainsi que des migrants qui ont l'intention de faire un retour dans la région d'origine.

#### **1.1.6 Impacts des transferts monétaires dans les pays et régions d'origine des migrants**

Les envois de fonds, conséquence de la migration entre un pays d'origine et plusieurs pays de destination, comportent de multiples impacts sur le pays d'origine des migrants, et ce à plusieurs échelles. Il est possible d'étudier les effets des transferts monétaires sur l'économie nationale, sur l'économie d'une région, sur le revenu des ménages, sur la consommation des ménages, etc. De plus, les envois de fonds peuvent avoir des effets directs (autant au niveau national, régional que familial) et indirects. La plupart des

études sur les transferts monétaires traitent de cet aspect du phénomène. Nous en ferons dans cette partie un bref résumé.

#### *1.1.6.1 Au niveau théorique*

Il existe en général deux grandes écoles de pensée dans le domaine des impacts des transferts monétaires. Certains, en majorité des économistes de la perspective néo-classique (Itzigsohn, 1995), voient dans les envois de fonds un aspect positif au développement des pays d'émigration, car ils contribueraient à une hausse des revenus des habitants et auraient ainsi un effet multiplicateur sur la consommation, le niveau de l'emploi, la productivité, les échanges avec l'étranger et l'investissement (Taylor, 1999 ; Massey et al., 1998a ; Durand et al., 1996a-b ; Keely et Tran, 1989 ; Russell, 1986).

D'autres, par contre, y constatent de nombreux effets négatifs. Les transferts monétaires comportent un aspect plutôt volatile et certains pays peuvent créer une dépendance face aux transferts. Par exemple, des pays moins avancés dont une grande part du PIB est reliée aux transferts peuvent être grandement affectés par une diminution des transferts, aussi minime soit-elle. En somme, les pays en développement qui reçoivent d'importants transferts sont en quelque sorte dépendants des performances économiques des pays développés qui accueillent les migrants (Lachaud, 1999 ; Russell, 1992). Cette dépendance, parfois marquée, peut mener à l'instabilité pour certains pays. Quelques auteurs affirment également que les transferts créent des inégalités économiques et sociales dans les pays d'émigration à cause de la sélectivité des migrants. Exception faite des réfugiés et demandeurs d'asile, ceux qui migrent sont souvent les plus riches. Les migrants en mesure d'envoyer de l'argent ne sont donc pas ceux qui sont le plus dans le besoin et l'impact des transferts sur la population plus démunie pourrait donc être négligeable (Ratha, 2003 ; Russell, 1992).

Toujours d'un point de vue négatif, certains voient les transferts monétaires comme un frein au développement. Des observations montrent que les transferts monétaires sont généralement utilisés à des fins de consommation plutôt que d'investissement (Cordell et al., 1996 ; Russell, 1992 ; Diaz Briquets et Weintraub, 1991 ; Martin, 1990 ; Keely et Tran, 1989 ; Pastor et Rogers, 1985). Ainsi, dans bien des cas, plutôt que d'investir et

d'augmenter la création d'emplois et d'activités économiques, les transferts monétaires servent plutôt à la consommation de biens à haut niveau d'importation. Même lorsque des biens locaux sont consommés, cette pratique hausse la demande locale. Subséquemment, les salaires augmentent et entraînent une hausse du niveau d'inflation (Itzigsohn, 1995 ; Martin, 1990 ; Keely et Tran, 1989 ; Russell, 1986). De plus, les envois de fonds importants dans certains pays peuvent encourager la population en âge de travailler à migrer (Wucker, 2004).

Les hypothèses que nous avons décrites traitent des effets des transferts monétaires au niveau national. En observant les impacts des transferts monétaires à plus petite échelle, ce sont toujours deux écoles de pensée divergentes qui ressortent. Premièrement, les optimistes mettent l'accent sur le fait que les ménages de toute une génération, dont les membres ont participé à un courant migratoire, bénéficient d'une meilleure qualité de vie et que les transferts monétaires leur donnent accès à une panoplie de possibilités que toute autre action dans le domaine du développement économique n'aurait pu leur fournir (Keely et Tran ; 1989). De plus, selon Itzigsohn (1995), les ménages les plus démunis peuvent espérer une accumulation de leur capital social lorsqu'ils reçoivent des transferts monétaires des migrants. Les transferts monétaires peuvent également constituer pour les familles « une source de revenu, qui est l'équivalent fonctionnel d'une assurance contre la maladie, permet de financer l'éducation des enfants, de se prémunir contre les conséquences des aléas climatiques pour les familles vivant en milieu rural [...] » (Petit et Hamelin, 2004, p.1). Deuxièmement, d'un point de vue négatif, l'argument de la dépendance économique des ménages envers l'argent envoyé par les migrants est souvent cité (Semyonov et Gorodzeisky, 2005). Selon Durand et al. (1996b), les envois de fonds tendent à accroître les aspirations matérielles des ménages, sans toutefois les satisfaire. Certaines familles peuvent atteindre des niveaux de vie plus élevés, mais les communautés n'obtiennent qu'un faible niveau d'autonomie dans le cadre de leur développement économique.

Les effets des transferts peuvent être mesurés en illustrant la façon dont cette source de revenu est dépensée par les ménages. En Amérique latine, les femmes portent souvent le titre de chef de famille. En ce sens, dans bien des cas, ce sont elles qui prennent les

décisions en lien avec les dépenses du ménage (Durand, 1980). Selon Meyers (1998), les ménages qui reçoivent des transferts monétaires ont fréquemment à leur tête des femmes qui décident comment sera utilisé l'argent reçu. Ainsi, le maintien du rôle traditionnel des femmes à titre d'administratrice du ménage pourrait fournir une explication au fait que les transferts soient en majorité utilisés à des fins de consommation de biens primaires.

Certains auteurs ont démontré que les effets variaient selon le capital social, les réseaux des migrants et les réseaux de ceux qui restent au pays (Guarnizo, 1992 et Massey et al., 1987 cités dans Itzigsohn, 1995). Les transferts acheminés aux ménages les plus pauvres auraient un impact plutôt défavorable ; ils constitueraient un revenu d'appoint qui amortirait les chocs économiques, sans pour autant les éviter. Par contre, si les principaux bénéficiaires sont des familles aisées, les transferts peuvent mener l'économie sur le chemin de la croissance, car ces familles utiliseront ce surplus de richesse dans des activités productives (Drapier et al., 1997).

#### *1.1.6.2 Au niveau empirique*

Dans cette deuxième section traitant des effets des transferts monétaires, nous passons en revue certains exemples d'études dont les conclusions mettent l'accent sur les impacts directs ou indirects des envois de fonds.

##### Effets directs

Nous avons ici retenu les deux principaux effets directs des transferts monétaires sur les ménages et les individus : les effets sur le revenu et les effets sur le marché du travail.

##### *Effets sur le revenu*

À l'aide d'une enquête réalisée dans certains pays d'émigration de la région des Caraïbes, Itzigsohn (1995) démontre qu'en Haïti et en République dominicaine, les transferts monétaires composaient entre 25% et 40% du revenu total des ménages. De plus, les ménages qui reçoivent des fonds de migrants ont un revenu plus élevé que ceux qui n'en reçoivent pas. Ainsi, les transferts auraient, pour ceux y ayant accès, un effet positif sur le niveau de vie. Toujours selon Itzigsohn (1995), en Haïti, contrairement à la

République dominicaine, les ménages qui reçoivent le plus de transferts ne sont pas les plus pauvres. L'éducation et, dans une moindre mesure, le revenu, pourraient prédire le fait de recevoir des transferts pour un ménage. L'étude de Semyonov et Gorodzeisky (2005) réalisée aux Philippines montre que pour les ménages ayant un de ses membres à l'étranger, les transferts monétaires représentent la principale source de revenu. Ainsi, de plus en plus de ménages contractent une dépendance économique et sociale aux flux migratoires entre les Philippines et le reste du monde.

Il apparaît également pertinent de se demander si les transferts monétaires influencent la croissance de l'égalité ou de l'inégalité entre les revenus des ménages. Selon les études de Adams et Alderman (1992) et Adams et He (1995) réalisées à partir d'une enquête longitudinale (1986-1989) au Pakistan et en Égypte, les transferts monétaires provenant des migrants internationaux entraîneraient la hausse des inégalités entre les revenus des ménages tandis que les transferts provenant des migrations internes auraient l'effet contraire. Malgré le fait que les envois de fonds auraient des impacts positifs sur la pauvreté, ils contribueraient à une hausse des inégalités de revenu. Les auteurs expliquent cette observation en affirmant que les migrants internes proviendraient de ménages moins favorisés tandis que les migrants internationaux seraient de ménages plus fortunés. L'étude de Stark, Taylor et Yitzhaki (1986), réalisée au Mexique parvient aux mêmes conclusions.

#### *Effets sur la participation au marché du travail*

L'impact de l'émigration, à travers les transferts monétaires et les possibilités d'investissement, se traduit aussi sur le marché local de l'emploi. Les familles recevant des envois de fonds choisissent, dans certains cas, de laisser tomber des emplois dans les secteurs les plus précaires et tentent leur chance dans des emplois comportant de meilleures conditions de travail et salariales, laissant ainsi libres des emplois pour les non-travailleurs (Simmons, 1997). Dans l'enquête réalisée par Itzigsohn (1995), les chefs de ménages qui reçoivent des transferts peuvent éviter les emplois à faible valeur ajoutée, et ce, dans un contexte où un grand nombre d'emplois sont à faible salaire et affichent des conditions précaires. Les conclusions de l'étude de Funkhouser (1992) vont dans le même sens. Il affirme que, au Salvador, avec un niveau d'émigration significatif,

l'impact des migrations sur la force de travail ainsi que sur les revenus se traduit par un taux de chômage plus faible.

### Effets indirects

Les tenants de la vision défaitiste face aux impacts des transferts monétaires sur le pays d'origine des immigrants soutiennent, entre autres, qu'étant donnée l'importante proportion des transferts dépensée à des fins de consommation immédiate et la faible proportion investie dans des activités productives, les transferts pourraient difficilement être totalement attribuables à une amélioration du développement économique. Cependant, selon un certain nombre d'auteurs, le fait de consommer à plus grande échelle entraîne possiblement des effets multiplicateurs sur les communautés, surtout celles où le chômage reste élevé (Ratha, 2003). Il convient cependant de mentionner que le plus grand pouvoir d'achat des ménages recevant des transferts monétaires d'immigrants peut se traduire par une plus grande consommation de produits importés et non de produits locaux. Ainsi, l'effet multiplicateur a des impacts relatifs sur les activités productives locales et donc sur le développement économique et social.

Dans une étude réalisée au Mexique, Durand et al. (1996b) affirment que, malgré le fait que l'argent des transferts monétaires soit en grande partie dépensé en consommation de biens primaires, cette consommation accentue la demande et ainsi la production de biens au Mexique. Cette hausse mènerait selon eux à une augmentation de la production, de l'emploi et, incidemment, du revenu national. L'effet multiplicateur des transferts monétaires sur les communautés et le pays d'émigration pourrait égaler ou même surpasser les effets directs. Utilisant une enquête menée par Massey et Parrado (1994) auprès de 22 communautés mexicaines réparties dans quatre régions, Durand et al. (1996b) affirment que certains villages ruraux ont pu compter sur une arrivée de transferts monétaires de l'ordre d'un demi-million de dollars. Cet argent devrait engendrer une hausse dans la production et des effets significatifs sur certains secteurs tels le commerce, l'agriculture et l'élevage. Une partie de l'argent reçu par les transferts a aussi été investie dans les actifs de la communauté. Finalement, c'est le revenu total de la communauté qui s'en est trouvé accru, dépassant même le demi-million original en transferts monétaires.

De par leur nature, les effets des transferts sont souvent d'ordre économique, mais nous pouvons également leur attribuer des impacts au niveau social et politique. Les transferts monétaires peuvent agir sur certains indicateurs sociaux dont l'évolution du statut de la femme, la cohésion familiale, les patterns sociaux traditionnels, la stabilité matrimoniale, la santé des populations, l'environnement et l'accès à l'éducation (Robinson, 2004 ; Arnold, 1992). De nombreuses études sur les transferts monétaires ont mis en lumière le fait que, exception faite de la consommation de produits alimentaires, les dépenses en santé et en éducation sont les principales priorités en termes de dépenses des ménages à partir des envois de fonds provenant des migrants (Robinson, 2004). D'un point de vue plus pessimiste, certains auteurs avancent que les transferts mèneraient à des changements sociaux, lesquels interviendraient sans que les institutions n'aient le temps de composer avec ces transformations, donc sans leur support. En termes politiques, certains perçoivent les transferts monétaires comme des précurseurs de l'instabilité politique. D'autre part, par la vision optimiste qu'elles peuvent engendrer, les migrations et leurs effets peuvent contribuer au maintien de la stabilité politique (Arnold, 1992 ; Keely et Tran, 1989).

Les effets des transferts monétaires sur les pays d'émigration ainsi que sur les ménages sont variables et dépendent de plusieurs facteurs. Les interprétations à ce sujet sont très partagées. Malgré tout, exception faite des études de Durand et al. (1996a-b) et de Massey et Parrado (1994) réalisées au Mexique et mettant l'accent sur l'effet multiplicateur, une importante majorité de la littérature fait état des impacts négatifs des transferts. Néanmoins, des études de cas réalisées dans divers pays ont trouvé des résultats pouvant être liés à l'une ou l'autre des visions des effets des envois de fonds (Meyers, 1998).

Les données sur les transferts monétaires étant souvent sous-estimées par les limites de leur mesure, il est difficile d'en saisir les véritables effets. Au lieu de poursuivre le débat sur les impacts des transferts et de tenter d'interpréter des données imprécises, ne faudrait-il pas mettre l'accent sur des enquêtes à petite échelle menées directement auprès des ménages dans les pays et régions d'émigration ? De telles enquêtes permettraient de proposer des pistes de solutions pour l'amélioration des données ainsi

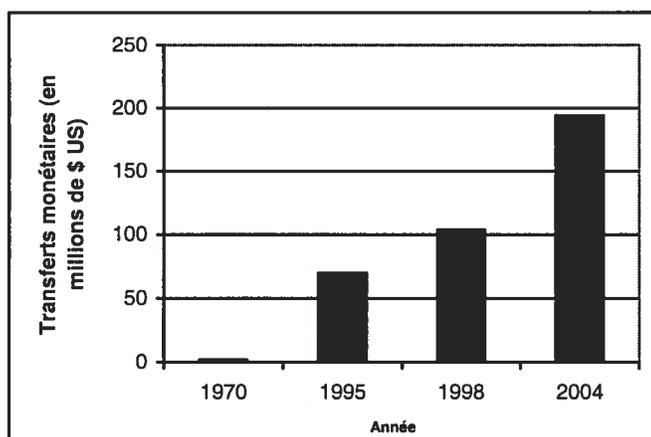
que pour faciliter les transferts par voies formelles. Cette dernière solution est reconnue comme étant le meilleur moyen menant au développement socio-économique.

## **1.2 PROBLÉMATIQUE ET OBJECTIFS DE RECHERCHE**

### **1.2.1 Problématique**

Très souvent, les migrations internationales sont étudiées en tant que phénomène ayant des impacts sur le pays d'accueil. De nombreux auteurs se sont concentrés sur les impacts socio-économiques, démographiques et politiques des migrations internationales dans les pays à forte immigration tels que les États-Unis, le Canada, l'Australie et certains pays européens. Toutefois, les effets de l'émigration sur les pays d'origine ne peuvent être négligés (Termote, 2002), d'autant plus que la majorité des pays pourvoyeurs de migrants sont des pays moins avancés ou en voie de développement. Entre 1970 et 1995 par exemple, les principaux pays d'émigration étaient : le Mexique, le Bangladesh, l'Afghanistan et les Philippines (United Nations, 1999). Depuis le début des années 1980, de nombreuses études traitant des notions de transnationalisme et du lien entre migration et développement ont donc émergé dans la sphère des migrations internationales.

Les transferts monétaires, phénomène connaissant un essor particulier dans les études liées aux impacts de la migration, constitueront le point central de notre étude. Les envois de fonds représentent une forme de relation entre les immigrants et leur pays d'origine, relation qui a des impacts de tout ordre dans les pays d'émigration, notamment sur le développement. Depuis que les nouvelles technologies de transport et de communication favorisent des liens rapides et sur de plus grandes distances, les transferts monétaires des immigrants vers leur pays d'origine n'ont cessé de croître. Selon le FMI (2005), les transferts monétaires qui circulent à travers le monde sont passés d'environ 2 milliards de dollars (US) en 1970 à 194 milliards en 2004. Les destinations de ces flux sont bien sûr hétérogènes et se concentrent en grande partie dans les pays en voie de développement et moins avancés. D'ailleurs, depuis les 15 dernières années, ce sont environ 80% de tous les transferts qui sont destinés à des pays en développement (IOM, 2003).

**Figure 1.2 : Les transferts monétaires dans le monde**

Source : Fond monétaire international, 2005

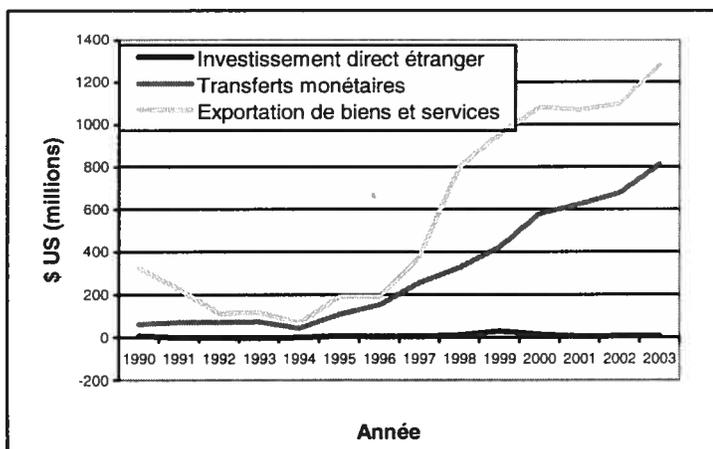
En Haïti, pays sur lequel nous concentrerons notre étude, ce sont environ 800 millions de dollars qui ont transité vers ce pays pour la seule année 2002 (Orozoco, 2003). Étant une source de revenu dans bien des cas non négligeable pour les ménages vivant en Haïti, tous les aspects qui touchent de près ou de loin les transferts monétaires doivent être analysés. D'autant plus que nous en connaissons, à ce jour, très peu sur le processus de transfert monétaire, particulièrement au Canada où les informations recueillies sur cette problématique sont limitées (Simmons, Plaza et Piché, 2005). En comprenant les comportements des immigrants qui envoient cet argent et des Haïtiens qui la reçoive, nous pourrions alors mesurer les impacts du phénomène et éventuellement, en améliorer les retombées positives.

Au Canada, le marché des transferts monétaires vers Haïti est dominé par des petites entreprises de transmission, les banques jouant un rôle secondaire. Les mécanismes informels de transferts tels la transmission d'argent par le biais de parents ou d'amis voyageant vers Haïti rendent une estimation précise des transferts très difficile. De plus, les chiffres ne tiennent pas compte des investissements privés, des achats de maisons ou de terrains et des transferts collectifs. Or, ces aspects des transferts peuvent représenter une part non négligeable de l'argent envoyé (Icart, 1995). Des enquêtes auprès des ménages pourraient permettre de meilleures estimations en tenant compte des systèmes informels de transferts (Monzòn et Tudakovic, 2004)

Les chiffres officiels que nous possédons sur les montants d'argent transférés vers Haïti sont donc approximatifs. Comme pour les données au niveau mondial, les données nationales proviennent de sources officielles telles les principales banques du pays ainsi que les données de la balance des paiements publiées par le Fond Monétaire International.

La figure 1.3 montre l'évolution de différentes sources financières de revenu pour Haïti. Nous remarquons que les transferts monétaires ont connu une augmentation fulgurante à partir du milieu des années 1990. De plus, contrairement à la majorité des pays en développement, les investissements directs étrangers représentent une faible proportion des sources de revenu. Cette observation n'est pas étonnante lorsque nous connaissons la situation instable en Haïti aux niveaux économique, politique et social.

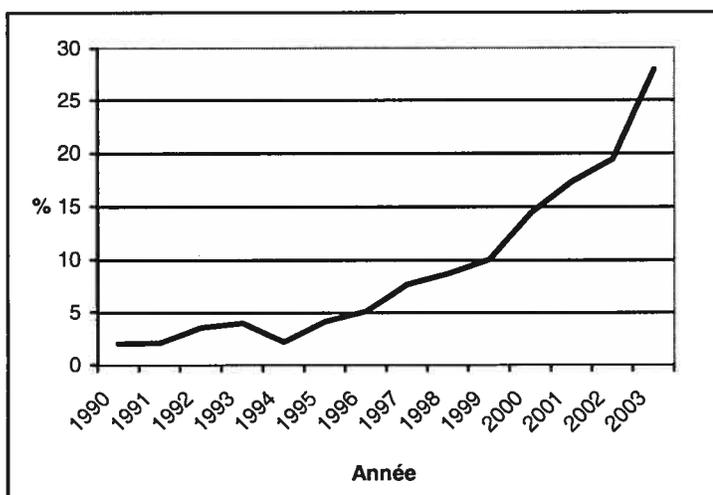
**Figure 1.3 : Sources de revenu, Haïti, 1990-2003**



Sources : *Global Development Finance 2005* (Part II: Summary and Country Tables), Washington D.C. 2005, World Bank, pp.256-259; *Global Development Finance 1999* (Part II: Summary and Country Tables), Washington D.C., 1999, World Bank; *Balance of Payments Statistics Yearbook* (Part I: Country tables), Washington D.C., 2000, IMF, p.346

La figure 1.4 illustre les transferts monétaires en pourcentage du PIB du pays. Tout comme la valeur absolue des transferts, cet indicateur est en hausse constante depuis le milieu des années 1990. De 2,5% en 1994, les transferts monétaires représentaient près de 28% du PIB en 2003. C'est dire combien les envois de fonds sont importants au fonctionnement économique et social de Haïti.

**Figure 1.4 : Transferts monétaires en pourcentage du PIB, Haïti, 1990-2003**



Sources : *Global Development Finance 2005* (Part II: Summary and Country Tables), Washington D.C., 2005, World Bank, pp.256-259; *Global Development Finance 1999* (Part II: Summary and Country Tables), Washington D.C., 1999, *World Bank Balance of Payments Statistics Yearbook* (Part I: Country tables), Washington D.C., 2000, IMF, p.346

Outre ces données provenant de sources officielles, une enquête réalisée par le Centre de recherches caraïbes de l'Université de Montréal en 1982 nous donne quelques indices sur les comportements des immigrants haïtiens en matière de transferts monétaires (Larose, 1985). L'enquête contient 80 entrevues en profondeur réalisées auprès de personnes choisies en fonction de leur appartenance de classe au Québec. Ainsi, ce serait, à cette époque, près de deux tiers des prolétaires haïtiens au Québec qui enverraient de l'argent en Haïti contre seulement 16% des membres de la petite bourgeoisie. Cet écart serait dû au fait que les immigrants provenant des classes prolétaires seraient susceptibles d'avoir laissé des parents de la famille proche en Haïti. Ce sont d'ailleurs ces membres de la famille primaire des immigrants qui constituent les premiers bénéficiaires de ces transferts. Une proportion importante des sommes envoyées servirait à payer le loyer, l'éducation des enfants, la subsistance et les frais médicaux. Les résultats de l'enquête mettent également en évidence la transmission d'argent et de biens par un ami ou un parent qui voyage vers Haïti comme principal moyen d'envoi de fonds (Larose, 1985). Néanmoins, à ce jour, très peu d'études se sont concentrées à l'analyse des facteurs déterminant les transferts monétaires. De manière générale, on étudie les transferts à leur destination, mais très rarement à leur origine. En conséquence, il devient important de comprendre ce qui différencie les divers groupes de migrants qui envoient des fonds et

qui, par le fait même, influencent le volume total de transferts ainsi que les principaux moyens utilisés pour envoyer les transferts (Blackwell et Seddon, 2004). Une meilleure compréhension des processus d'envoi de fonds à leur origine permettrait sans aucun doute une amélioration des différents moyens utilisés par les immigrants pour transmettre de l'argent. Ainsi, il serait possible de maximiser les sommes envoyées aux ménages dans le besoin. De plus, il pourrait s'avérer plus facile de former des regroupements d'immigrants qui manifestent la volonté d'envoyer des fonds à des fins de développement.

Plusieurs auteurs sont d'ailleurs unanimes sur un point : le besoin imminent de développer des politiques permettant une hausse des transferts monétaires par le biais, entre autres, de la création d'emplois pour les immigrants et par des encouragements à envoyer plus d'argent vers leur pays d'origine. Ces politiques doivent s'orchestrer autant dans les pays d'origine que dans les pays d'accueil des immigrants. Aussi, le développement de politiques appropriées dépend de notre compréhension des facteurs qui affectent le plus les comportements de transfert des migrants (Brown, 1997).

L'immigration haïtienne occupe une place importante au Canada, surtout dans la région métropolitaine de Montréal où près de 90% y est concentrée. Une part considérable de l'histoire de l'immigration haïtienne au Canada se situe dans les années 1960 et 1970. Entre 1968 et 1980, ce sont près de 25 000 immigrants haïtiens qui sont entrés au Québec, dont les trois quarts entre 1974 et 1980. En 1974, 14,5% du total des immigrants qui ont choisi le Québec comme terre d'accueil sont d'origine haïtienne et cette proportion se maintient au-dessus de 10% jusqu'en 1978 (Piché, 1989). Les Haïtiens gardent par la suite une place importante dans l'immigration québécoise. Entre 1995 et 2003, la proportion d'immigrants haïtiens admis au Québec est telle que Haïti oscille entre les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> rangs des principaux pays de naissances des immigrants. (Québec, 2004). En 2001, à Montréal, les Haïtiens représentaient 7,4% du total de la population immigrée, ce qui la plaçait au deuxième rang derrière les Italiens (Québec, 2004).<sup>9</sup>

---

<sup>9</sup> D'autres données sur l'immigration haïtienne au Québec et dans la région métropolitaine de Montréal sont disponibles en annexe.

Les transferts monétaires représentent donc une source de revenu importante pour Haïti. Qu'ils proviennent de Miami, de la France ou de Montréal, ils permettent la survie de plusieurs familles haïtiennes. Dans une perspective de développement, nous devons nous demander comment les transferts envoyés par la diaspora haïtienne pourraient contribuer à hausser le niveau de vie dans un pays éprouvé par les conflits politiques, les difficultés économiques et les catastrophes naturelles.

La contribution des transferts doit d'abord passer par une bonne compréhension du processus d'envoi de fonds. Les données officielles sur les transferts ne tenant compte que des montants transférés, il est essentiel de réaliser des enquêtes qui permettent de déterminer les motivations des migrants à envoyer des fonds, les caractéristiques des migrants qui transfèrent ainsi que les relations entre ces caractéristiques et les transferts. La réalisation de ce mémoire s'inscrit dans cette optique.

### **1.2.2 Questions de recherche et objectifs**

Pour bien comprendre le rôle joué par les immigrants installés dans la région métropolitaine de Montréal dans le processus de transferts monétaires vers leur pays d'origine, nous tenterons de répondre aux questions suivantes :

- À combien peuvent être estimés les montants d'argent transférés par les membres de la communauté haïtienne de Montréal vers leur pays d'origine et ce pour une période d'un an?
- Quelles sont les principales caractéristiques des immigrants qui font des transferts monétaires?
- Peut-on établir des relations significatives entre différentes caractéristiques des migrants et l'envoi de fonds à des fins de développement?

Par le biais de cette étude, nous voulons mettre en lumière l'intensité<sup>10</sup> ainsi que les déterminants qui caractérisent les transferts monétaires d'un groupe d'immigrants

---

<sup>10</sup> Nous serons en mesure d'estimer les flux monétaires et de biens envoyés par les immigrants haïtiens dans leur pays d'origine, qu'ils soient transférés par des moyens formels ou informels.

dominant à Montréal et dont le pays d'origine se trouve dans une situation socio-économique et politique précaire. Nous pourrions également tenter de comprendre ce qui caractérise les immigrants qui envoient des fonds. Que ce soit des envois à des fins de consommation pour les ménages dans le pays d'origine des migrants ou encore à des fins de développement par le biais de groupes et d'associations caritatives, nous désirons être en mesure d'illustrer le processus de transferts monétaires des immigrants haïtiens de Montréal vers leur pays d'origine. Voici les trois principaux objectifs de notre travail :

- 1- Estimer l'ampleur du phénomène des transferts monétaires entre les immigrants de la communauté haïtienne de Montréal et Haïti.
- 2- Déterminer les caractéristiques des immigrants qui envoient des fonds vers leur pays d'origine / Établir des relations entre les caractéristiques socio-démographiques des immigrants ainsi que les montants et la fréquence des transferts
- 3- Établir des relations entre les caractéristiques socio-démographiques des immigrants et le fait d'envoyer de l'argent à des fins de développement.

### **1.3 CADRE CONCEPTUEL**

Le cadre conceptuel que nous allons établir fait référence à notre problématique, nos questions et objectifs de recherche, mais aussi à la revue de la littérature sur le domaine des transferts monétaires que nous avons élaborée dans la partie initiale de ce premier chapitre. Nous mettrons principalement en relief deux grands concepts. D'abord, les flux monétaires entre les immigrants haïtiens de la région métropolitaine de Montréal et leur famille et amis demeurés en Haïti. Ensuite, les différents facteurs qui déterminent l'envoi de fonds vers Haïti, que ce soit pour des motifs altruistes ou à des fins de développement.

La notion de transferts monétaires prend son origine dans les liens entre les immigrants et leur communauté d'origine. Ces liens, que nous illustrons par les envois de fonds, sont particulièrement forts pour la communauté haïtienne et prennent leur source dans trois grands phénomènes. En premier lieu, l'importance du phénomène migratoire de la population haïtienne, que ce soit vers le Québec, les États-Unis ou la France, accentue les

relations établies entre les immigrants et les habitants demeurés à l'origine. En Haïti, l'émigration représente environ un quart de la population totale qui est aujourd'hui d'un peu plus de huit millions d'habitants. La diaspora haïtienne, principalement concentrée aux États-Unis et au Québec, compte environ deux millions de personnes. En second lieu, la situation socio-économique instable qui prévaut en Haïti introduit une grande motivation à envoyer des fonds ainsi que des biens matériels afin d'assurer à la famille et aux amis un niveau de vie minimum. En troisième lieu, la dynamique familiale des Haïtiens contribue à établir et entretenir les relations entre immigrants et population au pays d'origine. Effectivement, le rôle de la famille représente un aspect spécifique de la société haïtienne. La structure familiale haïtienne est souvent reliée au concept de « famille étendue ». Selon Craan et Lejacques (1993) : « La famille en Haïti [...] déborde largement la notion occidentale de micro-système. Sont de la famille, la parenté proche, éloignée, les voisins et les amis proches. La famille tient une place centrale dans la vie de l'Haïtien, tant au niveau émotif que financier » (p.9). Ces liens familiaux serrés apportent une explication supplémentaire à la motivation des immigrants haïtiens à envoyer des fonds dans leur pays d'origine.

### **1.3.1 Hypothèses**

À la lumière de nos recherches dans la littérature ainsi que de l'établissement de notre problématique, nous sommes en mesure d'établir certaines hypothèses quant à nos résultats de recherche. Rappelons que nos trois grands objectifs sont d'estimer les flux monétaires transitant de la région métropolitaine de Montréal vers Haïti ainsi que de déterminer les différentes caractéristiques des migrants associées aux transferts monétaires en tant que tels et aux transferts à des fins de développement. Les estimations de transferts monétaires, souvent biaisées par le manque d'information sur les sources informelles d'envois de fonds, ne peuvent être négligées, surtout dans le cas de Haïti, parce que la situation socio-économique et politique limite les possibilités d'envois de fonds par le biais de sources formelles telles les institutions bancaires. Du côté des facteurs déterminant les transferts monétaires, rappelons qu'ils varient selon l'échelle prise en compte. Les comportements de transferts des immigrants haïtiens peuvent être attribuables à des facteurs structurels comme à des facteurs individuels.

L'enquête menée il y a quelques mois dans la région métropolitaine de Montréal auprès des immigrants haïtiens et que nous décrivons dans le deuxième chapitre de ce travail, nous permettra de répondre aux questions que nous nous sommes posées. Nous pourrions donc examiner les hypothèses suivantes :

1) Flux monétaires :

- Le volume de flux monétaires transitant de Montréal vers Haïti sera beaucoup plus important que ce à quoi nous pourrions nous attendre par rapport aux informations disponibles sur les sources officielles de transfert.
- Les transferts provenant de sources informelles et non officielles seront en proportion plus importante que les transferts envoyés par voies formelles.

2) L'intensité et la fréquence des transferts (peu importe le motif) vont dépendre de certains groupes de facteurs :

- Facteurs démographiques : certaines variables démographiques (genre, âge, état matrimonial, taille du ménage) auront certainement des impacts sur les transferts.
- Facteurs socio-économiques : l'éducation, le revenu et la classe sociale de la famille du migrant interrogé feront varier l'intensité et la fréquence des transferts.
- Facteur culturel : sentiment d'appartenance à la société d'origine (projet de retour, maintien d'un compte épargne dans une banque haïtienne, propriétaire d'un terrain en Haïti, prévoit acquérir un terrain en Haïti et prévoit construire, acheter ou rénover une maison en Haïti).

Nous expliquerons dans la définition des concepts dans quel sens ces facteurs peuvent influencer les transferts monétaires.

### 1.3.2 Définition des concepts

Après avoir énoncé nos principales hypothèses, nous décrivons ici les grands concepts qui en découlent. Ces derniers seront exposés en se basant sur la situation de l'immigration haïtienne ainsi que des principales caractéristiques de la communauté haïtienne du Québec ayant en grande majorité élu domicile dans la région métropolitaine de Montréal.

### *1.3.2.1 Flux monétaires*

Les flux monétaires, tel que nous l'entendons dans le contexte d'une étude sur les transferts monétaires, sont définis comme un certain montant d'argent envoyé par un groupe d'immigrants d'un pays d'accueil donné, vers le pays d'origine de ce groupe. Les flux monétaires impliquent deux entités géographiques différentes. Il peut s'agir d'entités à l'échelle régionale, nationale ou internationale. Les flux monétaires, souvent décrits comme étant le principal impact de l'émigration, suivent les mouvements migratoires observés et sont en majorité effectués entre pays développés et pays en développement.

Les flux monétaires transmis par les migrants sont reliés à des sources formelles et informelles. Les sources formelles comme moyen de transmission sont la plupart du temps rattachées aux institutions bancaires, aux caisses populaires et aux bureaux de poste. Les sources informelles sont pour leur part associées à certaines agences de transfert, aux transferts par le biais d'un ami ou d'un membre de la famille qui voyage ainsi que par tout autre moyen (Robinson, 2004). Une estimation juste des flux monétaires transmis dans le pays d'origine d'un groupe de migrants doit certainement tenir compte des moyens empruntés par les immigrants pour envoyer des fonds.

### *1.3.2.2 Facteurs démographiques*

#### *Genre*

En prenant en compte le genre, nous pourrions différencier, selon le sexe, les comportements dans le processus de transfert monétaire vers Haïti. Parmi les Haïtiens recensés dans la région métropolitaine de Montréal en 2001 on retrouve 57,5% de femmes et 42,5% d'hommes<sup>11</sup>.

L'immigration haïtienne se caractérise depuis ses débuts par sa surféminité. Cette tendance peut s'expliquer, entre autres, par deux grands phénomènes. D'abord, par le nombre élevé d'immigrantes admises comme domestiques dans les années 1960 et 1970, un type d'emploi caractérisé par une surreprésentation féminine (Labelle et al., 1987 ; Labelle, Larose et Piché, 1983a). Ensuite, par le rôle que jouent les femmes âgées au sein

---

<sup>11</sup> Voir tableau A.2.2 en annexe.

de la famille quant à l'entretien et à la reproduction de la force de travail ; ce sont les mères que l'on fait venir au Québec pour s'occuper des enfants et de l'entretien du foyer (Labelle, Larose et Piché, 1983b).

Dans la famille haïtienne, tout est centralisé sur la mère, et ce malgré le fait que le père représente la force et l'autorité et a quasiment tous les droits. L'autorité réelle, celle qui régit le quotidien, est véhiculée par la mère (Durand, 1980). Selon Bédard (2001), le rôle de l'homme comme père-époux semble secondaire : généralement absent, il entretiendrait plusieurs unions parallèles. Sa responsabilité et son engagement à l'égard de sa conjointe et de ses enfants seraient aléatoires et discrétionnaires; les femmes assumeraient de façon plus pragmatique les responsabilités économiques, psychologiques et émotives à l'égard des membres de la famille. Dans ce contexte familial, les femmes doivent souvent se débrouiller seules pour assurer leur subsistance et celle de leurs enfants. Ainsi, malgré le fait qu'elles soient souvent peu scolarisées, les femmes haïtiennes ont fréquemment plusieurs expériences sur le marché du travail. Le plus souvent, elles se retrouvent dans le secteur informel et peuvent cumuler jusqu'à deux ou trois emplois pendant la même période (Labelle et al., 1987).

### *Âge*

Il ne fait aucun doute que les comportements en matière d'envoi de fonds présentent certaines différences selon les groupes d'âge auxquels appartiennent les migrants. Ceux appartenant à de jeunes groupes d'âge afficheront certainement un profil de transmission d'argent – au niveau de l'intensité et de la fréquence – distinct de celui des immigrants plus âgés. Leur profil socio-économique, ou capital humain, ne sera en effet pas le même et mènera à différentes conduites.

En 1991, les 25-44 ans sont majoritaires et comptent 45% de l'immigration haïtienne totale au Québec. Les 15-24 ans ainsi que les 45-64 ans formaient des groupes semblables avec respectivement 17% et 20%. Nous étions donc en présence d'une population immigrante relativement jeune – 62% des membres ayant entre 15 et 44 ans – (Québec, 1995 ; Icart, 1995). Dix ans plus tard, la communauté haïtienne ne présente pas tout à fait le même profil. Une plus grande proportion de migrants âgés entre 35 et 64 ans

soit 55,5% de l'ensemble de la communauté est observée. Les 15-34 ans ne constituent plus que 29% des immigrants haïtiens<sup>12</sup>. La diminution du nombre d'admissions d'immigrants haïtiens au Québec entraîne des changements dans la structure par âge de ce groupe.

#### *État matrimonial et taille du ménage*

Tout comme les variables de genre et d'âge, les facteurs relatifs au ménage des immigrants auront des impacts sur la propension et l'intensité de l'argent transféré. Après avoir décrit la structure et les relations familiales des Haïtiens, nous pouvons penser qu'une majorité des immigrants haïtiens de Montréal présenteront un profil d'état matrimonial traditionnel, soit une grande proportion de personnes mariées ou veuves et peu de gens divorcés ou en union libre. De plus, étant donné le soutien familial observé dans la société haïtienne, une imposante proportion des migrants pourrait être caractérisée par des ménages à plusieurs membres.

#### *Période d'immigration*

Ce n'est qu'à partir de 1967 que l'immigration haïtienne s'amorce réellement. À cette époque, au Québec, les noirs sont surtout anglophones. Le recensement de 1971 dénombre 3790 personnes nées en Haïti contre 11 430 nées dans la Caraïbe anglophone (Labelle, Larose et Piché, 1983a). Au cours des années 1970, une nette augmentation de l'immigration haïtienne est observée. À partir de 1974 et jusqu'au milieu des années 1980, Haïti demeure l'un des principaux pays sources d'immigration pour le Québec (Piché, 1989). Une forte majorité des immigrants provient donc de la période d'immigration contenue entre 1971 et 1980. Au recensement de 1991, cette proportion se chiffrait à 48% de tous les immigrants. En 2001 les immigrants arrivés avant 1980 sont toujours majoritaires avec une proportion de près de 39%. Entre 1981 et 2001, les proportions d'immigrants arrivés au cours de ces périodes sont relativement constantes et oscillent entre 13% et 19%<sup>13</sup>.

---

<sup>12</sup> Voir tableau A.2.2 en annexe.

<sup>13</sup> Voir tableau A.2.3 en annexe.

Suite à cette brève analyse des principales périodes d'immigration des migrants haïtiens, il apparaît pertinent de se demander si le temps passé au pays d'accueil altère les comportements dans le cadre du processus de transfert monétaire.

### *1.3.2.3 Facteurs socio-économiques*

#### *Éducation*

Le niveau de scolarité des immigrants fait partie des variables clés permettant de vérifier l'hypothèse de l'influence des facteurs socio-économiques sur l'intensité et la fréquence des transferts monétaires. L'éducation est ici caractérisée par le plus haut niveau de scolarité atteint. Les immigrants haïtiens ne présentent pas de profil type quant au niveau de scolarité observé, certains immigrants étant faiblement scolarisés et d'autres ayant un haut niveau de scolarisation. En 1991, 34% des immigrants avaient atteint un niveau secondaire tandis que 25% et 20% avaient respectivement fait des études collégiales ou universitaires (Québec, 1995). Au recensement de 2001, 28% des immigrants haïtiens recensés dans la région métropolitaine de Montréal avaient complété des études collégiales ou universitaires. À l'inverse, un peu plus de 46% des immigrants présentent une scolarité de niveau secondaire ou moins<sup>14</sup>.

L'analyse du profil de niveau de scolarité des immigrants haïtiens est liée à la catégorie d'immigration ainsi qu'à la période d'immigration. En effet, les immigrants entrés en tant qu'indépendants affichent une éducation plus poussée que les immigrants admis comme réfugié ou par le biais de la réunification familiale. En remontant au début de l'immigration haïtienne au pays, nous nous apercevons que les premiers immigrants admis, soit entre 1968 et 1972, sont fortement scolarisés. Par contre, pour la période qui suit (1975-1980), les niveaux de scolarité baissent sensiblement (Labelle, Larose et Piché, 1983a).

#### *Revenu*

Le revenu gagné par les migrants, de façon individuelle ou dans le ménage, constitue un facteur difficile à saisir. Les immigrants sont souvent réticents à partager le revenu qu'ils

---

<sup>14</sup> Voir tableau A.2.4 en annexe

gagnent. Néanmoins, cette variable permet de mieux comprendre les comportements des migrants dans différents domaines.

Bien que les données sur le revenu des immigrants haïtiens soient très rares, nous pouvons cependant en tirer les grandes tendances grâce aux statistiques sur l'activité de la population haïtienne ainsi que sur les genres d'emplois occupés par ce groupe. Ainsi, au recensement de 1991, sur un total de 35 635 personnes, 23 755 font partie de la population active. De ces 23 755 personnes, 5650 se retrouvent dans la population active chômeuse. Au niveau des principaux secteurs d'activité occupés par la population active, l'industrie manufacturière et le secteur de la santé et des services sociaux dominent avec plus de 52% (Québec, 1995). Des données raffinées tirées des recensements et traitant particulièrement des immigrants haïtiens ne sont que très rarement publiées. Il nous paraissait donc difficile, en particulier dans le cas du revenu, de faire référence à des données plus récentes.

Tenant compte des nombreuses études qui traitent des différences de revenu entre les populations immigrantes et la population native, nous pouvons croire que les immigrants haïtiens présentent un niveau de revenu plus bas que celui des Québécois natifs. Les notions de discrimination raciale auprès des minorités visibles et de sous-qualification sont souvent abordées dans de telles études.

#### *Niveau socio-économique*

La définition de classe sociale que nous établissons est fonction de la classe sociale auquel la famille du migrant faisait partie dans son enfance. Il s'agit d'une variable qui peut être mise en relation avec le niveau de scolarité des migrants ainsi que le revenu et le statut d'emploi.

L'immigration haïtienne au Québec se regroupe en deux groupes. D'une part, la petite bourgeoisie professionnelle qui se concentre surtout dans les secteurs de l'enseignement et de la santé. D'autre part, un prolétariat féminin que nous trouvons massivement dans les secteurs du vêtement et des services personnels ainsi qu'un prolétariat masculin employé dans les secteurs du taxi, des usines de fabrication et de montage et dans les

services tels la restauration et l'hôtellerie (Larose, 1985). Construite sur la base d'une première vague d'immigrants très scolarisés et d'une deuxième vague de classe moyenne ou paysanne, la communauté haïtienne a comme caractéristique d'être socialement hiérarchisée (Ledoyen, 1992).

#### *1.3.2.4 Facteurs culturels*

##### *Sentiment d'appartenance à la société d'origine*

S'il appert qu'un sentiment se mesure difficilement, certaines variables nous permettent par contre de déterminer les relations au pays d'origine. Il est par exemple possible de sonder la volonté de retour au pays d'origine ainsi que les liens maintenus avec le pays d'origine<sup>15</sup>. Les réponses à ces questions pouvant difficilement être distribuées dans des catégories pré définies et exclusives, il s'avère difficile d'en faire une description exhaustive. Il convient néanmoins de se demander si ces variables auront des effets sur les transferts monétaires effectués par les immigrants haïtiens.

---

<sup>15</sup> Par exemple, le maintien d'un compte dans une banque haïtienne, la propriété d'un terrain en Haïti, etc.

## CHAPITRE 2 : MÉTHODOLOGIE

Les objectifs que nous nous sommes fixés exigent des précisions quant aux aspects méthodologiques que nous désirons exploiter. Ce chapitre sera d'abord consacré à la présentation de l'enquête sur les *familles transnationales et transferts économiques*. Nous ferons ensuite le portrait des principales caractéristiques de l'échantillon sélectionné. Il sera également question des différentes méthodes d'analyse utilisées pour obtenir les résultats liés aux questions de recherche. Finalement, nous décrirons les limites et problèmes que comporte l'enquête.

### 2.1 PRÉSENTATION ET DESCRIPTION DE L'ENQUÊTE

#### 2.1.1 Cadre institutionnel

La réalisation de l'enquête *Familles transnationales et transferts économiques* a été menée conjointement par l'Université de Montréal et l'Université York à Toronto par l'entremise du CEETUM<sup>16</sup> et du CERLAC<sup>17</sup>. Elle visait deux communautés ethniques dont les liens migratoires avec le Canada sont depuis longtemps établis et dont les activités transnationales prennent une place importante dans leur quotidien : les Jamaïcains de la région métropolitaine de Toronto ainsi que les Haïtiens de la région métropolitaine de Montréal. Des chercheurs de Toronto et de Montréal se sont donc associés afin de répondre aux besoins de nouvelles connaissances dans le domaine des transferts monétaires au Canada. Il s'agissait à l'origine de mieux comprendre le processus de transferts monétaires provenant du Canada vers les pays en développement, dans le but d'établir des mesures pour faciliter les envois de fonds. Dans cette perspective, l'ACDI a entrepris de financer une enquête qui permettrait de répondre aux questions posées par les autorités canadiennes.

---

<sup>16</sup> Centre d'études ethniques des universités montréalaises.

<sup>17</sup> Centre for Research on Latin America and the Caribbean.

### 2.1.2 Objectifs de l'enquête

L'objectif général de l'enquête établi par les principaux collaborateurs du projet<sup>18</sup> visait principalement la possibilité d'accroître les impacts sur le développement socio-économique de Haïti et de la Jamaïque en recueillant des informations sur les pratiques de transferts monétaires et matériels, sur les moyens empruntés pour envoyer des fonds ainsi que sur les différents buts associés à cette pratique.

De façon plus spécifique, on a voulu :

- Estimer les flux de transferts monétaires de deux groupes d'immigrants vers leur pays d'origine.
- Déterminer à quelles fins et dans quels buts l'argent est envoyé dans le pays d'origine.
- Identifier les moyens empruntés par les immigrants pour envoyer des fonds ainsi que les frais découlant de ces moyens.
- Évaluer les barrières à l'envoi de fonds ainsi qu'à l'utilisation de l'argent envoyé<sup>19</sup>.
- Évaluer les implications politiques des comportements en matière de transferts monétaires pour les institutions financières et pour les programmes de développement.

### 2.1.3 Mise sur pied de l'enquête

La réalisation de l'enquête s'est étalée sur cinq mois entre octobre 2004 et février 2005<sup>20</sup>. Plusieurs étapes ont été réalisées tout au long de cette période. Tout d'abord, des groupes de discussion se sont tenus avec les principaux acteurs participant à l'enquête ainsi que certains membres de la communauté haïtienne de Montréal. Cette étape, préalable à la mise sur pied du questionnaire, a permis de sonder certaines personnalités influentes dans le domaine des transferts monétaires. Des entrevues qualitatives individuelles ont

<sup>18</sup> Alan Simmons (CERLAC, York University), Dwaine Plaza (CERLAC, Oregon State University) et Victor Piché (Université de Montréal, département de démographie, CEETUM).

<sup>19</sup> Les barrières peuvent correspondre aux coûts de transmission d'argent, aux problèmes de sécurité et de corruption ainsi qu'à toute autre condition prévalant dans le pays d'origine.

<sup>20</sup> La collecte et le traitement des données de l'enquête menée à Montréal ont été effectués sous la coordination de Robbyn Seller (chercheure postdoctorale au CEETUM) et Lisanne Tremblay (étudiante à la maîtrise en démographie).

également été menées auprès de membres de la communauté haïtienne de la région métropolitaine de Montréal. Ces entrevues enrichissent les résultats observés en apportant certaines informations complémentaires aux données quantitatives.

#### *2.1.3.1 Le questionnaire*

Le questionnaire administré aux membres de la communauté haïtienne a d'abord été testé lors de quelques entrevues qualitatives. Lors de ces entretiens, les sujets évoqués dans le questionnaire étaient discutés et remaniés afin de rencontrer les réalités de la communauté haïtienne.

Le questionnaire administré contenait donc quatre grandes sections correspondant à différents thèmes :

- 1) La première section traite des caractéristiques générales des personnes interviewées et de chacun des membres de leur ménage. Ensuite, toujours pour les individus interrogés et tous les membres de leur ménage, des questions sur le soutien monétaire sont posées.
- 2) Dans la deuxième section, les divers moyens empruntés par les migrants pour effectuer des transferts vers Haïti sont examinés. Le questionnaire relève aussi les coûts perçus par les répondants par rapport à ces moyens. De plus, afin d'en faire une bonne évaluation, une question ouverte a été introduite. Elle concernait le moyen privilégié pour envoyer de l'argent et les raisons pour lesquelles cette méthode est préférée à d'autres.
- 3) En troisième section, c'est l'utilisation de l'argent envoyé par les membres de la famille ou les amis en Haïti qui est abordée. Ensuite les répondants sont consultés quant aux attentes des membres de leur famille face à l'envoi d'argent. Cette partie du questionnaire se termine par une question qui vise à savoir si les immigrants ont participé, par le biais de transferts monétaires, à un projet de développement en Haïti.
- 4) La dernière section du questionnaire concerne d'abord les liens que les immigrants gardent avec leur société d'origine. Des questions relatives au

sentiment identitaire des immigrants dans leur nouvelle société d'accueil sont ensuite abordées. Finalement, on a voulu connaître les principales caractéristiques socio-économiques des immigrants interrogés.

Des questions sur l'envoi de biens par conteneur, qui ne sont pas étudiées dans ce travail, ont également été abordées dans le questionnaire. Les informations sollicitées se rapportaient à la fréquence, la valeur monétaire des biens envoyés ainsi qu'au contenu (Simmons, Plaza et Piché, 2005).

#### **2.1.4 Échantillonnage**

La constitution d'un échantillon parfaitement aléatoire dans ce genre d'enquête s'avère impossible et ce, pour deux principales raisons. Premièrement, il est très difficile de connaître la population exacte ainsi que les principales caractéristiques du groupe auquel nous nous intéressons. De plus, un échantillon aléatoire aurait une dispersion géographique telle que les coûts en seraient beaucoup trop importants. Les 150 ménages d'origine haïtienne interrogés dans le cadre de l'enquête ont été choisis de façon à donner une représentation le plus près possible de la population haïtienne de la région métropolitaine de Montréal. Afin d'établir plus facilement des contacts avec les membres de la communauté, les intervieweurs choisis pour participer à l'enquête étaient pratiquement tous d'origine haïtienne. De plus, chacun d'entre eux avait manifesté un intérêt marqué pour l'enquête conduite dans leur communauté. Ils ont donc tous reçu le mandat d'utiliser leur réseau afin d'interroger des gens présentant des caractéristiques démographiques et socio-économiques variées. Une proportion égale d'individus interrogés devait être de sexe différent ; faire partie de divers groupes d'âge ; être de niveau social variable (établi selon le niveau d'éducation atteint) ; et appartenir à différentes périodes d'immigration. Le but de ces conditions était de se rapprocher le plus possible de la population recensée. Les intervieweurs ont interrogé en moyenne un peu plus de 11 personnes chacun. Ainsi, le recours à des intervieweurs provenant de différents milieux, combiné au fait que ces derniers devaient interroger un nombre limité d'immigrants, nous ont permis d'éviter une sélection des répondants au sein d'un même réseau.

Malgré un échantillon relativement petit, il s'agit d'une enquête originale réalisée par des enquêteurs professionnels. L'enquête constitue la première de ce genre au Canada. Nous espérons en tirer des résultats qui auront un impact significatif dans le domaine du développement en Haïti ainsi que sur les processus de transnationalisme existant entre la communauté haïtienne de Montréal et le pays d'origine.

## **2.2 DESCRIPTION DE L'ÉCHANTILLON : VARIABLES D'ANALYSE**

À défaut d'une représentativité statistique de l'ensemble de la population immigrante haïtienne vivant dans la région métropolitaine de Montréal, notre échantillon cherche plutôt à donner une image la plus juste possible du phénomène des transferts monétaires. La variété des caractéristiques que présentent les répondants<sup>21</sup>, la stratification de l'échantillon ainsi que la diversité des intervieweurs ont contribué à la constitution d'un échantillon diversifié.

Cette étape de description nous permettra de définir les principales variables dépendantes et indépendantes qui seront utilisées dans nos modèles sur les relations entre la fréquence, les montants transférés ainsi que les transferts à des fins de développement et certaines caractéristiques des répondants. Nous pourrions également, en le redressant, évaluer dans quelle mesure notre échantillon s'écarte ou ne s'écarte pas de la population parente pour certains grands paramètres dont les valeurs nous sont connues grâce à l'exploitation des statistiques de frontière ainsi que des données du recensement de 2001 concernant les immigrants haïtiens de la région métropolitaine de Montréal.

### **2.2.1 Variables dépendantes**

Plusieurs questions posées aux répondants font ressortir les caractéristiques des personnes interrogées selon les quatre aspects que nous désirons définir en tant que variables dépendantes, soient le fait d'envoyer de l'argent ou non, les fréquences et les montants d'argent transmis ainsi que la participation à des projets de développement par

---

<sup>21</sup> Nous avons retenu les personnes de plus 18 ans, nées en Haïti et résidant au Québec depuis au moins un an. Les personnes interrogées devaient également être impliquées dans les décisions majeures du ménage.

le biais de transferts monétaires<sup>22</sup>. Nous avons donc pu créer quatre variables dépendantes, la première et la dernière dichotomiques et les deux autres polynomiales ordonnées, avec lesquelles nous réaliserons nos analyses sur les liens entre ces quatre variables dépendantes et différentes caractéristiques démographiques, socio-économiques et culturelles des immigrants interrogés.

### *Envoi d'argent*

Nous avons pu, par la variable illustrant le nombre de fois que de l'argent était envoyé dans les cinq années précédant l'enquête, déterminer le nombre de personnes n'ayant jamais envoyé de fonds et ceux l'ayant déjà fait. Nous voyons donc que parmi les personnes de notre échantillon, 12% n'ont jamais envoyé d'argent contre 88% qui en ont envoyé au moins une fois.

**Tableau 2.1 : Nombre de personnes ayant effectué des transferts d'argent**

	N	%
N'a jamais fait de transfert	18	12,0
A déjà envoyé de l'argent	132	88,0
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

### *Fréquence des transferts*

Cette variable dépendante peut également être définie par le nombre de fois que les immigrants interrogés ont envoyé de l'argent dans les cinq années précédant l'enquête. À l'aide des données provenant de cette variable, nous avons formé des intervalles regroupant trois modalités d'envoi de fonds. Ainsi, nous sommes en mesure de connaître la fréquence à laquelle les immigrants envoient de l'argent dans leur pays d'origine. Remarquons que pour 28% de l'échantillon, les envois ont été effectués de façon très modérée au cours des cinq années précédant l'enquête, ce qui correspond à moins d'une fois par année à 2 fois par année. Les envois à intervalles moyens soit de deux fois par année à environ une fois tous les deux mois, touchent 33,3% de notre échantillon et les envois à intervalles élevés, près d'une fois par mois ou plus, 26,7%.

<sup>22</sup> Ces variables sont mesurées dans les cinq années précédant l'enquête à l'exception de la variable des montants qui illustre pour sa part les montants moyens transférés en 2004.

**Tableau 2.2 : Fréquence à laquelle les immigrants ont envoyé de l'argent en Haïti dans les cinq années précédant l'enquête<sup>23</sup>**

	N	%
Pas d'argent envoyé	18	12,0
Faible <sup>1</sup>	42	28,0
Moyenne <sup>2</sup>	50	33,3
Élevée <sup>3</sup>	40	26,7
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>100,0</b>

Écart-type : 37,1  
Maximum : 200  
Minimum : 0

<sup>1</sup> Entre 1 et 9 transferts

<sup>2</sup> Entre 10 et 39 transferts

<sup>3</sup> 40 transferts et plus

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

### *Montants d'argent transférés*

Les montants d'argent transmis par les immigrants interrogés vers leur pays d'origine seront illustrés par la variable présentant les montants moyens envoyés en 2004 pour chacun des répondants. Il s'agit de la variable la plus pertinente disponible dans l'enquête pour montrer les comportements des immigrants en matière de montants envoyés. Des erreurs dans la conception du questionnaire s'étant glissées, certains intervieweurs ont omis de poser cette question aux immigrants interrogés. Pour pallier à cette situation, une redistribution des fréquences a été appliquée<sup>24</sup>. Tout comme pour les fréquences, nous avons regroupé les montants en trois grandes catégories décrivant le mieux les données observées :

**Tableau 2.3 : Montant moyen des transferts effectués en 2004<sup>25</sup>**

	N	%
Pas d'argent envoyé	18	12,0
1\$-100\$	63	42,0
101\$-200\$	46	30,7
201\$ et +	23	15,3
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>100,0</b>

Écart-type : 218,3  
Maximum : 1952,00  
Minimum : 0

Note : Les montants sont exprimés en dollars canadiens à partir d'une moyenne des taux de change quotidiens fournis par la Banque du Canada pour l'année 2004.

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

<sup>23</sup> Les données détaillées se trouvent au tableau A.2.5 en annexe.

<sup>24</sup> Les détails techniques se retrouvent en annexe méthodologique.

<sup>25</sup> Les données détaillées se trouvent au tableau A.2.6 en annexe.

Nous voyons donc que, outre les 12% de l'échantillon qui n'ont pas envoyé d'argent en 2004, 42% ont envoyé en moyenne entre 1\$ et 100\$ au cours de l'année 2004. Pour près de 31% de notre échantillon, les montants se situent entre 101\$ et 200\$ tandis que pour un peu plus de 15%, les montants moyens se chiffraient à plus de 201\$.

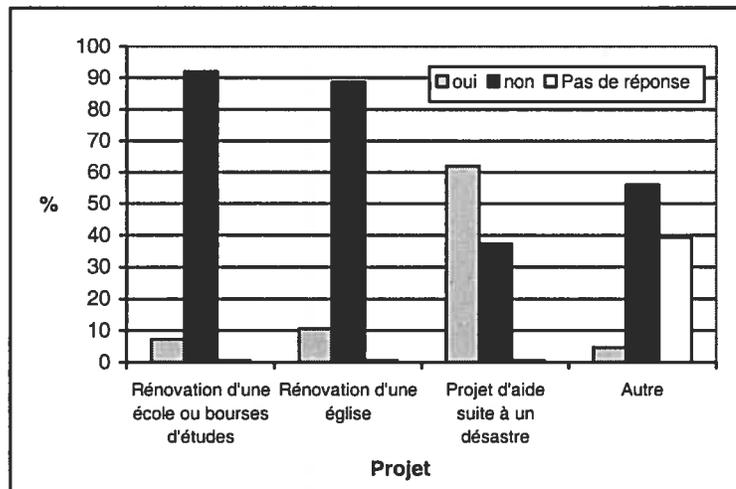
#### *Envoi d'argent à des fins de développement*

Une dernière variable dépendante nous permettra d'étudier la relation entre les différentes variables indépendantes que nous décrirons dans la prochaine section ainsi que l'envoi d'argent à des fins de développement. Par le questionnaire administré aux immigrants haïtiens, nous obtenons une variable qui montre la proportion de répondants ayant participé, par le biais de transferts monétaires, à des projets de développement dans différents domaines : l'éducation, la religion et les infrastructures. Ainsi, nous voyons qu'une forte proportion des répondants (62%) a, à un moment ou à un autre dans les cinq années précédant l'enquête, participé à un projet d'aide suite à un désastre en Haïti. Toutefois, l'enquête ayant été menée suite au passage du cyclone Jeanne, tempête ayant dévasté une partie importante du territoire haïtien, les résultats en lien avec la participation des migrants à ce type de projet peuvent avoir été surévalués. En ce qui concerne les autres catégories de projet de développement, peu d'immigrants enquêtés ont affirmé y avoir participé. Donc, de façon générale, ce sont 64% des immigrants de notre échantillon qui ont affirmé avoir participé, par l'envoi de fonds, à l'un ou l'autre des projets de développement.

**Tableau 2.4 : Participation des répondants à un projet de développement par le biais de transferts monétaires**

	N	%
non	54	36,00
oui	96	64,00
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>100,00</b>

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

**Figure 2.1 : Participation à différents projets de développement**

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

## 2.2.2 Variables indépendantes

### *Facteurs démographiques*

Les quatre principaux facteurs démographiques décrits dans le cadre conceptuel établis au chapitre précédent sont le sexe, le groupe d'âge, la taille du ménage ainsi que la période d'immigration.

Contrairement à la population d'immigrants haïtiens de la région métropolitaine de Montréal recensée en 2001, notre échantillon est constitué d'un pourcentage plus élevé d'hommes que de femmes. Les hommes représentent un peu plus de 51% de l'échantillon contre près de 49% pour les femmes. Les données du recensement de 2001 montrent pour leur part un pourcentage plus élevé de femmes que d'hommes soit 57,5% contre 42,5%<sup>26</sup>.

Les répondants à notre enquête présentent un profil par groupe d'âge relativement jeune puisque 58% des personnes composant notre échantillon ont moins de 35 ans. De plus, l'âge moyen de l'échantillon est de 33,7 ans. Si nous observons l'âge des répondants selon le sexe, nous constatons que les hommes interrogés sont légèrement plus jeunes que les femmes. Ce profil est, comme pour le sexe, un peu différent du profil des

<sup>26</sup> Voir le tableau A.2.2 en annexe.

Haïtiens recensés en 2001 à Montréal. Ces derniers présentent effectivement une structure plus âgée : seulement 35% ont moins de 35 ans et 55,5% d'entre eux sont âgés de 35 à 45 ans<sup>27</sup>.

**Tableau 2.5 : Répondants selon le sexe et le groupe d'âge**

<b>Sexe</b>	<b>Groupe d'âge</b>	<b>N</b>	<b>%</b>
Femme	18-24	15	20,5
	25-34	26	35,6
	35-44	21	28,8
	45 ans et +	11	15,1
	<b>Total</b>	<b>73</b>	<b>100,0</b>
Homme	18-24	19	24,7
	25-34	27	35,1
	35-44	18	23,4
	45 ans et +	13	16,9
	<b>Total</b>	<b>77</b>	<b>100,0</b>
Total	18-24	34	22,7
	25-34	53	35,3
	35-44	39	26,0
	45 ans et +	24	16,0
	<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>100,00</b>

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

La structure de la taille des ménages des répondants présente quelques caractéristiques surprenantes. Un pourcentage élevé des ménages n'est composé que d'une seule personne soit près de 33% des ménages. Nous pouvons associer ce type de ménage à des étudiants, des personnes plus âgées ou des travailleurs vivant seuls. Les données de recensement ne fournissent malheureusement pas d'indication sur la taille des ménages.

**Tableau 2.6 : Taille du ménage**

<b>Taille du ménage</b>	<b>N</b>	<b>%</b>
1	49	32,7
2	33	22,0
3	33	22,0
4 et +	35	23,3
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>100,00</b>

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

<sup>27</sup> Voir le tableau A.2.2 en annexe.

Suite à l'analyse des indicateurs nous permettant d'illustrer la période d'immigration, nous remarquons que, dans le cas de notre échantillon, l'immigration est très récente. En effet, plus de la moitié (54%) des personnes interrogées sont arrivées au Canada après 1996. Ces résultats ne sont pas représentatifs de la population immigrée née en Haïti et recensée en 2001 à Montréal. Pour cette dernière, les immigrants arrivés dans la période d'observation la plus récente (1996-2001) représentent seulement 13% contrairement à 20% dans notre échantillon. De plus, 6,7% des personnes de notre échantillon sont arrivées avant 1976, tandis que dans la population recensée, la proportion s'élève à 22,5%<sup>28</sup>.

Cette caractéristique de notre échantillon pourrait-elle influencer les montants ainsi que la fréquence des transferts ? En supposant que les liens avec le pays d'origine sont plus forts si on a migré récemment, nous pouvons en effet nous demander si le fait d'avoir une immigration récente influencera à la hausse les montants transférés.

**Tableau 2.7 : Répondants selon la période d'immigration**

Période	N	%
Avant 1981	23	15,3
1981-1990	29	19,3
1991-2000	47	31,3
2001 et +	51	34,0
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>100,00</b>

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

#### *Facteurs socio-économiques*

Nous avons réuni dans le tableau 2.8 un ensemble de variables afin de faire un portrait socio-économique de notre échantillon. Il s'agit de variables reliées à l'éducation, au revenu ainsi qu'au niveau socio-économique au pays d'origine. Tout d'abord, en observant la répartition des répondants selon le plus haut niveau de scolarité atteint, nous observons que tous les niveaux sont représentés, mais qu'une plus grande proportion des répondants a atteint un niveau collégial ou universitaire. Ce sont en fait un peu plus de 65% des personnes interrogées qui ont complété au moins des études collégiales. Nous sommes donc en présence d'un échantillon hautement scolarisé. Il ne faudrait cependant

<sup>28</sup> Voir le tableau A.2.3 en annexe.

pas négliger qu'un certain pourcentage (12,7%) n'a pas complété d'études secondaires. Les données de recensement donnent des résultats différents avec un pourcentage plus élevé d'immigrants n'ayant pas complété d'études secondaires soit près de 36% des immigrants recensés en 2001. Pour les immigrants hautement scolarisés, c'est-à-dire ceux qui ont atteint les niveaux collégial et universitaire, le pourcentage ne dépasse pas 50% de la population immigrante haïtienne<sup>29</sup>.

Parce que le revenu est une question délicate à laquelle les gens montrent souvent des réticences dans leur réponse, il faut en faire l'analyse avec précaution. Dans le cadre d'entrevues visant à tester le questionnaire, les intervieweurs ont constaté que la question sur le revenu personnel des enquêtés ne recevait pas de réponse satisfaisante tandis que celle sur le revenu total du ménage comportait pour sa part moins de problèmes dans les réponses. Il a donc été décidé de garder seulement la question sur le revenu total des ménages. Malgré tout, 6% des répondants n'ont pas fournie de réponse à cette question. De plus, selon les intervieweurs, les réponses données étaient souvent approximatives. Toutes ces limites doivent être prises en compte lors de la présentation des données sur le revenu.

Contrairement à ce que nous aurions pu penser en considérant le niveau de scolarité élevé qui caractérise notre échantillon, le revenu total des ménages est relativement faible, soit un revenu annuel par ménage inférieur à 40 000\$ pour 64% de l'échantillon. Malheureusement, il nous est impossible d'associer les données relatives au revenu à celles du domaine de l'emploi, la question sur le type d'emploi occupé n'ayant pas été posée lors de l'enquête.

Nous détenons également des informations sur le niveau socio-économique d'appartenance des immigrants dans leur pays d'origine. Ce type d'information, bien que très fragmentaire, nous montre que la grande majorité des répondants à notre enquête proviennent de familles de niveau intermédiaire. Une proportion non négligeable (11,3%) a aussi déclaré provenir de niveau socio-économique faible. En incluant cette variable

---

<sup>29</sup> Voir le tableau A.2.4 en annexe.

dans nos analyses, nous serons en mesure de voir si les immigrants provenant de familles plus pauvres ont tendance à envoyer de plus grands montants d'argent et à une fréquence plus élevée.

**Tableau 2.8 : Répondants selon différentes caractéristiques socio-économiques**

<b>Niveau d'éducation atteint</b>	<b>N</b>	<b>%</b>
Moins que secondaire	19	12,7
École secondaire ou professionnelle complétée	33	22,0
Collégial	33	22,0
Universitaire	65	43,3
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>100,0</b>

<b>Revenu du ménage</b>		
Moins de 20 000\$	39	26,0
20 000\$-39 999\$	57	38,0
40 000\$ et +	45	30,0
Pas de réponse	9	6,0
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>100,0</b>

<b>Niveau socio-économique au pays d'origine</b>		
Élevé <sup>30</sup>	58	38,7
Intermédiaire <sup>31</sup>	74	49,3
Faible <sup>32</sup>	17	11,3
Pas de réponse	1	0,7
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

### *Facteurs culturels*

Certaines questions tirées du questionnaire de l'enquête contribuent à mieux saisir le sentiment d'appartenance des immigrants haïtiens envers leur société d'origine. Tout d'abord, certaines variables illustrent les liens qu'entretiennent les immigrants avec leur pays d'origine. Ainsi, nous voyons qu'entre 31% et 62% des personnes de notre échantillon maintiennent toujours des liens de nature monétaire ou matérielle avec leur pays d'origine. Nous avons également mesuré la volonté des immigrants haïtiens à envisager un retour dans leur pays d'origine en leur demandant quelles étaient les possibilités d'un retour en Haïti, que ce soit pour des raisons professionnelles ou

<sup>30</sup> Famille avec des propriétés et des employés.

<sup>31</sup> Enseignants, infirmières, administrateurs, généralement ayant un diplôme universitaire, etc. ; Emplois réguliers, salaire horaire pour un nombre fixe d'heures par semaine.

<sup>32</sup> Salaire journalier ou revenus instables de travail autonome.

personnelles. De notre échantillon, environ 65% ont affirmé qu'un retour en Haïti serait pour eux très probable ou probable. Pour seulement 23,7%, un retour est envisagé comme peu ou très peu probable.

**Tableau 2.9 : Liens avec la société d'origine (en pourcentage des personnes de notre échantillon)**

	Oui	Non	Pas de réponse
Maintient un compte épargne dans une banque haïtienne	31,3	67,3	1,3
Propriétaire d'un terrain en Haïti	32,0	68,0	0,0
Prévoit acquérir un terrain en Haïti	43,3	54,7	2,0
Prévoit construire, acheter ou rénover une maison en Haïti	62,0	36,7	1,3

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

**Tableau 2.10 : Possibilité d'un retour en Haïti, pour le travail ou la retraite**

	N	%
Très probable et probable	98	65,3
Incertain	18	12,0
Peu ou très peu probable	34	22,7
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

La description de chacune de ces variables nous a permis de faire un portrait de notre échantillon. Ce dernier, même si nous ne pouvons prétendre qu'il soit représentatif de la population d'immigrants nés en Haïti, nous permettra d'établir un ordre de grandeur des flux de transferts monétaires ainsi que des relations entre nos variables dépendantes et indépendantes.

## 2.3 MÉTHODES D'ANALYSE UTILISÉES

Étant donné les objectifs et les questions posées ainsi que les données disponibles, nous devons faire appel à plusieurs méthodes d'analyse. Ces dernières sont décrites ci-dessous.

### 2.3.1 Estimation des transferts monétaires

C'est par l'estimation des montants transférés que nous débuterons l'analyse des données obtenues par le biais de l'enquête réalisée en 2004-2005. Nous tenterons donc, avec les

données sur les transferts, d'estimer les montants d'argent transférés par les immigrants haïtiens de notre échantillon vers leur pays d'origine. Nous serons en mesure d'estimer les montants sur une base annuelle, soit pour l'année 2004. Les données sur les immigrants haïtiens recensés dans la région métropolitaine de Montréal en 2001 nous permettront d'appliquer des poids à chacun des répondants de l'enquête. Ces poids seront attribués selon différentes caractéristiques et serviront ensuite à l'extrapolation des transferts de Montréal vers Haïti. Ces données seront ensuite extrapolées à l'ensemble de la communauté haïtienne de la région métropolitaine de Montréal.

### 2.3.2 Analyse descriptive

Une analyse descriptive sera d'abord conduite dans le but de montrer les principales caractéristiques liées aux processus de transferts monétaires. Ainsi, nous serons en mesure de répondre à un des objectifs que nous nous sommes fixés préalablement, soit de déterminer les caractéristiques des immigrants qui envoient des fonds vers leur pays d'origine. Des tableaux croisés entre les quatre variables dépendantes et les variables indépendantes seront réalisés afin d'établir des relations entre ces deux groupes de variables.

L'analyse descriptive que nous réaliserons conduira à une analyse bivariée. Nous pourrons ainsi montrer le degré de force statistique entre chaque variable dépendante et indépendante prise individuellement. Des tests de *khi-carré* seront menés afin de vérifier l'indépendance entre deux variables différentes. En admettant *a priori* que les variables sont indépendantes, nous chercherons à déterminer si l'écart entre les fréquences observées tirées de l'enquête et les fréquences théoriques est suffisamment grand pour nous conduire à rejeter l'hypothèse nulle d'indépendance (D'Astous, 1993). Il s'agit donc d'un test d'hypothèse basé sur la différence entre les valeurs observées et les valeurs théoriques. Mentionnons que le test du *khi-carré* est approprié lorsque les variables sont de nature purement qualitatives (par exemple, le sexe, la nationalité, etc.) (Wonnacott et Wonnacott, 1995).

### 2.3.3 Analyse multivariée

Après avoir déterminé les principales caractéristiques des immigrants en lien avec le processus d'envoi de fonds dans leur pays d'origine, des analyses multivariées permettront d'établir les relations entre les variables dépendantes et les variables indépendantes. Nous serons par le fait même en mesure d'évaluer la significativité statistique des liens entre le fait de transférer de l'argent ou non, les montants, la fréquence des envois et la participation à des projets de développement ainsi que certaines variables indépendantes telles le sexe, le niveau d'éducation atteint, le revenu, etc. Nos variables dépendantes n'étant pas de même nature, nous utiliserons deux types de régression : les régressions logistiques et les régressions logit ordonnées.

#### 2.3.3.1 Régression logistique

Pour montrer la relation entre les différentes variables indépendantes ainsi que le fait de transférer de l'argent ou non et l'envoi de fonds à des fins de développement, la régression logistique sera utilisée. Cette dernière prédit si un événement va se produire ou non. La variable dépendante est présentée sous une forme dichotomique de « 1 » si l'individu connaît l'événement et de « 0 » si l'individu ne le connaît pas. Cependant, au lieu de considérer l'événement lui-même comme variable dépendante, cette méthode utilise le logarithme népérien de la chance que l'événement se produise.

Les paramètres du modèle sont estimés par la méthode du maximum de vraisemblance. Cette méthode est itérative et, en conséquence, elle retient seulement les coefficients qui font en sorte que les résultats observés soient les plus probables. Ce sont ces coefficients qui serviront à calculer la probabilité que la variable dépendante soit égale à « 1 » et ce pour chacune des variables incluses dans le modèle. L'application de ce modèle nous indiquera si les variables ont un effet significatif sur la chance qu'un événement se produise.

#### 2.3.3.2 Régression logit ordonnée

Les variables dépendantes correspondant à la fréquence et aux montants des transferts étant de nature polynomiale ordonnée, la méthode de régression logit ordonnée sera privilégiée. Nous avons vu précédemment que les modalités des variables dépendantes de

fréquence et de montants ont une relation d'ordre entre elles et qu'elles sont classées selon un ordre donné. En effet, nous retrouvons pour chacune des variables trois grandes catégories décrivant l'intensité des fréquences des envois et des montants transférés.

Tout comme pour la régression logistique, le modèle de régression logit ordonnée utilise la méthode du maximum de vraisemblance pour estimer les paramètres. À l'aide des coefficients obtenus par cette méthode nous estimerons les probabilités à partir desquelles nous pourrions savoir, pour chacune des variables indépendantes du modèle, si la variable dépendante est égale à l'une ou l'autre des modalités établies. La modélisation repose également sur la notion de variable latente et de bornes à déterminer entre les différentes catégories des variables dépendantes.

#### **2.3.4 Analyse qualitative**

Dans un cadre plus restreint, nous avons en notre possession quelques entrevues qualitatives de fond qui ont été effectuées préalablement à l'enquête. Elles avaient pour principal objectif de fixer l'orientation de l'enquête ainsi que de tester les questions introduites dans le questionnaire final. Ainsi, une première entrevue de groupe a été conduite quelques mois avant le début de l'enquête. Cette entrevue, menée auprès de deux membres actifs de la communauté haïtienne ainsi que d'un jeune membre actif de cette même communauté, a permis de tirer les grandes lignes du phénomène des transferts monétaires et des liens entre les immigrants et leur famille demeurée dans le pays d'origine. Une deuxième entrevue a été réalisée grâce à la participation d'un membre de la communauté haïtienne oeuvrant directement dans le domaine des transferts monétaires par l'entremise d'une agence de transfert. Cette entrevue a constitué une bonne piste de départ pour toutes les questions relatives aux moyens empruntés par les immigrants pour envoyer des fonds ainsi qu'à l'évaluation de ces moyens, que ce soit au niveau de l'efficacité ou des coûts. Finalement, après avoir établi une première version du questionnaire, quelques entrevues ont été conduites auprès de membres de la communauté haïtienne. Ces entrevues ont permis de revoir certaines questions afin que ces dernières soient mieux adaptées aux réalités de l'échantillon enquêté.

Ces trois entrevues ne seront pas analysées dans leur totalité et ne feront donc pas partie intégrante des résultats présentés. Par contre, certains aspects tirés des données qualitatives viendront sans aucun doute enrichir les résultats provenant des données quantitatives. Ils alimenteront également la discussion qui émanera des résultats exposés dans le troisième chapitre de cette recherche.

## **2.4 LIMITES**

Malgré tous les efforts consentis lors de la réalisation de l'enquête, l'analyse statistique des données donne lieu à un certain nombre problèmes. Les quatre prochains points montreront les limites découlant de notre enquête. Ces limites devront être prises en considération lors de l'analyse des résultats et de la présentation de ces derniers.

### **2.4.1 Petit échantillon**

L'échantillon constitué pour notre enquête a été établi selon les possibilités de financement, les ressources disponibles et la période de temps mise à notre disposition. Ainsi, il a été décidé que 150 ménages seraient interrogés. Les analyses statistiques qui seront effectuées dans le prochain chapitre seront doublement limitées, d'une part par les effectifs restreints et d'autre part par la sélection non aléatoire des répondants à l'enquête.

La taille réduite de l'échantillon sera contrôlée par les tests statistiques usuels. Si nous ne pouvons pas conclure que les relations statistiquement significatives à 1% et 5% le sont vraiment, il y a un risque d'exclure des relations qui pourraient être également significatives si les effectifs étaient plus grands. C'est pourquoi nous allons également commenter les résultats significatifs à 10% dans un but purement exploratoire.

Notre échantillon ayant été choisi de façon non aléatoire, la sélection « critériée » que nous avons appliquée par rapport à nos connaissances de la population (selon l'âge, le sexe, le niveau d'éducation et la période d'immigration) permet, tout comme le redressement de l'échantillon, de ramener ce dernier le plus près possible de la population telle que recensée.

#### **2.4.2 Questions faisant appel à la mémoire**

Certaines questions qui se retrouvent dans le questionnaire utilisé pour l'enquête font appel à la mémoire des personnes interrogées. Ce faisant, certains biais peuvent avoir été introduits dans les réponses obtenues à ces questions relatives aux envois d'argent dans la dernière année ou dans les cinq dernières années ainsi qu'aux liens entre les immigrants et leur pays d'origine.

#### **2.4.3 Questions relatives à l'argent / au revenu**

Étant donné la nature de l'enquête ainsi que les objectifs fixés par cette dernière, de nombreuses questions d'ordre monétaire sont abordées. Ce type de questions, pourtant évité par la majorité des enquêtes démographiques et sociales, est ici mis au premier plan. Les questions relatives au revenu ou à tout ce qui touche les aspects monétaires sont parfois difficiles à analyser parce que les répondants sont réticents à y répondre et qu'ils peuvent donner des approximations très grossières de la réalité. Nous avons par contre de bonnes raisons de croire que les personnes interrogées ont répondu à ces questions de façon juste et honnête. En effet, en ayant effectué des entrevues pilotes, nous étions en mesure de poser des questions auxquelles les immigrants haïtiens se sentaient à l'aise de répondre. De plus, le fait que pratiquement tous les intervieweurs faisaient partie de la communauté haïtienne ajoute un élément de confiance dans les réponses obtenues.

#### **2.4.4 Questions subjectives**

En plus des questions faisant appel à la mémoire ainsi que des questions relatives à l'argent, le questionnaire comprenait des questions fermées dont la pertinence peut être discutée. Il s'agit de questions délicates en lien avec des sujets tels le racisme ou le sentiment identitaire et qui peuvent faire appel à la subjectivité. Ces sujets sont difficilement catégorisables et le fait d'y avoir associé des questions de nature objective peut entraîner certains biais. Lors des entrevues pilotes, la majorité des répondants ont fait remarquer qu'il était difficile pour eux d'illustrer de façon objective leur sentiment identitaire face à leur société d'accueil. De même, la question sur leur perception du racisme constitue, selon eux, un phénomène difficile à quantifier. Malgré ces réticences, il a été décidé de poser ces questions afin d'avoir une idée globale des caractéristiques

des répondants par rapport à certains facteurs culturels. Nous n'utiliserons par ailleurs pas les données tirées de ces questions dans nos analyses.

Ce deuxième chapitre nous a permis de mettre sur pied un cadre méthodologique adapté au cadre conceptuel fixé au précédent chapitre. Nous retenons principalement de cette démarche que notre enquête est la première du genre au Canada et que malgré toutes ses limites et ses problèmes, elle constitue la seule base de données ne provenant pas de sources officielles permettant l'étude du phénomène des transferts monétaires pour un groupe d'immigrants au Québec.

## CHAPITRE 3 : PRÉSENTATION ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS

Les données officielles montrent que les transferts monétaires vers Haïti sont d'une importance considérable. Cependant, peu d'informations ont jusqu'à ce jour été recueillies en ce qui a trait aux comportements des migrants en matière de transfert monétaire. Les données tirées de l'enquête *Familles transnationales et transferts économiques* nous permettent de réaliser des analyses portant sur l'estimation des fonds transférés – en considérant tous les moyens empruntés par les migrants pour envoyer des fonds –, sur les déterminants des transferts monétaires pour les immigrants haïtiens de la région métropolitaine de Montréal ainsi que sur le lien entre transferts monétaires et développement.

### 3.1 ESTIMATION DES TRANSFERTS

L'utilisation d'une enquête comme celle que nous avons réalisée permet de tenir compte de tous les moyens empruntés par les immigrants pour envoyer de l'argent dans leur pays d'origine. Notre travail s'avère d'autant plus intéressant lorsque nous savons que la majorité des immigrants envoie par des moyens informels. Selon les différents intervenants interrogés lors d'entrevues qualitatives, la plupart des immigrants d'origine haïtienne transfèrent des fonds à partir de sources informelles :

« [...] la majeure partie de la distribution et de la circulation se fait par un système complètement informel. Mais toute l'économie au pays [Haïti] est formelle. Même au niveau des agences, il y en a qui sont formelles et d'autres informelles. À mon avis, il y a beaucoup plus d'argent qui transite d'amis en amis qui partent en Haïti que par des agences de transfert. » (Entrevue pilote, enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004)

Une question portant sur les principaux moyens empruntés par les répondants a également permis d'observer l'ampleur de l'utilisation des moyens informels. Parmi tous les répondants, près de 85% avaient déjà transféré des fonds par une agence de transfert et un peu plus de 43% l'avaient fait par une personne qui se rend en Haïti. Seuls 6% des répondants ont affirmé avoir déjà transféré de l'argent par l'entremise d'une banque.

Lorsque nous leur avons demandé quel moyen ils avaient utilisé lors du dernier transfert, seulement 2% d'entre eux ont répondu les banques contre 69% pour les agences et 16% par personne interposée.

En plus d'estimer les montants transférés pour notre échantillon, nous voulons extrapoler à la communauté haïtienne de Montréal. Pour ce faire, nous devons d'abord redresser notre échantillon. Ainsi, nous avons attribué, pour chacun des répondants à notre enquête, des poids selon quatre grandes caractéristiques : le sexe, l'âge, le niveau d'éducation atteint et la période d'immigration. Afin d'attribuer ces poids, nous avons mis en parallèle les données de notre enquête avec celles du recensement de 2001. Nous avons également eu recours aux statistiques d'immigration (1980-2004) fournies par Citoyenneté et immigration Canada afin de compléter les données pour les années subséquentes au recensement.

Tout d'abord, les données du recensement selon le groupe d'âge doivent être quelque peu modifiées pour correspondre aux données d'enquête. Le recensement nous indique les groupes d'âge 0-14 ans et 15-24 ans. Pour les données tirées de notre enquête, d'autre part, nous observons un groupe d'âge de 18-24 ans. En effet, les immigrants que nous avons interrogés devaient être âgés de 18 ans ou plus. Afin de pouvoir comparer les mêmes groupes d'âge, nous avons supprimé le groupe d'âge 0-14 ans et réalisé une extrapolation linéaire pour le groupe 18-24 ans. Les proportions pour chacun des groupes d'âge ont ensuite été recalculées.

Ensuite, les données sur l'éducation tirées du recensement ont également été manipulées pour pouvoir les comparer aux données de l'enquête. Ainsi, nous avons dû regrouper certaines catégories. Par exemple, dans l'enquête, nous retrouvons la catégorie « moins que secondaire ». Dans le recensement, deux catégories peuvent être regroupées afin de correspondre à la catégorie dans l'enquête : « Aucune, maternelle et école primaire » et « École secondaire sans certificat d'études secondaires ».

**Tableau 3.1 : Redressement de l'échantillon, poids selon le sexe et l'âge**

Sexe	Groupe d'âge	Données de recensement (2001)		Données d'enquête		Poids
		N	%	N	%	
Femme	18 - 24 ans	1 796	7,5	15	20,6	<b>0,37</b>
	25 - 29 ans	2 315	9,7	17	23,3	<b>0,42</b>
	30 - 34 ans	2 595	10,9	9	12,3	<b>0,88</b>
	35 - 44 ans	5 700	24,0	21	28,8	<b>0,83</b>
	45 - 64 ans	8 460	35,6	10	13,7	<b>2,60</b>
	65 ans et plus	2 930	12,3	1	1,4	<b>8,99</b>
	<b>Total</b>		<b>23 796</b>	<b>100,0</b>	<b>73</b>	<b>100,0</b>
Homme	18 - 24 ans	1 687	9,8	19	24,7	<b>0,40</b>
	25 - 29 ans	1 480	8,6	12	15,6	<b>0,55</b>
	30 - 34 ans	1 795	10,5	15	19,5	<b>0,54</b>
	35 - 44 ans	3 995	23,3	18	23,4	<b>1,00</b>
	45 - 64 ans	6 870	40,1	12	15,6	<b>2,57</b>
	65 ans et plus	1 325	7,7	1	1,3	<b>5,95</b>
	<b>Total</b>		<b>17 152</b>	<b>100,0</b>	<b>77</b>	<b>100,0</b>
Total	18 - 24 ans	3 483	8,5	34	22,7	<b>0,38</b>
	25 - 29 ans	3 795	9,3	29	19,3	<b>0,48</b>
	30 - 34 ans	4 390	10,7	24	16,0	<b>0,67</b>
	35 - 44 ans	9 695	23,7	39	26,0	<b>0,91</b>
	45 - 64 ans	15 325	37,4	22	14,7	<b>2,55</b>
	65 ans et plus	4 255	10,4	2	1,3	<b>7,79</b>
	<b>Total</b>		<b>40 943</b>	<b>100,0</b>	<b>150</b>	<b>100,0</b>

Sources : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*; Statistique Canada, Recensement de 2001, compilation spéciale du MICC, Direction de la population et de la recherche.

**Tableau 3.2 : Redressement de l'échantillon, poids selon le niveau d'éducation**

	Données de recensement (2001)		Données d'enquête		Poids
	N	%	N	%	
Moins que secondaire	15 165	35,7	19	12,7	<b>2,82</b>
Études secondaires	4 535	10,7	23	15,3	<b>0,70</b>
Études professionnelles	2 010	4,7	10	6,7	<b>0,71</b>
Études collégiales	10 805	25,5	33	22,0	<b>1,16</b>
Niveau universitaire	9 930	23,4	65	43,3	<b>0,54</b>
<b>Total</b>	<b>42 445</b>	<b>100,0</b>	<b>150</b>	<b>100,0</b>	<b>1,00</b>

Sources : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*; Statistique Canada, Recensement de 2001, compilation spéciale du MICC, Direction de la population et de la recherche.

En ce qui a trait à la période d'immigration, 1996-2001 correspond à la dernière période dans les données du recensement. Cependant, un nombre non négligeable de répondants à notre enquête sont arrivés après 2001. Les statistiques d'immigration nous permettent

de savoir combien d'immigrants nés en Haïti sont arrivés au Canada entre 2001 et 2004. Étant donné que ces immigrants ne sont certainement pas tous demeurés au pays, nous leur avons appliqué un taux de rétention qui a été estimé à 80%. Cette estimation est tirée du calcul des taux de rétention entre 1981 et 2001 à l'aide des données de recensement et des statistiques d'admission<sup>33</sup>.

**Tableau 3.3 : Redressement de l'échantillon, poids selon la période d'immigration**

Période d'immigration	Données de recensement		Données d'enquête		Poids
	N	%	N	%	
Avant 1976	10 145	20,6	10	6,7	<b>3,09</b>
1976 - 1980	7 350	14,9	13	8,7	<b>1,72</b>
1981 - 1985	6 515	13,2	11	7,3	<b>1,80</b>
1986 - 1990	6 850	13,9	18	12,0	<b>1,16</b>
1991 - 1995	8 390	17,0	17	11,3	<b>1,50</b>
1996 - 2001	5 810	11,8	30	20,0	<b>0,59</b>
2001 et +	4 214	8,6	51	34,0	<b>0,25</b>
<b>Total</b>	<b>49 274</b>	<b>100,0</b>	<b>150</b>	<b>100,0</b>	<b>1,00</b>

Sources : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*; Statistique Canada, Recensement de 2001, compilation spéciale du MICC, Direction de la population et de la recherche; Citoyenneté et immigration Canada, *Statistiques d'immigration*, CD-ROM Admissions (1980-2004).

Pour chacune des catégories des variables mentionnées ci-dessus, nous avons donc appliqué un poids. Les répondants se voyaient ainsi tous attribués quatre poids différents selon ses caractéristiques. Afin de trouver le poids total pour chacun des immigrants interrogés, nous avons multiplié les poids préalablement définis.

La variable illustrant le montant total envoyé par chacun des ménages en 2004 nous permettra d'estimer le montant total envoyé par les immigrants que nous avons interrogés. L'estimation des montants transférés pour l'année 2004 aurait du se faire par une extrapolation selon les ménages. N'ayant pas accès aux données par ménage pour la communauté haïtienne de Montréal, il apparaissait impossible de redresser notre échantillon selon les ménages.

Tout comme pour la variable dépendante « montant moyen envoyé en 2004 », un nombre important de « non réponses » a été observé pour cette variable. Nous avons de ce fait

<sup>33</sup> Les précisions relatives au calcul du taux de rétention se trouvent en annexe (voir annexes méthodologiques).

utilisé la même méthode que celle décrite au chapitre précédent pour corriger les « non réponses » obtenues à la question du montant total envoyé en 2004<sup>34</sup>. De la même façon, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

En effectuant une opération de multiplication entre les poids totaux pour chacun des répondants et le montant total envoyé en 2004 pour chacun d'eux, nous obtenons le montant total d'argent envoyé en 2004 par tous les immigrants interrogés qui ont effectué un transfert pour l'année étudiée. Nous trouvons alors qu'en 2004, 345 017,50\$ ont été transférés. Considérant que notre échantillon a été redressé selon les données de la population totale de la communauté haïtienne de Montréal, nous pouvons extrapoler ce montant. Notre échantillon représente 0,37% de la population d'immigrants nés en Haïti âgés de 18 ans et plus qui résident dans la région métropolitaine de Montréal (40 943). Le montant total trouvé pour notre échantillon doit donc être 273 fois plus élevé, ce qui équivaut à un montant total de 94 189 777,50\$.

**Tableau 3.4 : Montants totaux envoyés en 2004**

Échantillon (redressé)	<b>345 017,50\$</b>
Communauté haïtienne de Montréal (extrapolation)	<b>94 189 777,50\$</b>

Sources : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*; Statistique Canada, Recensement de 2001, compilation spéciale du MICC, Direction de la population et de la recherche; Citoyenneté et immigration Canada, *Statistiques d'immigration*, CD-ROM Admissions (1980-2004).

Selon les données de la Sogebank, principale banque haïtienne, le total des transferts monétaires vers Haïti en 2004 se chiffrait à 931 millions de dollars US soit 1 212 millions de dollars canadiens<sup>35</sup> (site Internet de la Sogebank, 2006). Le montant estimé pour la communauté haïtienne de Montréal représente 8% des montants totaux transférés en 2004 vers Haïti. Mentionnons que ce pourcentage est calculé à l'aide d'un numérateur et d'un dénominateur qui ne sont pas comparables. Le montant que nous avons trouvé tient compte de tous les moyens pris par les immigrants pour envoyer de l'argent dans leur pays d'origine (formels et informels) tandis que le montant total des transferts vers Haïti provient d'une source officielle et ne prend en compte que les moyens formels.

<sup>34</sup> Voir annexes méthodologiques.

<sup>35</sup> La conversion en dollars canadiens a été réalisée à partir de la moyenne des taux de change quotidiens fournis par la Banque du Canada.

Rappelons que le but de cet exercice n'avait pour prétention que de donner un ordre de grandeur des montants transférés.

La proportion de transferts effectués par les immigrants de la communauté haïtienne de Montréal par rapport au total des transferts vers Haïti nous semble réaliste puisque, selon ce que nous ont appris les personnes interrogées lors du groupe de discussion, la grande majorité des transferts vers Haïti provient des immigrants résidant aux États-Unis :

« - Montréal représente quoi en termes de transferts ? »

« - À mon avis, Miami et New York, sont beaucoup plus importants. En premier lieu pour le nombre d'immigrants. Dans le sud de la Floride, ils sont quand même plus de 500 000 personnes. À New York, ils sont plus de un million d'Haïtiens. » (Groupe de discussion, enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004)

Notre échantillon étant réduit et non représentatif, l'estimation des transferts s'avère donc un exercice plutôt qu'un calcul précis des montants envoyés. Nous avons pu donner un ordre de grandeur des montants transférés et les résultats sont intéressants puisqu'ils tiennent compte de tous les moyens pouvant être pris par les immigrants pour envoyer des fonds.

### **3.2 LES DÉTERMINANTS DES TRANSFERTS MONÉTAIRES**

Les données tirées de notre enquête nous permettent de définir trois variables à partir desquelles nous serons en mesure d'établir les principaux déterminants des transferts monétaires : le fait d'avoir ou non transféré de l'argent dans les cinq années précédant l'enquête (variable dichotomique), la fréquence des transferts dans les cinq années précédant l'enquête (variable polychotomique ordonnée) et le montant moyen des transferts effectués en 2004 (variable polychotomique ordonnée).

#### **3.2.1 Hypothèses qui justifient les variables du modèle**

Le cadre conceptuel exposé dans le premier chapitre ainsi que la description de l'échantillon réalisée au chapitre précédent ont mené à la description des variables indépendantes incluses dans les modèles d'analyse. Le choix des variables est fondé sur la littérature qui nous a montré que de nombreux facteurs dans le pays d'origine ainsi que

dans le pays d'accueil, structurels et individuels, peuvent influencer l'envoi d'argent. Nous retenons ici que les facteurs individuels des immigrants. Cette contrainte est due au fait que nous n'avons pas collecté de données conjoncturelles lors de l'enquête menée en 2004-2005. Nous nous sommes concentrés sur les variables individuelles des répondants. Ainsi, des données tirées de l'enquête nous retenons trois grandes catégories de facteurs comprenant plusieurs variables : facteurs démographiques (sexe, âge, période d'immigration et taille du ménage), socio-économiques (revenu, niveau d'éducation atteint et niveau socio-économique dans le pays d'origine) et culturels (possibilité de retour en Haïti, maintien d'un compte d'épargne dans une banque haïtienne, propriétaire d'un terrain en Haïti, prévoit acquérir un terrain en Haïti et prévoit construire, acheter ou rénover une maison en Haïti). Ces variables seront utilisées pour établir les modèles d'analyses bivariées et multivariées.

### **3.2.2 Présentation des résultats**

Nous présentons d'abord les résultats tirés des tableaux croisés, puis nous illustrons ensuite les résultats obtenus dans les analyses multivariées.

#### *3.2.2.1 Analyse bivariée*

Nous avons réalisé, à partir des tableaux croisés, un test de khi-carré qui nous permet de savoir si la variable dépendante et les variables indépendantes entretiennent un lien de dépendance statistiquement significatif. Nous illustrons, sous forme de graphique, le lien entre les variables indépendantes significatives et les variables dépendantes.

#### *Transfert d'argent*

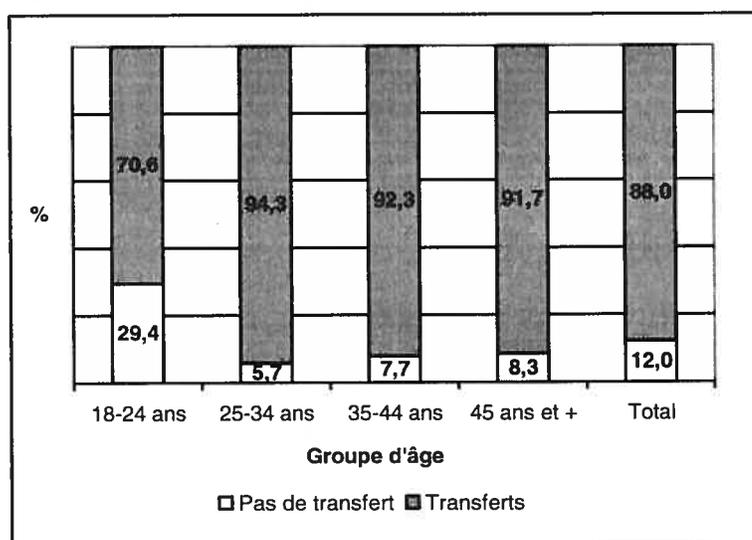
Le tableau A.3.3, en annexe, montre le lien entre le fait d'avoir effectué un transfert et certaines caractéristiques des répondants. Nous voyons que les variables significatives sont le groupe d'âge, la période d'immigration et le niveau socio-économique dans le pays d'origine. Ces variables possèderaient un lien de dépendance avec le fait d'avoir transféré ou non. Par contre, le sexe, la taille du ménage, le revenu, l'éducation, la planification d'un retour et les variables associées aux liens avec le pays d'origine ne sont pas significatives.

La figure 3.1 indique que les jeunes de 18-24 ans correspondent au groupe d'âge ayant la plus faible proportion d'envois de fonds. Pour ce groupe, seulement 70,6% des répondants ont affirmé avoir transféré de l'argent contre 94,3% et 92,3% pour les 25-34 ans et les 35-44 ans. Au total, 88% des répondants ont dit avoir envoyé des fonds au moins une fois dans les cinq années précédant l'enquête.

Dans la figure 3.2, deux groupes se distinguent. Les immigrants arrivés entre 1981 et 1990 sont près de 76% à avoir déjà transféré des fonds tandis que 98% de ceux arrivés entre 1991 et 2000 l'ont fait. Les autres groupes envoient des fonds dans des proportions similaires.

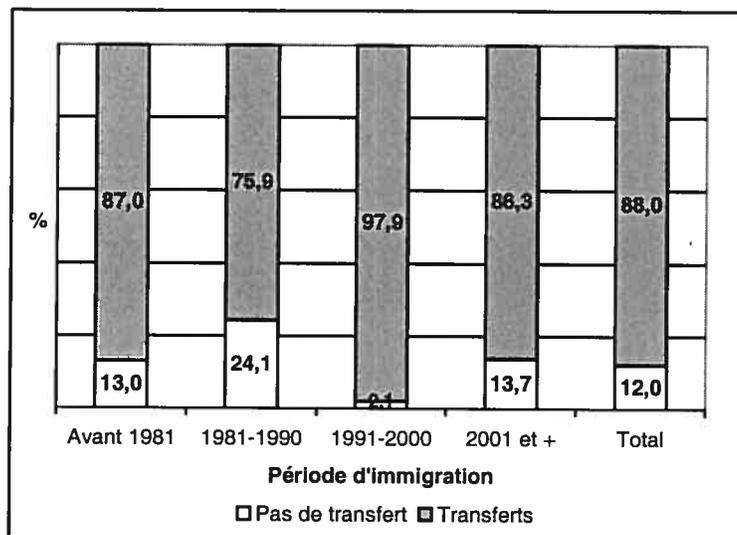
D'après la figure 3.3 qui illustre les transferts selon le niveau socio-économique, nous dénotons que les immigrants à niveau socio-économique intermédiaire sont environ 95% ayant envoyé des fonds contrairement à 81% et 82,4% pour les immigrants de niveaux élevé et faible.

**Figure 3.1 : Transfert d'argent selon le groupe d'âge**



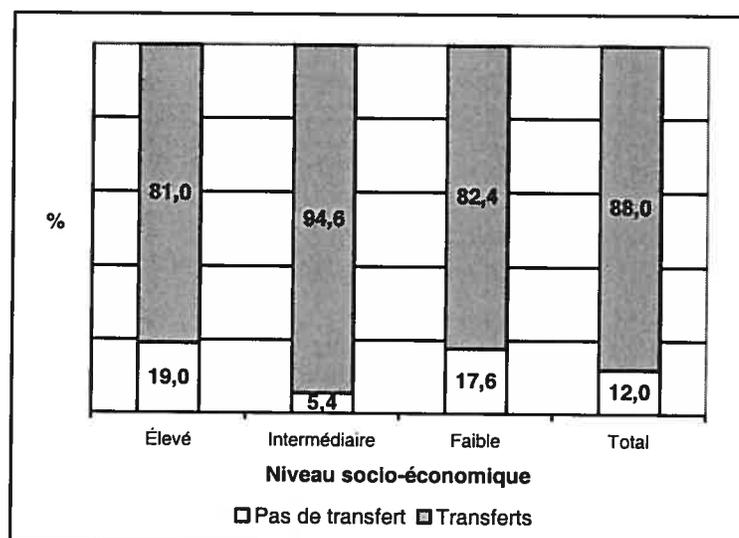
Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

**Figure 3.2 : Transfert d'argent selon la période d'immigration**



Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

**Figure 3.3 : Transfert d'argent selon le niveau socio-économique dans le pays l'origine**



Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

### *Fréquence des transferts*

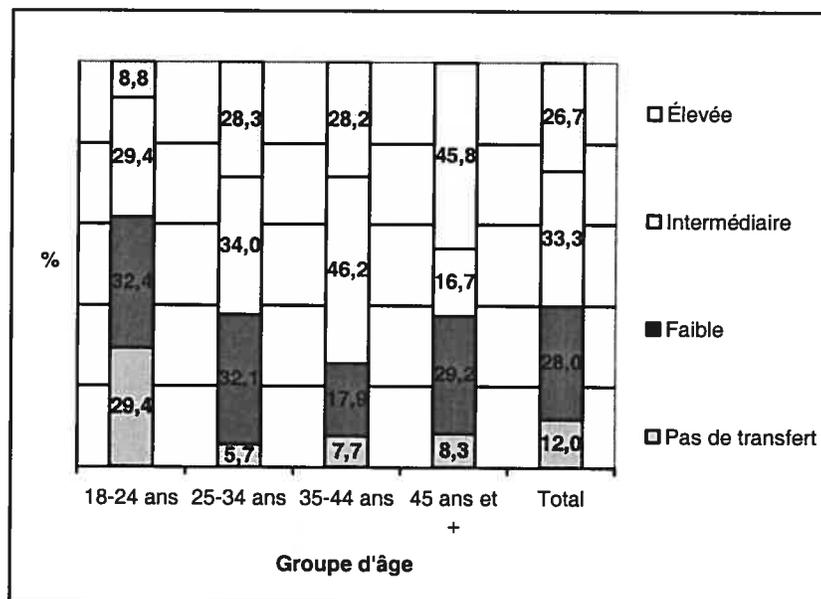
Selon le tableau A.3.4, nous observons que les variables de groupe d'âge, de période d'immigration et le fait de maintenir un compte dans une banque haïtienne ont une relation statistiquement significative avec la *fréquence des transferts*.

Nous pouvons faire ressortir de la figure 3.4 relative à la fréquence des transferts que les répondants âgés de 45 ans et plus correspondent au groupe dont la fréquence est la plus élevée. Parmi ce groupe, près de 46% ont transféré de l'argent à une fréquence élevée, c'est-à-dire plus de 40 fois dans les cinq années avant l'enquête, ce qui correspond environ à une fois par mois. À l'inverse, les immigrants plus jeunes, soient ceux âgés de 18 à 34 ans ont envoyé de l'argent à des fréquences plus faibles.

De la même façon, les répondants arrivés avant 1981 ont envoyé de l'argent en plus grande proportion à une fréquence élevée (56,5%) tandis que ceux arrivés entre 1991 et 2000 et après 2001 en ont envoyé à une fréquence moins importante.

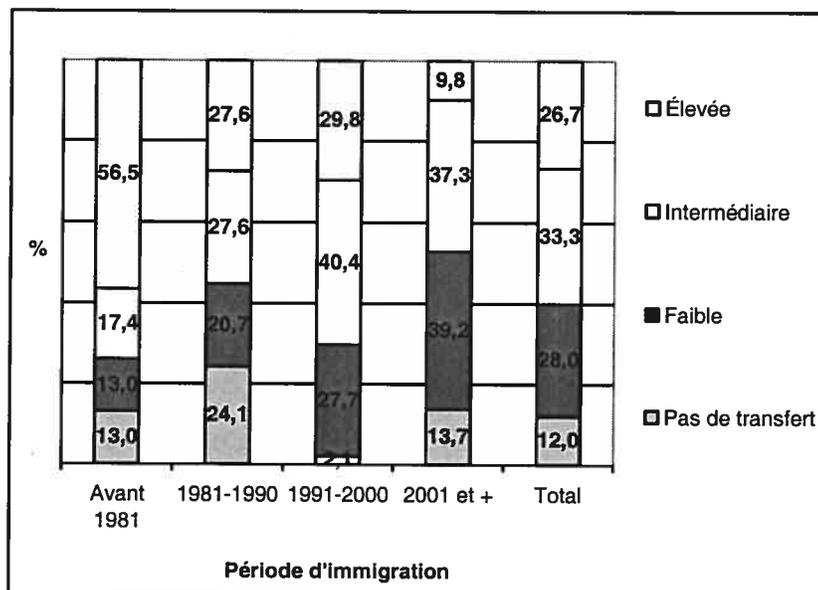
Finalement, les immigrants qui maintiennent un compte épargne dans une banque haïtienne se retrouvent en proportion plus élevée dans les fréquences faible et intermédiaire. Seulement 17% d'entre eux avaient envoyé à fréquence élevée dans les cinq années avant l'enquête.

**Figure 3.4 : Fréquence des transferts selon le groupe d'âge**



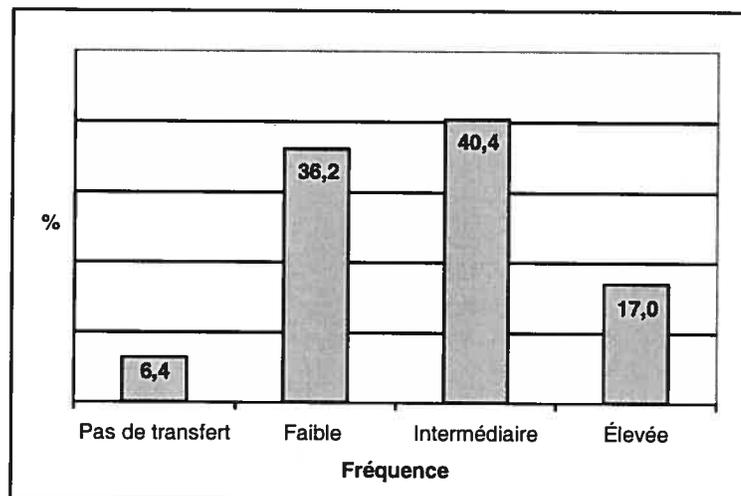
Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

**Figure 3.5 : Fréquence des transferts selon la période d'immigration**



Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

**Figure 3.6 : Fréquence des transferts pour les répondants qui maintiennent un compte épargne dans une banque haïtienne**



Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

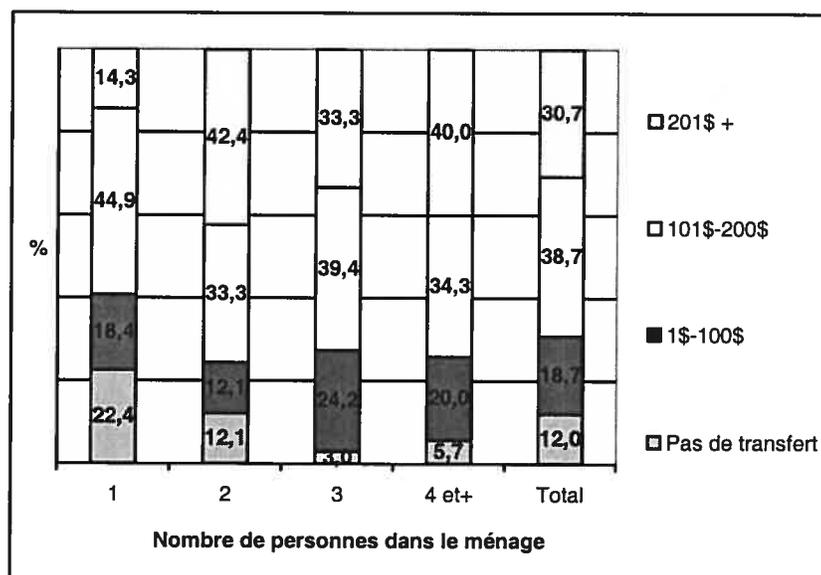
#### *Montant moyen envoyé en 2004*

En ce qui concerne le *montant moyen transféré*, nous voyons dans le tableau A.3.5 que la taille du ménage et le fait d'être propriétaire d'un terrain en Haïti correspondent aux seules variables possédant une relation de dépendance statistiquement significative avec la variable dépendante.

Nous remarquons d'abord que peu importe la taille du ménage, peu de répondants en général ont transféré des montants moyens inférieurs à 100\$. Puis, les ménages composés d'une seule personne sont ceux qui effectuent le moins de transferts : 22,4% d'entre eux n'ont pas fait de transfert dans les cinq années avant l'enquête. C'est également pour ce groupe qu'on retrouve le plus faible pourcentage de montants moyens de plus de 201\$ en 2004. Finalement, nous notons que malgré la taille de ménage de quatre personnes ou plus, les répondants faisant partie de cette catégorie ont, dans 74% des cas, envoyé des montants moyens variant de 101\$ à 200\$ et de 201\$ ou plus.

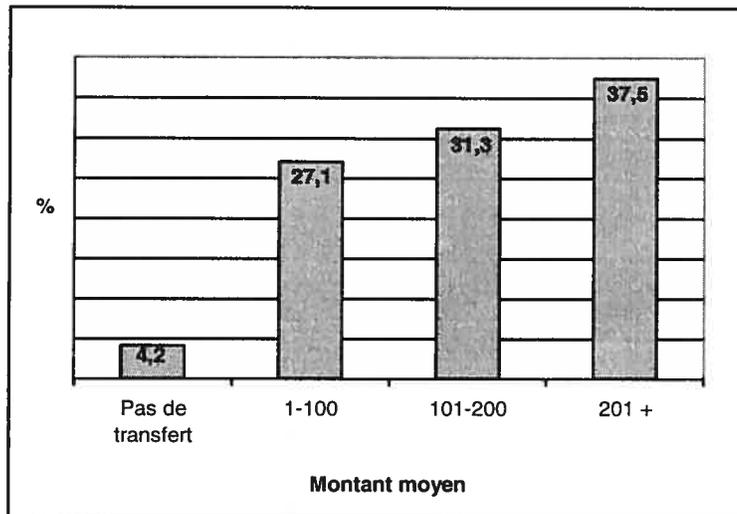
La figure 3.8 illustre la catégorie de montants moyens transférés en 2004 selon le fait d'être propriétaire d'un terrain en Haïti. Il apparaît que les montants moyens envoyés par les répondants propriétaires se répartissent de façon relativement égale. Cependant, la plus forte proportion (38%) se retrouve dans la catégorie 201\$ et plus.

**Figure 3.7 : Montant moyen envoyé selon la taille du ménage**



Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

**Figure 3.8 : Montant moyen envoyé pour les répondants propriétaires d'un terrain en Haïti**



Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

### 3.2.2.2 Analyse multivariée

Cette section présente les résultats de l'analyse multivariée basée sur des régressions logistique et logit ordonnée. Ces analyses se fondent sur les données pondérées<sup>36</sup>.

Selon les résultats de la régression logistique incluant la variable dépendante *transfert d'argent*, les répondants âgés de 18 à 24 ans, dont le coefficient de régression est négatif et statistiquement significatif à 5%, toutes choses étant égales par ailleurs, ont une probabilité moins grande d'avoir effectué des transferts par rapport à ceux dont l'âge se situe entre 25 et 34 ans. La variable *revenu* a également un effet statistiquement significatif sur la probabilité de transférer de l'argent. Les répondants dont le ménage affiche un revenu inférieur à 20 000\$ par année semblent avoir une probabilité plus grande d'envoyer des fonds par rapport à ceux dont le revenu familial se situait entre 20 000\$ et 39 999\$. De plus, les répondants dont le niveau socio-économique dans le pays d'origine est faible transfèrent moins d'argent comparativement à ceux de la catégorie intermédiaire.

<sup>36</sup> Ces données reflètent selon nous mieux la réalité. De plus, l'utilisation des données non-pondérées dans les analyses multivariées ne change pas fondamentalement les résultats. Les tableaux illustrant les résultats des analyses avec les données non-pondérées sont présentés en annexe.

Nous pouvons également observer des résultats significatifs à 10%. Il n'est pas classique d'analyser ce type de résultats, toutefois, étant donné la taille de notre échantillon, il apparaît intéressant de les mentionner. Ainsi, les immigrants arrivés avant 1981 ont une probabilité moins importante d'envoyer des fonds par rapport à ceux arrivés après 2001. Au contraire, les répondants arrivés dans la période 1991-2000 ont une probabilité plus grande d'envoyer de l'argent, toujours par rapport aux immigrants arrivés après 2001.

**Tableau 3.5 : Coefficients de régression logistique, variable dépendante *transfert d'argent***

		Coefficients
<b><u>FACTEURS DÉMOGRAPHIQUES</u></b>	<b>Sexe</b>	
	Homme	-0,86
	<i>(Femme)</i>	
	<b>Groupe d'âge</b>	
	18-24 ans	-4,79**
	<i>(25-34 ans)</i>	
	35-44 ans	2,69
	45 ans et +	3,49
	<b>Période d'immigration</b>	
	Avant 1981	-9,21*
	1981-1990	-3,48
	1991-2000	13,81*
	<i>(2001 et +)</i>	
<b>Taille du ménage</b>		
<i>(1)</i>		
2	1,04	
3	0,32	
4 et +	0,58	
<b><u>FACTEURS SOCIO- ÉCONOMIQUES</u></b>	<b>Revenu</b>	
	Moins de 20 000\$	5,72**
	<i>(20 000\$-39 999\$)</i>	
	40 000\$ et plus	-1,14
	<b>Éducation</b>	
	Moins que secondaire	0,14
	École secondaire ou professionnelle complétée	0,61
	Collégial	-3,97
	<i>(Universitaire)</i>	
	<b>Niveau socio-économique au pays d'origine</b>	
Élevé	0,73	
<i>(Intermédiaire)</i>		
Faible	-15,56**	
<b><u>FACTEURS CULTURELS</u></b>	<b>Retour au pays d'origine</b>	
	<i>(Très probable ou probable)</i>	
	Incertain	0,75
	Peu ou très peu probable	7,24
	<b>Lien avec la société d'origine</b>	
	Maintient un compte épargne dans une banque haïtienne	13,97
	Propriétaire d'un terrain en Haïti	5,01
	Prévoit acquérir un terrain en Haïti	3,16
	Prévoit construire, acheter ou rénover une maison en Haïti	-4,27

Degré de significativité : \* 0,1 ; \*\*0,05 ; \*\*\*0,025

Note : Les catégories de références sont celles présentées en *italique*.

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

Les résultats observés pour les variables *fréquence* et *montant* s'interprètent différemment puisque nous avons appliqué une régression logit ordonnée. Contrairement à la régression logistique où la variable dépendante est dichotomique, la régression logit ordonnée ne permet pas d'associer les variables indépendantes à une probabilité de connaître ou non un événement. Ainsi, si le coefficient d'une variable est significatif et positif, lors de l'analyse d'un modèle de régression logit ordonnée, les personnes faisant partie de cette catégorie ont une probabilité plus grande, toute chose étant égale par ailleurs, de se retrouver dans les modalités plus élevées de la variable dépendante (polynomiale ordonnée) par rapport à la catégorie de référence.

Nous voyons d'abord que les répondants dont la taille du ménage correspond à quatre personnes ou plus ont plus de chance de se retrouver dans les catégories de fréquence plus élevées étant donné que le coefficient est positif. La même tendance s'observe pour les ménages constitués de deux personnes, mais le degré de significativité passe de 2,5% à 5%. Ensuite, les répondants de niveau socio-économique faible dans le pays d'origine ont plus de chance de se trouver dans les catégories de fréquence plus faibles, par rapport à ceux de niveau intermédiaire. L'éducation semble également jouer un rôle dans la fréquence des transferts monétaires. Il découle de notre analyse que les répondants n'ayant pas atteint le niveau secondaire ont plus de chance de se retrouver dans les catégories de fréquence plus élevées. Les répondants qui prévoient acheter un terrain en Haïti se retrouvent dans les catégories de fréquences plus élevées que ceux qui ne le prévoient pas. Finalement, pour les résultats significatifs à 10%, nous observons que les immigrants de niveau d'éducation collégiale envoient à fréquence plus élevée par rapport à ceux de niveau universitaire. Les répondants arrivés entre 1991-2000 semblent également envoyer à plus grande fréquence par rapport à ceux arrivés après 2001.

Peu de conclusions peuvent être tirées du modèle utilisant la variable dépendante *montant moyen*. Seuls deux résultats apparaissent significatifs, dont un à 10%. Premièrement, les répondants propriétaires d'un terrain en Haïti se retrouvent dans les catégories de montant moyen des envois en 2004 plus élevées par rapport à ceux qui ne sont pas propriétaires. Deuxièmement, les immigrants de niveau socio-économique élevé ont plutôt tendance à se trouver dans les catégories de montants transférés plus faibles.

**Tableau 3.6 : Coefficients de régression logit ordonnée, variable dépendante  
fréquence des transferts**

		<b>Coefficients</b>
<b><u>FACTEURS DÉMOGRAPHIQUES</u></b>	<b>Sexe</b>	
	Homme	-0,61
	<i>(Femme)</i>	
	<b>Groupe d'âge</b>	
	18-24 ans	-0,73
	<i>(25-34 ans)</i>	
	35-44 ans	0,34
	45 ans et +	0,5
	<b>Période d'immigration</b>	
	Avant 1981	1,24
	1981-1990	0,24
	1991-2000 <i>(2001 et +)</i>	1,6*
	<b>Taille du ménage</b>	
<i>(1)</i>		
2	2,62**	
3	0,76	
4 et +	2,05***	
<b><u>FACTEURS SOCIO- ÉCONOMIQUES</u></b>	<b>Revenu</b>	
	Moins de 20 000\$ <i>(20 000\$-39 999\$)</i>	1,26
	40 000\$ et plus	0,34
	<b>Éducation</b>	
	Moins que secondaire	2,63**
	École secondaire ou professionnelle complétée	2,5
	Collégial <i>(Universitaire)</i>	2,22*
	<b>Niveau socio-économique au pays d'origine</b>	
	Élevé <i>(Intermédiaire)</i>	-1,2
	Faible	-3,11***
<b><u>FACTEURS CULTURELS</u></b>	<b>Retour au pays d'origine</b> <i>(Très probable ou probable)</i>	
	Incertain	1,31
	Peu ou très peu probable	1,16
	<b>Lien avec la société d'origine</b>	
	Maintient un compte épargne dans une banque haïtienne	1,52
	Propriétaire d'un terrain en Haïti	0,64
	Prévoit acquérir un terrain en Haïti	2,24**
	Prévoit construire, acheter ou rénover une maison en Haïti	-1,42
	cut1	1,33
	cut2	3,68
cut3	5,88	

Degré de significativité : \* 0,1 ; \*\*0,05 ; \*\*\*0,025

Note : Les catégories de références sont celles présentées en italique.

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

**Tableau 3.7 : Coefficients de régression logit ordonnée, variable dépendante  
montant moyen transféré en 2004**

		Coefficients
<b><u>FACTEURS DÉMOGRAPHIQUES</u></b>	<b>Sexe</b>	
	Homme	-0,32
	<i>(Femme)</i>	
	<b>Groupe d'âge</b>	
	18-24 ans	0,08
	<i>(25-34 ans)</i>	
	35-44 ans	1,56
	45 ans et +	0,76
	<b>Période d'immigration</b>	
	Avant 1981	-0,76
	1981-1990	-1,64
	1991-2000	0,07
	<i>(2001 et +)</i>	
	<b>Taille du ménage</b>	
<i>(1)</i>		
2	1,58	
3	0,6	
4 et +	0,46	
<b><u>FACTEURS SOCIO- ÉCONOMIQUES</u></b>	<b>Revenu</b>	
	Moins de 20 000\$	-1,01
	<i>(20 000\$-39 999\$)</i>	
	40 000\$ et plus	0,83
	<b>Éducation</b>	
	Moins que secondaire	-0,68
	École secondaire ou professionnelle complétée	-0,82
	Collégial	0,34
	<i>(Universitaire)</i>	
	<b>Niveau socio-économique au pays d'origine</b>	
Élevé	-1,46*	
<i>(Intermédiaire)</i>		
Faible	-0,4	
<b><u>FACTEURS CULTURELS</u></b>	<b>Retour au pays d'origine</b>	
	<i>(Très probable ou probable)</i>	
	Incertain	-1,36
	Peu ou très peu probable	-0,43
	<b>Lien avec la société d'origine</b>	
	Maintient un compte épargne dans une banque haïtienne	-0,97
	Propriétaire d'un terrain en Haïti	2,25***
	Prévoit acquérir un terrain en Haïti	-0,51
	Prévoit construire, acheter ou rénover une maison en Haïti	-0,27
	cut1	-2,91
cut2	-1,72	
cut3	0,58	

Degré de significativité : \* 0,1 ; \*\*0,05 ; \*\*\*0,025

Note : Les catégories de références sont celles présentées en *italique*.

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

### 3.2.3 Interprétation des résultats

À la lumière de la description des résultats obtenus, nous pouvons faire ressortir quelques tendances. D'abord, notons que certaines variables incluses dans les différents modèles n'ont pas eu d'effet sur les variables dépendantes de transfert, de fréquence et de montant envoyé. Malgré les hypothèses posées à partir de la littérature et de notre cadre conceptuel, des variables telles le sexe, le retour au pays d'origine ainsi que le fait de prévoir construire, acheter ou rénover une maison n'ont pas de lien statistiquement significatif avec l'une ou l'autre des variables dépendantes relatives aux transferts monétaires.

La variable sexe mérite plus d'attention. Bien qu'elle ne soit pas statistiquement significative, les signes négatifs des coefficients vont dans le sens de l'hypothèse à savoir que ce sont les femmes qui envoient d'avantage de transferts monétaires. D'ailleurs, cette affirmation est confirmée par les entrevues qualitatives :

- « - Est-ce que les femmes envoient plus que les hommes?
  - En principe oui. Elles sont plus responsables.
  - Moi, c'est ma femme qui s'occupe d'envoyer de l'argent.
  - Je sais que ma sœur, qui est à New York, n'oublie rien pour la famille. Elle nous rappelle toujours les anniversaires...
  - Elles ont l'instinct maternel. »

(Groupe de discussion, enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004)

La volonté de retourner dans le pays d'origine devrait également avoir un effet sur les transferts monétaires. On aurait effectivement penser que les immigrants qui prévoient un retour en Haïti enverraient plus d'argent afin de préparer ce retour et s'assurer un avenir prometteur une fois dans le pays d'origine. La volonté d'un retour traduit certainement un sentiment d'appartenance encore très fort avec le pays d'origine et donc, selon nous, des transferts plus fréquents.

Si nous analysons d'abord les facteurs démographiques, nous remarquons en premier lieu que l'âge semble avoir un effet sur les transferts monétaires. Nous avons pu voir, par l'analyse bivariée, que les répondants âgés de 18 à 24 ans ont effectué moins de transferts

monétaires dans les cinq années précédant l'enquête et que les transferts envoyés l'étaient à fréquence plus faible. En contrôlant pour toutes les autres variables, l'âge avait toujours le même effet sur le fait d'avoir envoyé de l'argent ou non, mais le lien avec la fréquence des envois devenait non significatif. L'analyse multivariée a en effet montré que les jeunes de 18-24 ans ont une probabilité plus grande de ne pas avoir transféré de l'argent dans les cinq années précédant l'enquête par rapport aux 25-34 ans. Les jeunes immigrants ont probablement un revenu moins élevé et certains sont peut-être encore aux études. De plus, nous pouvons supposer qu'étant donné les vagues migratoires provenant de Haïti plus importantes dans les années 70 et au début des années 1980, les jeunes de 18-24 ans ont possiblement vécu moins longtemps que leur parent en Haïti lorsqu'ils ne sont pas nés à l'étranger. Leur sentiment d'appartenance à l'égard de leur pays d'origine est peut-être moins important que leur parent :

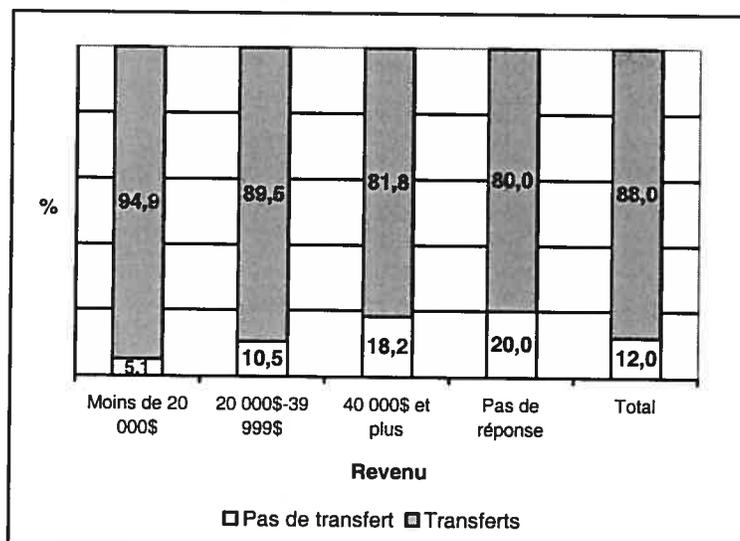
« C'est plus les parents... Il n'y a pas vraiment de relève, les jeunes ne sont pas vraiment touchés [...] Vu que moi je suis né là-bas, ça fait 10 ans que je vis ici et moi je sens déjà le manque d'appartenance à envoyer de l'argent. C'est plutôt mes parents qui envoient. Dans mon entourage je fais des petits sondages et ils n'ont pas ce sentiment d'appartenance là. Ils sont pris des deux côtés, ils se sentent Québécois plus que Haïtiens. » (Groupe de discussion, enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004)

En deuxième lieu, nous démontrons que la période d'immigration avait un effet sur les transferts monétaires des immigrants haïtiens de la région métropolitaine de Montréal. Les immigrants arrivés récemment, soit entre 1991 et 2000, ont une probabilité plus importante de faire des transferts. Toute chose étant égale par ailleurs, les immigrants arrivés avant 1981 avaient une probabilité plus faible d'avoir fait au moins un transfert dans les cinq années précédant l'enquête tandis que pour les immigrants arrivés entre 1991 et 2000, la probabilité était plus grande et ce, par rapport à ceux arrivés après 2001. Puisqu'ils vivent au Québec depuis de nombreuses années, nous pouvons supposer que le lien d'appartenance avec les pays d'origine s'estompe progressivement pour les immigrants arrivés dans les périodes plus anciennes. De plus, il est possible que la majeure partie de leur famille ait quitté le pays avec l'intention de trouver un meilleur niveau de vie ailleurs.

Enfin, en ce qui concerne la taille du ménage des immigrants, nous avons constaté que cette variable a un effet sur la fréquence des transferts. Les ménages constitués de quatre personnes ou plus ont une probabilité plus importante de se retrouver dans les catégories de fréquence élevées par rapport aux ménages composés d'une seule personne. Puis, l'analyse descriptive a montré un lien significatif entre la taille du ménage et les montants moyens envoyés en 2004. Ainsi, les immigrants dont le ménage était composé de deux, trois, quatre personnes ou plus sont plus nombreux à avoir transféré des montants moyens plus élevés par rapport aux ménages d'une seule personne. Malgré une taille du ménage importante et incidemment une part non négligeable du budget attribué aux dépenses relatives aux différents membres du ménage, les familles nombreuses semblent transférer à fréquence relativement élevée et les montants transférés semblent importants. Nous pouvons sans doute supposer que les ménages composés d'une seule personne correspondent à des étudiants ou des personnes âgées et qu'il devient donc normal que les transferts soient effectués à fréquence et à montant plus faibles.

En se concentrant sur les facteurs socio-économiques, nous pouvons d'abord étudier l'effet du revenu du ménage sur les transferts monétaires. Rappelons que les immigrants dont le revenu était inférieur à 20 000\$ avaient une probabilité plus grande, toute chose étant égale par ailleurs, d'avoir effectué au moins un transfert par rapport à ceux dont le revenu se situait entre 20 000\$ et 40 000\$. Ce résultat laisserait présumer que les immigrants dont le revenu est relativement faible feraient plus de transfert que ceux dont le revenu est plus élevé. Bien que la variable de revenu n'affiche pas de lien de dépendance avec les variables de transfert, la figure 3.9 nous montre que les immigrants dont le revenu est inférieur à 20 000\$ ont, dans une proportion de 95%, transféré au moins une fois dans les cinq années précédant l'enquête contre 82% pour les immigrants dont le revenu est supérieur à 40 000\$.

**Figure 3.9 : Transfert d'argent selon le revenu du ménage**



Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

Selon un intervenant du groupe de discussion interviewé avant la réalisation de l'enquête, ce serait effectivement les gens avec un niveau socio-économique plus faible qui feraient le plus de transferts monétaires :

« Les transferts d'argent touchent les catégories très pauvres. Voilà ce qu'on peut appeler un effet pervers, ça appauvri les plus pauvres de la communauté. » (Groupe de discussion, enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004)

« En général, les petites bourses envoient. Des ouvriers, des manœuvres, des chauffeurs de taxi... La majorité, ce sont des petites bourses, des travailleurs d'usine... » (Entrevue avec un intervenant de *Unitransfert*, enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004)

Il apparaît plausible de penser que les immigrants de niveau socio-économique plus élevé proviennent d'un milieu plus aisé et donc que leur famille et amis demeurés au pays d'origine aient un besoin moins grand de recevoir des fonds de la diaspora.

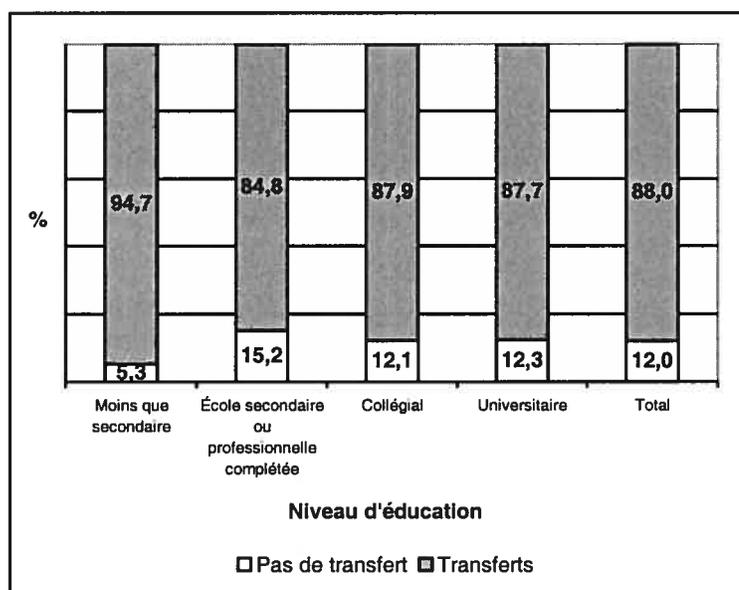
Nous appuyons cette affirmation en mentionnant que selon les données descriptives, les immigrants de niveau socio-économique élevé dans leur pays d'origine possèdent le plus faible pourcentage de transfert au cours des cinq années avant l'enquête. Cependant, en

niveau socio-économique faible au pays d'origine ont une plus forte probabilité de ne pas avoir transféré d'argent par rapport aux immigrants de niveau intermédiaire.

Ainsi, puisque les immigrants qui possèdent un revenu faible dans le pays d'accueil envoient plus d'argent et que ceux dont le niveau socio-économique d'appartenance au pays d'origine est faible en envoient moins, nous sommes en présence d'un paradoxe apparent. En effectuant un croisement entre ces deux variables, nous avons pu observer un degré de corrélation très faible. Le paradoxe apparent peut s'expliquer par les résultats selon lesquels les répondants à faible niveau socio-économique dans le pays d'origine affichent, en proportion importante, des revenus élevés dans le pays d'accueil.

De même, nous voyons à la figure 3.10 que les immigrants de niveau d'éducation moins que secondaire sont, en proportion, les plus nombreux (95%) à avoir transféré de l'argent au moins une fois dans les cinq années avant l'enquête.

**Figure 3.10 : Transfert d'argent selon le niveau d'éducation**



Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

Le niveau d'éducation semble avoir un effet sur la fréquence des transferts puisque les répondants qui n'ont pas dépassé le niveau secondaire ont une probabilité plus élevée d'envoyer des transferts dans les catégories de fréquence plus élevées par rapport à ceux

qui ont atteint le niveau universitaire. La même tendance est observée pour les immigrants du niveau collégial, mais la significativité statistique est faible (10%) ; toute chose étant égale par ailleurs, les immigrants dont le niveau d'éducation est plus faible envoient à fréquence plus élevée.

Les facteurs culturels ont un effet d'envergure moindre sur les comportements en matière de transfert par rapport aux autres groupes de facteurs. Il apparaît que la probabilité d'un retour en Haïti n'affecterait pas l'ampleur des transferts et ce, malgré ce que nous aurions pu penser. Par contre, le fait de maintenir un compte dans une banque haïtienne a, comme nous l'avons déjà mentionné, un effet sur la fréquence des transferts. Après qu'un contrôle ait été effectué pour toutes les variables indépendantes du modèle, l'effet sur la fréquence des transferts disparaît. Le fait d'être propriétaire d'un terrain a joué un rôle sur les montants moyens envoyés en 2004. Nous constatons que les propriétaires de terrains en Haïti envoient des sommes d'argent plus importantes. Ils doivent certainement contribuer à l'entretien du terrain ou à la construction ou rénovation des différentes infrastructures. Les immigrants qui prévoient, au moment de l'enquête, acheter, construire ou rénover une maison en Haïti démontraient assurément ainsi un lien d'attachement très présent avec le pays d'origine et une possibilité d'un retour potentiel assez importante. À cet égard, nous n'étions pas surpris de constater que leurs envois d'argent avaient une probabilité plus grande de se retrouver dans les catégories de fréquence élevée.

En somme, nous pouvons affirmer sans contredit que les immigrants âgés de 18 à 24 ans sont moins impliqués dans le processus de transferts monétaires que leurs homologues des groupes d'âge suivants. De plus, la période d'immigration joue un rôle important dans les transferts monétaires ; les immigrants arrivés plus récemment effectuent plus de transferts et à une fréquence plus élevée. Finalement, nous n'avons pas été en mesure d'affirmer ou d'infirmer certaines hypothèses à partir des résultats relatifs aux facteurs socio-économiques. Cependant nous mettons de l'avant le fait qu'une relation simple entre le niveau socio-économique des immigrants, dans le pays d'origine ainsi que dans le pays d'accueil et les transferts monétaires ne peut certainement pas être établie. Il

s'agit d'un comportement complexe dont les déterminants sont souvent propres à chacune des situations vécues par les immigrants.

### **3.3 TRANSFERTS MONÉTAIRES ET DÉVELOPPEMENT**

Dans une perspective de développement, nous pouvons nous demander comment les transferts envoyés par la diaspora pourraient contribuer à hausser le niveau de vie dans un pays éprouvé par les conflits politiques, les difficultés économiques et les catastrophes naturelles.

L'ampleur des transferts monétaires pour Haïti est substantielle. De nombreux ménages ne pourraient pas survivre sans le support financier des migrants comme l'ont fait remarquer deux membres de la communauté haïtienne que nous avons interrogés:

« La situation économique en Haïti s'est dégradée...les gens ont besoin d'argent pour survivre »; « Dans un pays où il n'y a pas d'assistance sociale, pas d'assurance, de temps en temps il y a un type qui dit : ne m'oublie pas.» (Groupe de discussion, enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004)

#### **3.3.1 Présentation des résultats**

Nous présentons d'abord les résultats relatifs à l'utilisation de l'argent envoyé en Haïti, puis nous étudions la relation entre les transferts monétaires envoyés spécifiquement pour des projets de développement et certaines caractéristiques des immigrants haïtiens.

##### *3.3.1.1 Utilisation des fonds*

La question centrale quant à l'impact des transferts monétaires sur le développement réside dans l'utilisation des transferts. Dans la littérature, le postulat principal met en opposition l'utilisation des transferts à des fins de consommations ou d'investissement. Selon de nombreux auteurs, les transferts monétaires sont, dans la majorité des situations, non pas investis mais plutôt utilisés pour la consommation de biens généralement importés. Des investissements pourraient sûrement favoriser la création d'emplois et d'activités économiques. Certains affirment même que lorsque des biens produits

localement sont consommés, il y a une hausse de la demande locale et ensuite une hausse des salaires, ce qui entraîne une augmentation du niveau d'inflation.

Les Haïtiens de la région métropolitaine de Montréal ont envoyé plusieurs millions de dollars seulement au cours de l'année 2004. À la lumière de cette constatation, nous nous demandons comment l'argent reçu par les parents et amis demeurés en Haïti est dépensé. Grâce aux questions sur l'utilisation de l'argent reçu et sur l'envoi d'argent à des fins de développement nous pouvons établir un lien entre les transferts monétaires envoyés par les immigrants haïtiens et le développement dans leur pays d'origine.

D'abord, examinons le tableau qui illustre l'utilisation de l'argent reçu en Haïti. Nous voyons que l'utilisation la plus courante est l'achat de nourriture. En effet, 74,7% des répondants ont affirmé que l'argent transféré était utilisé pour ce type de consommation. Pour environ 60% des répondants, l'argent envoyé servait au paiement de soins de santé et de frais de scolarité et pour près de 55% à l'achat de vêtements. Nous concluons que, pour les immigrants interrogés, les fonds transférés servaient dans la majorité des cas à la consommation de biens primaires essentiels.

**Tableau 3.8 : Utilisation de l'argent reçu en Haïti\***

Usage des fonds transférés	%
Achat de vêtements	54,7
Achat de nourriture	74,7
Soins de santé	59,3
Payer le loyer	39,3
Achat, construction ou réparation de maison	23,3
Payer les frais de scolarité, les uniformes ou les livres	59,3
Autre	18,7

\*Pourcentage des répondants ayant répondu "oui" aux questions suivantes

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

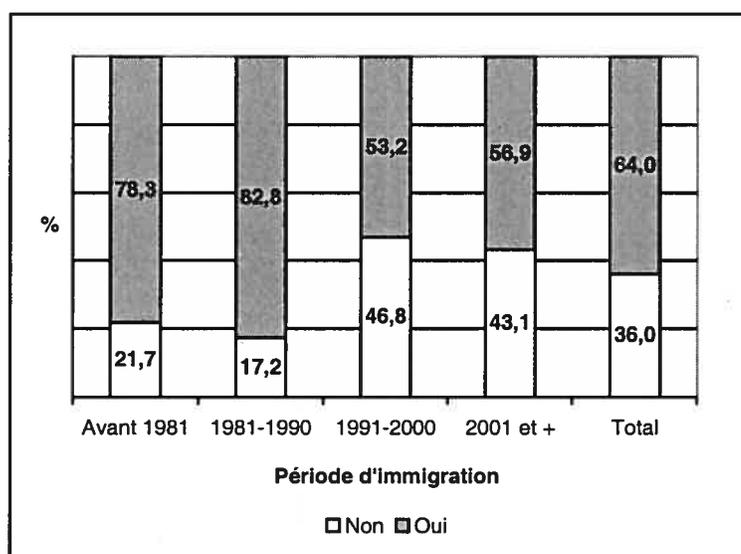
### 3.3.1.2 Participation à un projet de développement

À partir de la variable dépendante *participation à au moins un projet de développement*, définie au chapitre précédent, nous avons voulu vérifier s'il existait des relations statistiquement significatives entre cette variable dépendante et différentes caractéristiques des immigrants interrogés.

### Analyse bivariée

Une seule variable indépendante, la période d'immigration, a montré un lien de dépendance avec la participation à un projet de développement. Selon la figure 3.11, les immigrants arrivés au Québec avant 1981 et entre 1981 et 1990 ont, en plus forte proportion, participé par des envois de fonds à des projets de développement. Ce sont respectivement 78,3% et 82,8% des répondants qui ont affirmé avoir participé à un projet de développement contre seulement 53,2% et 56,9% pour les immigrants arrivés plus récemment soit entre 1991 et 2000 et après 2001.

**Figure 3.11 : Participation à un projet de développement par l'envoi d'argent selon la période d'immigration**



Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

### Analyse multivariée

L'application de la méthode de régression logistique détermine les caractéristiques des répondants qui possèdent une relation statistiquement significative avec l'envoi d'argent à des fins de développement.

Nous présentons ici les résultats significatifs tirés de notre analyse. D'abord, les immigrants de 45 ans et plus ont une probabilité moins grande d'envoyer de l'argent pour des projets de développement par rapport aux immigrants de 25-34 ans. Ensuite, les immigrants propriétaires d'un terrain en Haïti envoient plus que ceux qui ne sont pas

propriétaires. Les répondants à l'enquête dont le ménage est composé de trois personnes envoient plus pour des projets de développement que ceux dont le ménage est composé d'une seule personne. En ce qui a trait au niveau socio-économique, les immigrants dont le niveau socio-économique dans le pays d'origine était élevé affichent une probabilité plus grande d'envoi d'argent pour les projets de développement que ceux de niveau intermédiaire. Les immigrants pour qui un retour en Haïti est incertain envoient moins que ceux pour lesquels un retour est très probable ou probable. Tous ces résultats sont statistiquement significatifs à 1% et 5%.

Par ailleurs, les résultats significatifs à 10% montrent que les hommes envoient plus pour des projets de développement par rapport aux femmes. De plus, les jeunes de 18-24 ans font parvenir moins d'argent comparativement aux immigrants âgés de 25 à 34 ans. Finalement, ceux qui prévoient construire, acheter ou rénover une maison en Haïti envoient moins par rapport à ceux qui ne le prévoient pas.

**Tableau 3.9 : Coefficients de régression logistique, variable dépendante *projet de développement***

	Coefficients
<b><u>FACTEURS</u></b>	
<b><u>DÉMOGRAPHIQUES</u></b>	
<b>Sexe</b>	
Homme	1,37*
<i>(Femme)</i>	
<b>Groupe d'âge</b>	
18-24 ans	-4,75*
<i>(25-34 ans)</i>	
35-44 ans	-2,06
45 ans et +	-4,33***
<b>Période d'immigration</b>	
Avant 1981	4,38
1981-1990	3,53
1991-2000	-0,37
<i>(2001 et +)</i>	
<b>Taille du ménage</b>	
<i>(1)</i>	
2	-1,13
3	3,15**
4 et +	-0,54
<b><u>FACTEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES</u></b>	
<b>Revenu</b>	
Moins de 20 000\$	-2,85
<i>(20 000\$-39 999\$)</i>	
40 000\$ et plus	-0,88
<b>Éducation</b>	
Moins que secondaire	0,07
École secondaire ou professionnelle complétée	-1,12
Collégial	-0,01
<i>(Universitaire)</i>	
<b>Niveau socio-économique d'appartenance dans le pays d'origine</b>	
Élevé	2,85**
<i>(Intermédiaire)</i>	
Faible	1,35
<b><u>FACTEURS CULTURELS</u></b>	
<b>Retour au pays d'origine</b>	
<i>(Très probable ou probable)</i>	
Incertain	-5,18**
Peu ou très peu probable	-1,94
<b>Lien avec la société d'origine</b>	
Maintient un compte épargne dans une banque haïtienne	-1,49
Propriétaire d'un terrain en Haïti	3,63***
Prévoit acquérir un terrain en Haïti	0,9
Prévoit construire, acheter ou rénover une maison en Haïti	-1,99*

Degré de significativité : \* 0,1 ; \*\*0,05 ; \*\*\*0,025

Note : Les catégories de références sont celles présentées en *italique*.

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

### 3.3.2 Interprétation des résultats

Plusieurs variables dont la période d'immigration, le sexe, le groupe d'âge, la taille du ménage, le niveau socio-économique dans le pays d'origine, la probabilité d'un retour en Haïti ainsi que le fait d'être propriétaire d'un terrain en Haïti, ont un effet sur l'envoi de transferts monétaires à des fins de développement.

Lorsque nous contrôlons pour toutes les variables indépendantes incluses dans le modèle, nous remarquons, premièrement, que les hommes ont une probabilité plus grande de faire des transferts pour des projets de développement par rapport aux femmes. Nous observons également que les immigrants âgés de 45 ans et plus, et dans une moindre mesure ceux âgés de 18 à 24 ans, envoient moins d'argent pour des projets de développement par rapport aux immigrants de 25-34 ans. Nous pouvons d'abord supposer que les immigrants d'un certain âge se sentent moins interpellés par les projets de développement. Étant donné leur âge, ils ont probablement une motivation moins grande à s'impliquer dans ce genre de projet. Concernant les jeunes de 18-24 ans, leur revenu étant plus faible ils préféreraient concentrer leurs transferts pour l'achat de biens de consommation de base pour leur famille et amis demeurés au pays d'origine.

La période d'immigration est la seule variable significative lors de l'application du test du khi-deux dans l'analyse bivariée. Les immigrants arrivés avant 1981 et entre 1981 et 1990 sont plus nombreux à avoir envoyé de l'argent pour des projets de développement. Nous avons précédemment établi que les immigrants arrivés récemment sont plus nombreux à avoir transféré de l'argent de façon générale. Cela pourrait vraisemblablement indiquer que les immigrants arrivés récemment ont comme principale préoccupation le bien-être de leur famille et amis demeurés en Haïti. Les transferts effectués sont surtout destinés à la consommation. La période d'immigration devient cependant non significative lorsqu'elle est insérée dans le modèle d'analyse multivariée. L'interprétation que nous en avons faite demeure de l'ordre du descriptif.

Les immigrants de niveau socio-économique élevé dans le pays d'origine ont une probabilité plus grande d'envoyer des transferts à des fins de développement par rapport

aux immigrants de niveau intermédiaire. Nous supposons que les immigrants de niveau élevé ont moins besoin d'envoyer des fonds pour la consommation de biens primaires, leur famille et amis étant en mesure de se procurer ce genre de biens. Ces immigrants envoient donc plus d'argent pour des projets de développement pour aider les gens, mais aussi pour améliorer les infrastructures et les services. Il aurait été intéressant de comparer ces résultats avec ceux des variables de revenu et d'éducation. Malgré ce que suggéraient nos hypothèses, ces dernières n'ont pas d'effet significatif sur le fait d'envoyer de l'argent pour des projets de développement.

La possibilité d'un retour au pays d'origine a également montré un effet sur les transferts à des fins de développement. Les immigrants dont le retour est incertain possèdent une probabilité moins grande de faire ce type de transfert par rapport à ceux dont le retour s'avère très probable ou probable. Il nous apparaît juste de penser que ceux pour qui un retour est incertain vont envoyer moins d'argent pour les projets de développement tandis que ceux qui prévoient un retour vont tenter d'améliorer la situation socio-économique de leur futur milieu de vie.

La participation à des projets de développement par les transferts monétaires représente une part minime des transferts monétaires envoyés vers Haïti. Les projets sont souvent réalisés à la suite d'événements ponctuels liés à des catastrophes naturelles ou à des conflits politiques. Néanmoins, nous avons été en mesure d'observer que les transferts monétaires envoyés à des fins de développement sont surtout liés à l'âge, au niveau socio-économique dans le pays d'origine ainsi qu'à la possibilité d'un retour en Haïti.

Malheureusement, les projets réalisés sont souvent de petite envergure et n'apportent pas toujours l'aide nécessaire aux gens et aux infrastructures visés. La sécurité étant fortement compromise en Haïti, les fonds destinés aux projets sont souvent détournés, d'autant plus que la corruption est très présente dans différents milieux.

« Ce sont souvent de petits projets parce que les capacités ne sont pas grandes. On parle de micro-projet [...] Une goutte d'eau dans l'océan [...] Ils gèrent l'apparence; il faut toujours une raison pour

solliciter des fonds ». (Groupe de discussion, enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004).

Il apparaît donc nécessaire pour les autorités de tous les niveaux de mettre en œuvre des actions qui permettront d'augmenter la part des transferts pour les projets de développement, mais aussi de permettre à ces fonds de servir au développement en Haïti, pays dont les besoins de tout ordre se font sentir.

## DISCUSSION ET CONCLUSION

Les résultats tirés de l'enquête *Familles transnationales et transferts économiques* ont enrichi nos connaissances concernant d'une part les flux de transferts monétaires vers Haïti, et d'autre part le processus et les différents comportements associés à cette pratique. Par l'ampleur des fonds envoyés par les immigrants haïtiens de la région métropolitaine de Montréal, nous avons mieux saisi la nature des liens entre les immigrants et leur famille et amis demeurés dans le pays d'origine. Grâce aux entrevues qualitatives réalisées préalablement à l'enquête auprès de différents membres de la communauté haïtienne nous avons approfondi le sujet des liens entre les migrants et leur pays d'origine. Nous ne retenons, entre autres, que les liens familiaux qui sont à la source des envois de fonds. Pour les immigrants haïtiens, le support à la famille et aux proches semble être la motivation première pour envoyer de l'argent (Simmons, Plaza et Piché, 2005) :

« [...] L'appartenance surtout à la famille je pourrais dire. Ce n'est pas tant cette attache à la terre natale, mais plutôt cette obligation vis-à-vis de la famille, des personnes avec lesquelles on a vécu de près, qui nous ont rendu service dans le passé ou des amis, des connaissances qu'on a connues et qu'on sait quand même maintenant qu'elles sont dans la misère. On les soutient.

Moi je dirais surtout que c'est l'appartenance à la famille. [...] Il y a tellement d'obstacles qui peuvent arriver avant de rejoindre la personne. Tous ces obstacles font en sorte que la seule raison qui va solliciter à envoyer de l'argent, c'est l'appartenance familiale.

Tu es dans un réseau d'obligation très particulier. Les réseaux, nous devons les voir comme ça : le réseau familial, mais aussi un réseau d'obligation. »  
(Groupe de discussion, enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004)

Ces affirmations nous permettent d'en apprendre plus sur les motivations des immigrants haïtiens à transférer de l'argent dans leur pays d'origine. Les motifs de transfert pouvaient être définis selon deux principales catégories : le motif contractuel et le motif altruiste. Il est difficile de classer les comportements des Haïtiens dans l'une ou l'autre de ces catégories. Leur motivation rejoint le motif contractuel dans le sens où Lianos (1997) l'entend, soit un comportement rationnel des principaux acteurs qui agiraient

librement, mais contraint par un sentiment de loyauté et de responsabilité envers leur famille demeurée au pays. En outre, les immigrants haïtiens envoient par altruisme et, dans bien des cas, le but visé est d'augmenter le bien-être de leur famille ou amis dans le pays d'origine (Drapier et al., 1997).

Les résultats provenant de l'enquête et portant sur les moyens empruntés par les immigrants haïtiens pour effectuer des transferts nous ont permis d'examiner l'hypothèse selon laquelle les transferts par l'entremise de sources informelles prennent une place plus importante que les transferts par voie formelle. Pour le cas précis d'Haïti, les données issues de sources officielles ne font donc qu'effleurer la réalité de l'ampleur des transferts. Ce sont les agences et les transferts par le biais d'une personne qui se rend directement en Haïti qui sont les moyens les plus populaires pour les transferts monétaires. Par ce résultat, il nous a été possible de cerner une part substantielle des transferts que les sources formelles n'arrivent pas à estimer. Il est donc possible d'affirmer que les montants transférés dont nous avons donné un ordre de grandeur dépassent ceux des sources officielles.

Pour les immigrants haïtiens, les banques ne constituent pas un moyen privilégié pour les transferts. Plusieurs inconvénients tels le coût des transferts, la lenteur du service et la fiabilité sont évoqués pour remettre en question l'utilisation de ce moyen. Certains immigrants interrogés ont mentionné que les transferts par les banques se faisaient moins rapidement et que ce service était moins accessible pour les bénéficiaires (Simmons, Plaza et Piché, 2005). Les banques semblent de plus en plus concernées par le fait que les immigrants utilisent principalement des moyens informels pour effectuer leurs transferts. En conséquence, elles tentent de se tailler une place dans ce marché. En envoyant des transferts par les banques, les immigrants pourraient assurément contribuer au développement des institutions financières haïtiennes qui éprouvent actuellement des difficultés. Par ailleurs, les banques cherchent présentement des ajustements afin d'être compétitives avec les agences et offrir des services dans un créneau que les agences ne sont pas en mesure d'exploiter, soit le transfert direct dans un compte. En effet, les banques haïtiennes sont de plus en plus présentes, par des ententes avec les banques

canadiennes, et procurent des avantages pour les immigrants à faire des transferts par celles-ci.

Les transferts, leur fréquence et les montants envoyés dépendent, selon les résultats obtenus dans nos analyses, du *groupe d'âge*, de la *période d'immigration*, de la *taille du ménage*, du *revenu*, de l'*éducation*, du *niveau socio-économique* et de certaines variables illustrant un lien avec le pays d'origine. Malgré ce que nous aurions pu penser, le *sexe* ainsi que la *probabilité d'un retour en Haïti* ne semblent pas jouer un rôle significatif dans les transferts monétaires.

En ce qui a trait aux transferts à des fins de développement, les principales variables qui ont une influence sur ce comportement sont le *sexe*, l'*âge*, la *taille du ménage*, le *niveau socio-économique d'appartenance dans le pays d'origine*, la *probabilité d'un retour au pays d'origine* ainsi que le fait d'être *propriétaire d'un terrain en Haïti*. Nous avons également pu observer que 64% des immigrants interrogés ont envoyé des fonds pour au moins un projet de développement. La majorité d'entre eux l'ont fait pour un projet d'aide suite à un désastre.

L'argent des transferts permet en général aux gens demeurés en Haïti de se procurer des biens de consommation essentiels. Dans une forte proportion, les fonds transférés par les répondants ont servi à acheter des biens tels la nourriture et les vêtements ou à payer pour des soins de santé ou des frais reliés à la scolarité des enfants. Ces résultats rejoignent de très près ceux obtenus par Larose (1985) lors de son enquête sur les immigrants haïtiens du Québec au début des années 1980. D'après les entrevues menées dans cette étude, une grande proportion des fonds envoyés en Haïti servait à payer le loyer, l'éducation des enfants, les frais médicaux et la subsistance en générale. De plus, les résultats de Larose (1985) mettent l'accent sur l'importance des liens familiaux avec la famille proche comme principale motivation à l'envoi d'argent. Nous avons aussi relevé cette conclusion à travers nos diverses entrevues qualitatives. Finalement, les conclusions de Larose relatives aux principaux moyens utilisés pour transférer des fonds et selon lesquelles les transferts par l'entremise d'un parent ou d'un ami constitue le moyen le plus populaire corrobore nos résultats.

De la Brière et al. (1997) expriment également des conclusions semblables aux nôtres dans leur étude, surtout en ce qui a trait aux variables *sexe* et *âge* et leur relation avec les comportements reliés aux transferts monétaires. Il s'agit de l'une des rares études ayant examiné les caractéristiques des immigrants en lien avec les transferts monétaires. Selon les auteurs, les femmes envoient plus que les hommes, ce qui correspond à nos résultats, malgré le fait que ces derniers ne soient pas statistiquement significatifs. Par ailleurs, nous avons trouvé que les hommes envoient plus d'argent, par rapport aux femmes, pour des projets de développement. De la Brière et al. (1997), qui ont étudié les motivations à effectuer des transferts monétaires, en sont venus à la conclusion que les femmes font généralement des transferts qui permettent la subsistance au quotidien, tandis que les hommes envoient plus d'argent à des fins d'investissement, ce qui correspond très bien aux résultats que nous avons obtenus.

Suite à ces conclusions, il convient de se demander si les fonds envoyés favorisent le développement dans le pays d'origine des migrants. La conception de l'enquête ne nous permet pas de connaître la réelle utilisation des fonds en Haïti, mais grâce aux quelques résultats obtenus ainsi qu'aux entrevues qualitatives réalisées, nous savons que dans bien des cas, l'argent qui provient de la diaspora sert en majeure partie à la consommation de biens essentiels et n'est que dans de rares occasions investi. Le développement dans le pays d'origine des migrants passe certainement par l'envoi de fonds pour des projets de développement, mais aussi par les transferts monétaires qui sont investis. Les transferts investis peuvent ensuite être implantés dans des activités économiques productives. À l'inverse, les transferts monétaires envoyés pour une consommation directe sont rarement investis et ne contribuent donc pas à développer des activités productives. Cependant, la consommation, qui se fait souvent pour des produits à haut niveau d'importation, peut aussi se faire pour des produits locaux. Ainsi, les transferts produisent un effet multiplicateur sur l'économie locale. Les résultats obtenus par notre enquête montrent qu'une part importante des transferts effectués par les répondants va à la consommation de biens primaires et sont rarement investis. Selon un intervenant interrogé lors du groupe de discussion, les transferts monétaires constituent, dans le cas d'Haïti, un effet pervers :

« On continue de gérer la compassion, on continue de gérer la pauvreté par les transferts...l'effet pervers c'est d'entretenir une forme d'assistance permanente [...] Il y a une dépendance, si les transferts stop, il y aura de gros problèmes ». (Groupe de discussion, enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004)

Le danger de la dépendance tel que mentionné ci-dessus pourrait bien se concrétiser par le désengagement des immigrants de la deuxième génération. Plusieurs questions émergent et suscitent une réflexion approfondie lorsque nous songeons aux comportements en matière de transferts monétaires des jeunes qui sont nés au Québec de parents immigrants haïtiens. De même, les jeunes qui sont partis très tôt de leur pays d'origine ne joueront pas le même rôle que leur parent. Nous avons déjà vu, par nos résultats que les jeunes âgés entre 18 et 24 ans ont moins transféré que les plus âgés. Les jeunes sentiront-ils le même besoin que leurs parents d'envoyer de l'argent à leur famille et amis demeurés en Haïti? D'autant plus que la majorité des membres de leur famille aura peut-être elle aussi migré en Amérique du Nord ou en Europe. Si nous prenons l'exemple du Canada où les réunifications familiales d'immigrants représentent une catégorie d'immigration importante, de nombreuses familles ont la possibilité d'être réunies. Pour les jeunes d'origine haïtienne, la définition de leur identité s'articule de façon plus complexe. En étant nés au Québec ou partis de leur pays d'origine à un très jeune âge, ils sentiront peut-être une moins grande appartenance au pays d'origine de leur parent. Ce sentiment pourrait se traduire par une diminution des transferts. En fait, nous constaterons, dans les prochaines années, que l'ampleur des transferts sera dépendante de la composition et de l'intensité des vagues migratoires.

Ces conclusions démontrent l'importance de maximiser l'impact des transferts monétaires sur le développement dans les pays moins avancés. Ces impacts passent toutefois par de nombreuses implications politiques, autant pour les pays d'accueil que pour les pays de départ des migrants. Une diminution des coûts associés aux transferts en encourageant la compétition entre les différentes agences de transferts monétaires permettrait certainement une hausse des envois de fonds. Il apparaît primordial d'instaurer des incitatifs à l'augmentation des transferts pour les projets de développement. Il serait aussi possible d'offrir des crédits d'impôt aux immigrants qui

envoient de l'argent. Cette forme de compensation est d'autant plus importante qu'une proportion prédominante des transferts est envoyée par des familles à faible revenu. Pour un pays d'émigration tel Haïti où la situation socio-économique s'est grandement dégradée et où la diaspora demeure importante, le développement passe par la maximisation des impacts des migrations internationales. Il faut créer des incitatifs à l'investissement pour que les impacts des transferts se fassent sentir. En Haïti, ces incitatifs devraient d'abord se concentrer dans l'instauration d'un meilleur système bancaire, fiable, plus efficace et en lequel les gens auraient confiance. La somme estimée pour la communauté haïtienne de Montréal étant d'un peu plus de 94 millions, un montant sans contredit considérable, il ne fait aucun doute que les transferts prennent une importance plus grande que ce à quoi nous nous attendions.

Les limites de notre échantillon ne nous ont pas permis d'établir des conclusions précises sur les comportements des immigrants haïtiens en matière de transferts monétaires. Nous avons cependant été en mesure d'en déterminer les principales tendances. Notre démarche s'avère donc exploratoire et demande une plus grande investigation dans le cadre de recherches futures.

À la lumière de ces quelques conclusions, il apparaît primordial d'en apprendre plus sur le sujet en développant des enquêtes dans les pays de destination des migrants, tout comme nous l'avons fait, mais aussi dans les pays d'origine afin d'en connaître plus sur le processus de réception des fonds. Il est également indispensable d'améliorer les données sur les transferts afin de mieux cerner ce processus devenu essentiel pour certains pays d'émigration.

## BIBLIOGRAPHIE

ADAMS, Richard H. et John PAGE (2003), *International Migration, Remittances and Poverty in Developing Countries*, Washington, World Bank Policy Research Working Paper 3179, 38 p.

ADAMS, Richard H. et Jane J. HE (1995), *Sources of Income Inequality in Rural Pakistan*, Washington D.C., International Food Policy Research Institute, 82 p.

ADAMS, Richard H. et Harold ALDERMAN (1992), "Source of Inequality in Rural Pakistan : A Decomposition Analysis", *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, vol. 54, no 4, pp. 591-608.

APPLEYARD, Reginald T. (1989), "Migration and Development: Myths and Reality", *International Migration Review*, vol. 23, no 3, pp. 486-499.

ARNOLD, Fred (1992), "The Contribution of Remittances to Economic and Social Development", dans M. Kritz, L. Lim et H. Zlotnik (eds), *International Migration Systems. A Global Approach*, Oxford, Clarendon Press et IUSSP, pp.205-220.

BÉDARD, Danielle (2001), Sexualité, contraception et avortement : Une étude exploratoire des variations ethnoculturelles d'une population clinique d'origine haïtienne et québécoise, <http://www.unites.uqam.ca/dsexo/Revue/Vol2no2/2104a4.html>

BLACKWELL, Michael et David SEDDON (2004), *Informal Remittances from the UK, Values, Flows and Mechanisms: Report to DIFID*, Overseas Development Group, Norwich, 45 p.

BROWN, Richard (1997), "Estimating Remittance Functions for Pacific Island Migrants", *World Development*, vol. 25, no 4, pp. 613-626.

CASTLES, Stephen et Mark J. MILLER (1998), *The Age of Migration. International Population Movements in the Modern World* (2<sup>e</sup> édition), New York, The Guilford Press, 336 p.

CORDELL, Dennis D., Joel W. GREGORY et Victor PICHÉ (1996), *Hoe and Wage: A Social History of a Circular Migration System in West Africa*, Boulder Colorado, Westview Press, 384 p.

CRAAN, Georges-Marie et Compère LEJACQUES (1993), *La santé dans la communauté haïtienne. Ouverture et partage*, Association canadienne pour la santé mentale filiale de Montréal, 65 p.

D'ASTOUS, Alain (1993), *Introduction à l'analyse des données issues d'une enquête*, Montréal, Guérin universitaire, 182 p.

DE LA BRIÈRE, Bénédicte, Alain DE JANVRY, Sylvie LAMBERT et Élisabeth SADOULET (1997), *Why do migrants remit? An analysis for the Dominican Sierra*, CUDARE Working Paper Series from University of California at Berkeley, Department of Agricultural and Resource Economics and Policy, no. 847, <http://www.ifpri.org/divs/fcnd/dp/papers/dp37.pdf>.

DIAZ BRIQUETS, Sergio et Sidney WEINTRAUB (1991), *Migration, Remittances, and Small Business Development: Mexico and Caribbean Basin Countries* (vol. 4), Boulder Colorado, Westview Press, 301 p.

DRAPIER Carine, Hubert JAYET et Hillel RAPOPORT (1997), « Les motifs des migrations et des transferts associés: une revue de la littérature centrée sur les conséquences attendues pour les pays en développement », *Région et développement*, no 6, pp. 41-66.

DURAND, Jorge, Emilio PARRADO et Douglas MASSEY (1996a), “Migradollars and Development: A Reconsideration of the Mexican Case”, *International Migration Review*, vol. 30, no 2, pp. 423-445.

DURAND, Jorge, William KANDEL, Emilio PARRADO et Douglas MASSEY (1996b), “International Migration and Development in Mexican Communities”, *Demography*, vol. 33, no 2, pp. 249-264.

DURAND, Jean-Yves (1980), « Structures familiales en Haïti », *Ethno-psychologie*, vol. 35, pp.47-51.

FOND MONÉTAIRE INTERNATIONAL (2005), *Balance of Payments Statistics*, vol. 12, no 1, Statistics Department, 20 p.

FUNKHOUSER, Edward (1995), “Remittances from international migration: a comparison of El Salvador and Nicaragua”, *The Review of Economics and Statistics*, vol. 77, no 1, pp. 137-146.

FUNKHOUSER, Edward (1992), “Mass Emigration, Remittances, and Economic Adjustment: the Case of El Salvador in the 1980s”, dans G. Borjas et R. Freeman (eds), *Immigration and the Work Force*, Chicago, University of Chicago Press.

GRAMMELTOFT, Peter (2002), “Remittances and other Financial Flows to Developing Countries”, CDR Working Paper 02.11, Centre for Development Research, Copenhagen, [http://www.cdr.dk/working\\_papers/wp-02-11.pdf](http://www.cdr.dk/working_papers/wp-02-11.pdf).

GOULD, Steven, J. (2000), “Transnational Communities Examining Migration in a Globally Integrated World”, dans P.S. Aulakh et M.G. Schechter (eds), *Rethinking Globalization(s). From Transnationalism to Local Interventions*, New York, Palgrave, pp. 73-90.

GUARNIZO, Luis (1992), "One Country in Two: Dominican-Owned Firms in New York and the Dominican Republic", Ph. Diss, Department of Sociology, Johns Hopkins University.

HIEBERT, Daniel et David LEY (2003), "Characteristics of Immigrant Transnationalism in Vancouver", dans L. Wong et V. Satzewich, *Negotiating Borders and Belonging: Transnational Identities and Practices in Canada*, University of British Columbia Press, pp.

HODDINOTT, John (1994), "A model of Migration and Remittances Applied to Western Kenya", *Oxford Economic Papers*, vol. 46, pp. 459-476.

ICART, Jean-Claude (1995), « La contribution des immigrants au développement de leur pays d'origine : La communauté haïtienne de Montréal », Rapport présenté au centre de développement de l'OCDE, 16 p.

[http://www.haiti2004lakay.org/comm\\_dixieme/contribution\\_haitiens\\_cnd.html](http://www.haiti2004lakay.org/comm_dixieme/contribution_haitiens_cnd.html).

INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR MIGRATION (2005), "Costs and Benefits of Migration", *World Migration 2005. Costs and Benefices of International Migration*, IOM, pp. 161-375.

INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR MIGRATION (2003), "A Selection of Statistics on International Migration", *World Migration 2003: Managing Migration - Challenges and Responses for People on the Move*, IOM, pp. 303-316.

ITZIGSOHN, John (1995), "Migrant Remittances, Labor Market, and Household Strategies : A Comparative Analysis of Low-Income Household Strategies in the Caribbean Basin", *Social Forces*, vol. 74, no. 2, pp. 633-655.

KEELY, Charles B. and Bao Nga TRAN (1989), "Remittances From Labor Migration: Evaluations, Performance, and Implications", *International Migration Review*, vol. 23, no 3, pp. 500-525.

LABELLE Micheline, Genevière TURCOTTE, Marianne KEMPINEERS et Deirdre MEINTEL (1987), *Histoires d'immigrées : itinéraires d'ouvrières colombiennes, grecques, haïtiennes et portugaises de Montréal*, Montréal, Boréal, 275 p.

LABELLE, Micheline, Serge LAROSE et Victor PICHÉ (1983a), « Politique d'immigration et immigration en provenance de la Caraïbe anglophone au Canada et au Québec, 1900-1979, *Canadian Ethnic Studies/Études ethniques au Canada*, vol. 15, no 2, pp. 1-24.

LABELLE, Micheline, Serge, LAROSE et Victor, PICHÉ (1983b), « Émigration et immigration : les Haïtiens au Québec », *Sociologie et sociétés*, vol. 15, no 2, pp. 73-88.

LACHAUD, Jean-Pierre (1999), « Envois de fonds, inégalité et pauvreté au Burkina Faso », *Revue Tiers Monde*, vol. 40, pp. 793-827.

LAROSE, Serge (1985), *Procès migratoire et trajectoires de classe des immigrantes et des immigrants haïtiens au Québec*, Montréal, Centre de Recherches Caraïbes (Université de Montréal), 119 p.

LEDOYEN, Alberte (1992), *Montréal au pluriel. Huit communautés ethno-culturelles de la région montréalaise*, Institut québécois de recherche sur la culture, Document de recherche no 32, 329 p.

LEVITT, Peggy, Josh DEWIND et Steven VERTOVEC (2003), "International Perspectives on Transnational Migration: An Introduction", *International Migration Review*, vol. 37, no 3, pp. 565-575.

LEVITT, Peggy (1996), "Social Remittances: A Conceptual Tool for Understanding Migration and Development", Working Paper Series, Number 96.04, Sociology Department, Harvard University.

LIANOS, Theodore P. (1997), "Factors Determining Migrant Remittances: The Case of Greece", *International Migration Review*, vol. 31, no 1, pp. 72-87.

LILLARD, Lee A. et Robert J. WILLIS (1997), "Motives for Intergenerational Transfers : Evidence from Malaysia", *Demography*, vol. 34, no 1, pp. 115-134.

LUCAS, Robert E.B. et Oded STARK (1985), "Motivations to remit: evidence from Botswana", *Journal of Political Economy*, vol. 93, no 5, pp. 901-918.

MARTIN, Philip (1992), "Migration and Development", *International Migration Review*, vol. 26, no 3, pp. 1000-1012.

MARTIN, Philip (1990), "Labor Migration and Economic Development", *Report of the Commission for the Study of International Migration and Cooperative Economic Development*, Washington D.C., Government Printing Office, 17 p.

MASSEY, Dougals S. et J. Edward TAYLOR (2004), "Introduction", dans D. Massey et J.E. Taylor (ed), *International Migration. Prospects and Policies in a Global Market*, New York, Oxford University Press, pp.1-12.

MASSEY, Douglas S., Joaquín ARANGO, Graeme, HUGO, Ali KOUAOUCCI, Adela PELLEGRINO et J. Edward TAYLOR (1998a), "International Migration and National Development", dans D. Massey et al., *Worlds in Motion. Understanding International Migration at the End of the Millennium*, Oxford, Clarendon Press et IUSSP, pp. 222-253.

MASSEY, Douglas S., Joaquín ARANGO, Graeme, HUGO, Ali KOUAOUCCI, Adela PELLEGRINO et J. Edward TAYLOR (1998b), "International Migration and Community Development", dans D. Massey et al., *Worlds in Motion. Understanding International Migration at the End of the Millennium*, Oxford, Clarendon Press et IUSSP, pp. 254-274.

MASSEY, Douglas S., Emilio PARRADO (1994), "Migradollars: the remittances and savings of Mexican migrants to the USA", *Population Research and Policy Review*, vol. 13, no 1, pp. 3-30.

MASSEY, Douglas, Rafael ALARCON, Jorge DURAND et Humberto GONZALEZ (1987), "The socio-economic impact of migration in Mexico", dans D. Massey, *Return to Aztalan: The social process in international migration from western Mexico*, Berkeley, University of California Press, 335 p.

MEYERS, Deborah W. (1998), *Migrant Remittances to Latin America: Reviewing the Literature*, The Tomas Rivera Policy Institute, Working Paper, <http://www.thedialogue.org/publications/meyers.html>.

MONZON, Luis et Emina TUDAKOVIC (2004), "Remittances: A Preliminary Research", *FOCAL Point*, Special Edition (mars 2004), Ottawa, Canadian Foundation for the Americas, pp. 5-7.

OCDE (2005), *Remittances as Development Finance*, <http://www.oecd.org/dataoecd/62/17/34306846.pdf>, 5 p.

OROZCO, Manuel (2003), "The Impact of Migration in the Caribbean and Central American Region", Ottawa, Canadian Foundation for the Americas (FOCAL), 12 p.

OROZCO, Manuel (2001), "Globalization and Migration: The Impact of Family Remittances in Latin America", *Latin American Politics and Society*, vol. 44, no 2, pp. 41-66.

PAPADEMETRIOU, Demetrios G. et Philip L. MARTIN (1991), *The Unsettled relationship : labor migration and economic development*, New York, Greenwood Press, 312 p.

PAPADEMETRIOU, Demetrios G. (1998), *Reflections on the Relationship between Migration and Development*, Paper prepared for the Seminar on International Migration and Development in North and Central America, Mexico City, May 21-29, 17 p.

PASTOR, Robert A. et Rosemarie ROGERS (1985), "Using Migration to Enhance Economic Development in the Caribbean: Three Sets of Proposals", dans R. Pastor (ed), *Migration and Development in the Caribbean: The Unexplored Connection*, Boulder, Westview Press, pp. 321-347.

PETIT, Véronique et Philippe HAMELIN (2004), « Terres d'abondance : Transferts et retours des migrants internationaux », *La Chronique du CEPED (Centre Population et Développement)*, Groupement d'Intérêt Scientifique INED-IRD-PARISI-PARISV-PARISX, no. 48, 4 p.

PICHÉ, Victor (2005), « Immigration, mondialisation et diversité culturelle : comment gérer les défis? », *Diversité urbaine (Cahiers du GRES)*, vol. 5, no 1, pp. 7-27.

PICHÉ, Victor (2004), « Immigration et intégration dans les pays développés: un cadre conceptuel », dans G. Caselli, J. Vallin et G. Wunsch (eds), *Démographie : analyse et synthèse. Volume VI : Population et société*, Paris, INED, pp. 159-178.

PICHÉ, Victor (1989), « L'immigration haïtienne au Québec. Modalités d'insertion », dans P. Antoine et S. Coulibaly, *L'insertion urbaine des migrants en Afrique. Actes du séminaire « Insertion des migrants en milieu urbain en Afrique »*, Lomé, CRDI-ORSTOM-URD, 10-14 février 1987, Paris, Éditions de l'ORSTOM, pp. 201-221.

PORTES, Alejandro (2003), “Conclusion: Theoretical Convergencies and Empirical Evidence in the Study of Immigrant Transnationalism », *International Migration Review*, vol. 37, no 3, pp. 874-892.

PORTES, Alejandro, Luis E. GUARNIZO et Patricia LANDOLT (1999), « The study of transnationalism : pitfalls and promise of an emergent research field », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 22, no 2, pp. 217-237.

QUÉBEC (2004), *Portrait statistiques de la population immigrée recensée en 2001 : Québec, régions métropolitaines de recensement et régions administratives*, Ministère des relations avec les citoyens et immigration, 149 p.  
[http://www.micc.gouv.qc.ca/publications/pdf/Stat\\_pop\\_immigree\\_2001.pdf](http://www.micc.gouv.qc.ca/publications/pdf/Stat_pop_immigree_2001.pdf).

QUÉBEC (1995), « Communauté haïtienne du Québec », dans *Profils des communautés culturelles du Québec*, Québec, Les Publications du Québec, pp. 249-262.

RATHA, Dilip (2005), “Migrant Remittances as a Source of Development Finance”, dans International Organisation for Migration, *World Migration 2005*, Washington D.C., pp. 269-277.

RATHA, Dilip (2004), “Understanding the Importance of Remittances”, Washington, Migration Policy Institute,  
<http://www.migrationinformation.org/Feature/display.cfm?ID=256>

RATHA, Dilip (2003), “Worker Remittances: An Important and Stable Source of External Development Finance”, *Global Development Finance 2003*, World Bank, Washington DC, pp. 157-175.

REINKE, Jens et Neil PATTERSON (2005), “Remittances in the Balance of Payments Framework,” paper presented at the International Technical Meeting on Measuring Remittances, World Bank, 24–25 January 2005,  
<http://imf.org/external/np/sta/bop/pdf/rem.pdf>.

ROBINSON, Jenny (ed) (2002), *Development and Displacement*, Milton Keynes, The Open University, 286 p.

ROBINSON, Rudi (2004), *From Adaptation to Transnational Community Formation*, Prepared for the Walter and Duncan Gordon Foundation, The North-South Institute, 186 p.

RUSSEL, Sharon S. (1992), "Migrant remittances and development", *International Migration*, vol. 30, pp. 267-288.

RUSSELL, Sharon S. (1986), "Remittances from International Migration: A Review in Perspective", *World Development*, vol. 14, no 6, pp. 677-696.

SEMYONOV, Moshe et Anastasia GORODZEISKY (2005), "Labor Migration, Remittances and Household Income: A Comparison between Filipino and Filipina Overseas Workers", *International Migration Review*, vol. 39, no 1, pp. 45-68.

SIMMONS, Alan, Dwaine PLAZA et Victor PICHÉ (2005), *The Remittances sending practices of Haitians and Jamaicans in Canada*, Expert Group Meeting on International Migration and Development in Latin America and the Caribbean, Population Division, United Nations Secretariat, Mexico City, November 30-December 2, 22 p.

SIMMONS, Alan et Victor PICHÉ (2002), « Teaching migration and globalisation », *Genus*, vol. 58, no 3-4, pp. 109-133.

SIMMONS, Alan (1997), "International Migration and the Transformation of the Americas: Impacts on Migrant Sending Countries in the late 20th Century", dans *Proceedings of the XXIII General Conference of the International Union for the Scientific Study of Population*, Beijing, October 11-17, pp. 21-41.

SOGEBANK (2006), *Environnement économique (extrait du rapport annuel 2005-2006)*, <http://www.sogebank.com/portail/econoenvironnement.html#Reelle>

STARK, Oded (1991), "La migration dans les pays en développement: les risques, les transferts et la famille", *Finances et Développement*, vol. 28, no 4, pp. 39-41.

STARK, Oded et Robert E.B. LUCAS (1988), "Migration, remittances and the family", *Economic Development and Cultural Change*, vol. 36, no 3, pp. 465-481.

STARK, Oded, J. Edward TAYLOR et Shlomo YITZHAKI (1986), "Remittances and inequalities", *The Economic Journal*, vol. 96, pp. 722-740.

TAYLOR, Edward J. (2004), "Remittances, Savings, and Development in Migrant-Sending Areas", dans D. Massey et E. Taylor, *International Migration. Prospects and Policies in a Global Market*, Oxford, Oxford University Press et IUSSP, pp. 157-173.

TAYLOR, Edward J. (1999), "The New Economic of Labour Migration and the Role of Remittances in the Migration Process", dans International Organization for Migration and United Nations, *Migration and Development*, Genève, IOM, pp. 63-88.

TERMOTE, Marc (2002), « La mesure de l'impact économique de l'immigration internationale. Problèmes méthodologique et résultats empiriques », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 31, no 1, pp. 35-67.

UNITED NATIONS (2005), *International Migration 2006*, Population Division – Department of Economic and Social Affairs,  
[http://www.un.org/esa/population/publications/2006Migration\\_Chart/2006IttMig\\_chart.htm](http://www.un.org/esa/population/publications/2006Migration_Chart/2006IttMig_chart.htm)

UNITED NATIONS (2004), *Trends in Total Migrant Stock, 1960-2000, 2003 Revision*, Population Division – Department of Economic and Social Affairs.

UNITED NATIONS (1999), *The World at six Billion*, United Nations Population Division, New York,  
<http://www.un.org/esa/population/publications/sixbillion/sixbillion.htm>.

VANWEY, Leah K. (2004), “Altruistic and Contractual Remittances Between Male and Female Migrants and Households in Rural Thailand”, *Demography*, vol. 41, no. 4, pp. 739-756.

VERTOVEC, Steven (1999), “Conceiving and researching transnationalism”, *Ethnic and Racial Studies*, vol. 22, no 2, pp. 447-462.

WONNACOTT, Thomas H. et Ronald J. WONNACOTT (1995), *Statistique: économie, gestion, sciences, médecine* (4<sup>e</sup> édition), Paris, Economica, 919 p.

WORLD BANK (2005a), *International Migration and Remittances*, News and Broadcast, <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS>.

WORLD BANK (2005b), “Annex: Recent trends in workers’ remittances to developing countries”, *Global Development Finance 2005*, pp. 28-30.

WORLD BANK (2004), “Harnessing Cyclical Gains for Development”, *Global Development Finance: I. Analysis and Summary Tables*, Washington D.C., pp. 169-173.

WUCKER, Michele (2004). “Remittances: The Perpetual Migration Machine”, *World Policy Journal*, vol. 21, no 2, pp. 37-46.

ZLOTNIK, Hania (2005), “Measuring remittances: the issue of definitions”, International Technical Meeting on Measuring Remittances, January 24-25.

## **ANNEXES**

**Tableau A.2.1 : Répartition géographique des répondants**

<i>Arrondissement / Ville</i>	<i>N</i>	<i>%</i>
Ahuntsic - Cartierville	16	10,7
Anjou	5	3,3
Boucherville	1	0,7
Brossard	1	0,7
Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce	14	9,3
LaSalle	1	0,7
Laval	13	8,7
Longueuil	2	1,3
Mercier/Hochelaga-Maisonneuve	1	0,7
Montréal-Nord	14	9,3
Outremont	1	0,7
Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles	10	6,7
Rosemont - La Petite-patrie	9	6,0
Saint-Eustache	1	0,7
Saint-Hubert	1	0,7
Saint-Laurent	1	0,7
Saint-Léonard	6	4,0
Villeray/Saint-Michel/Parc-extension	39	26,0
Westmount	1	0,7
MANQUANTS	13	8,7
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>100,00</b>

Note : La répartition géographique est obtenue à partir des codes postaux des répondants.

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

**Tableau A.2.2 : Population immigrée née en Haïti recensée dans la RMR de Montréal en 2001 selon le sexe et le groupe d'âge**

<b>Sexe</b>	<b>Groupe d'âge</b>	<b>N</b>	<b>%</b>
Femme	0 - 14 ans	1 340	5,2
	15 - 24 ans	2 565	9,9
	25 - 29 ans	2 315	8,9
	30 - 34 ans	2 595	10,0
	35 - 44 ans	5 700	22,0
	45 - 64 ans	8 460	32,7
	65 ans et plus	2 930	11,3
	<b>Total</b>	<b>25 905</b>	<b>100,0</b>
Homme	0 - 14 ans	1 285	6,7
	15 - 24 ans	2 410	12,6
	25 - 29 ans	1 480	7,7
	30 - 34 ans	1 795	9,4
	35 - 44 ans	3 995	20,9
	45 - 64 ans	6 870	35,9
	65 ans et plus	1 325	6,9
	<b>Total</b>	<b>19 160</b>	<b>100,0</b>
Total	0 - 14 ans	2 625	5,8
	15 - 24 ans	4 975	11,0
	25 - 29 ans	3 795	8,4
	30 - 34 ans	4 390	9,7
	35 - 44 ans	9 695	21,5
	45 - 64 ans	15 325	34,0
	65 ans et plus	4 255	9,4
	<b>Total</b>	<b>45 065</b>	<b>100,0</b>

Source : Statistique Canada, Recensement de 2001, compilation spéciale du MICC. Direction de la population et de la recherche.

**Tableau A.2.3 : Population immigrée née en Haïti recensée dans la RMR de Montréal en 2001 selon le sexe et la période d'immigration**

<b>Sexe</b>	<b>Période d'immigration</b>	<b>N</b>	<b>%</b>
Femme	Avant 1976	5 565	21,5
	1976 - 1980	4 370	16,9
	1981 - 1985	3 910	15,1
	1986 - 1990	4 040	15,6
	1991 - 1995	4 920	19,0
	1996 - 2001	3 110	12,0
	<b>Total</b>	<b>25 905</b>	<b>100,0</b>
Homme	Avant 1976	4 585	23,9
	1976 - 1980	2 980	15,6
	1981 - 1985	2 600	13,6
	1986 - 1990	2 810	14,7
	1991 - 1995	3 470	18,1
	1996 - 2001	2 700	14,1
	<b>Total</b>	<b>19 160</b>	<b>100,0</b>
Total	Avant 1976	10 145	22,5
	1976 - 1980	7 350	16,3
	1981 - 1985	6 515	14,5
	1986 - 1990	6 850	15,2
	1991 - 1995	8 390	18,6
	1996 - 2001	5 810	12,9
	<b>Total</b>	<b>45 065</b>	<b>100,0</b>

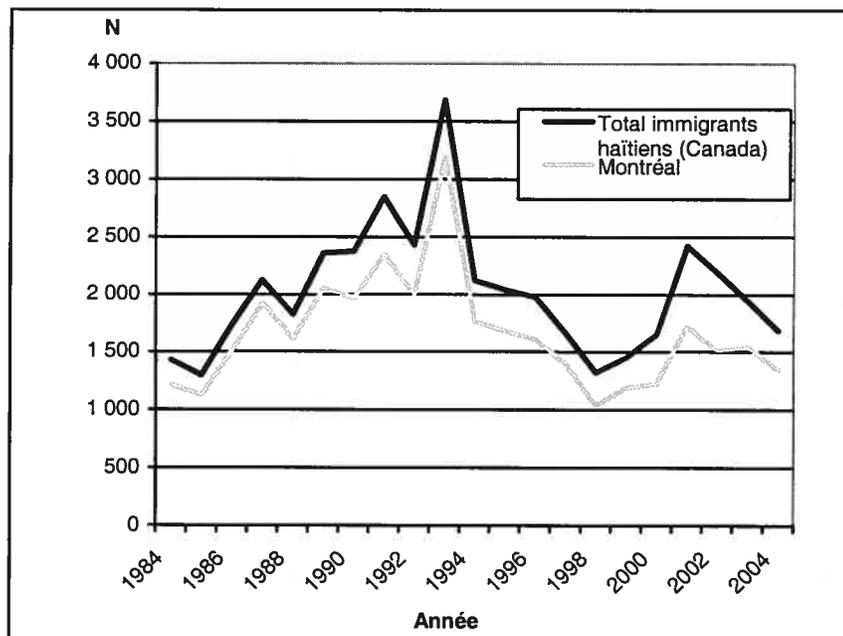
Source : Statistique Canada, Recensement de 2001, compilation spéciale du MICC. Direction de la population et de la recherche.

**Tableau A.2.4 : Population immigrée, âgée de 15 ans et plus, née en Haïti recensée dans la RMR de Montréal en 2001 selon le sexe et la scolarité**

<b>Niveau de scolarité</b>	<b>Femme</b>	<b>Homme</b>	<b>Total</b>
Aucune, maternelle et école primaire	4 060	1 735	5 790
École secondaire sans certificat d'études secondaires	5 365	4 010	9 375
École secondaire avec certificat d'études secondaires	2 515	2 015	4 535
Certificat ou diplôme d'école de métier	1 205	810	2 010
Autres non universitaires sans diplôme ou certificat	2 040	1 725	3 765
Autres non universitaires avec diplôme ou certificat	4 345	2 695	7 040
Études universitaires sans grade	2 735	2 395	5 135
Études universitaires avec grade	2 295	2 500	4 795
<b>Total</b>	<b>24 565</b>	<b>17 875</b>	<b>42 440</b>

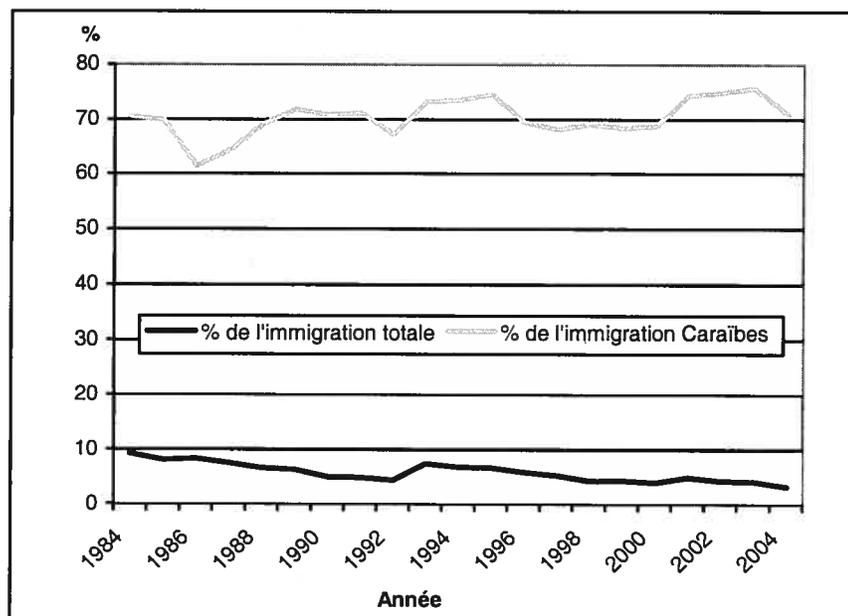
Source : Statistique Canada, Recensement de 2001, compilation spéciale du MICC. Direction de la population et de la recherche.

**Figure A.2.1 : Immigrants haïtiens admis au Canada selon la région métropolitaine de recensement de destination, 1984-2004**



Source : Citoyenneté et immigration Canada, Statistiques d'immigration, 1984-2004

**Figure A.2.2 : Immigration haïtienne en pourcentage de l'immigration totale et de l'immigration des Caraïbes, Québec, 1984-2004**



Source : Citoyenneté et immigration Canada, Statistiques d'immigration, 1984-2004

**Tableau A.2.5 : Fréquence des transferts dans les cinq années précédant l'enquête**

<b>Nombre de transferts</b>	<b>N</b>	<b>%</b>
Pas d'argent envoyé	18	12,0
1	9	6,0
2	6	4,0
3	8	5,3
4	1	0,7
5	7	4,7
6	4	2,7
7	1	0,7
8	6	4,0
10	10	6,7
11	1	0,7
12	3	2,0
15	6	4,0
16	1	0,7
18	2	1,3
20	11	7,3
21	1	0,7
25	5	3,3
27	1	0,7
28	1	0,7
30	2	1,3
35	1	0,7
36	5	3,3
40	2	1,3
48	2	1,3
50	5	3,3
60	19	12,7
84	1	0,7
90	1	0,7
120	6	4,0
130	1	0,7
150	1	0,7
180	1	0,7
200	1	0,7
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

**Tableau A.2.6 : Montant moyen des transferts effectués en 2004**

<b>Montant</b>	<b>N</b>	<b>%</b>
Pas d'argent envoyé	18	12,0
2	1	0,7
4	1	0,7
30	1	0,7
50	6	4,0
60	1	0,7
65	9	6,0
78	1	0,7
80	1	0,7
90	1	0,7
100	6	4,0
104	2	1,3
117	1	0,7
130	30	20,0
143	1	0,7
150	3	2,0
156	1	0,7
195	16	10,7
200	4	2,7
221	1	0,7
250	4	2,7
260	15	10,0
300	1	0,7
325	6	4,0
350	2	1,3
364	1	0,7
390	6	4,0
500	2	1,3
521	5	3,3
911	1	0,7
1171	1	0,7
1952	1	0,7
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>100,0</b>

Note : Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

**Tableau A.3.1 : Données descriptives sur les transferts monétaires**

	%
Pourcentage de répondants qui ont envoyé de l'argent :	88,0
<b>Nombre de transferts au cours des cinq années avant enquête :</b>	
Pas d'argent envoyé	12,0
Entre 1 et 9 fois	28,0
Entre 10 et 39 fois	33,3
40 fois ou +	26,7
Total	100,0
<b>Dernier montant transféré par les répondants :</b>	
Pas d'argent envoyé	11,3
Entre 1\$ et 100\$	35,3
Entre 101\$ et 200\$	25,3
201\$ ou plus	28,0
Total	100,0
<b>Montant total transféré par les ménages en 2004 :</b>	
Pas d'argent envoyé	12,0
Entre 1\$ et 1000\$	32,0
Entre 1001\$ et 2000\$	24,0
2000\$ et +	32,0
Total	100,0
<b>Montant moyen transféré par les ménages en 2004 :</b>	
Pas d'argent envoyé	12,0
Entre 1\$ et 100\$	18,7
Entre 101\$ et 200\$	38,7
201\$ ou plus	30,6
Total	100,0

Note : Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

**Tableau A.3.2 : Moyens empruntés par les migrants pour transférer des fonds**

	%
<b>Pourcentage des répondants qui ont transféré de l'argent par :</b>	
Agence	84,7
Par une personne	43,3
Banques	6,0
Autre	4,7
Poste Canada	3,3
Credit Union	1,3
<b>Pourcentage des répondants dont le dernier transfert a été envoyé par :</b>	
Agence	68,7
Par une personne	16,0
Banques	2,0
Autre	2,0
Poste Canada	0,0
Credit Union	0,0
Pas d'argent envoyé	11,3
Total	100,0
Pourcentage de répondants qui croient que les coûts de transfert des agences sont trop élevés*	60,0
Pourcentage des répondants qui ont remis à plus tard un transfert à cause du coût :	16,7

\*Inclus les réponses "Très élevé" et "Élevé"

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

Tableau A.3.3 : Répondants ayant transféré de l'argent selon différents facteurs

		Pas de transfert	Transfert	
<b><u>FACTEURS</u></b> <b><u>DÉMOGRAPHIQUES</u></b>	<b>Sexe</b>			
	Homme	10,4	89,6	
	Femme	13,7	86,3	
	<b>Groupe d'âge (***)</b>			
	18-24 ans	29,4	70,6	
	25-34 ans	5,7	94,3	
	35-44 ans	7,7	92,3	
	45 ans et +	8,3	91,7	
	<b>Période d'immigration (*)</b>			
	Avant 1981	13,0	87,0	
	1981-1990	24,1	75,9	
	1991-2000	2,1	97,9	
	2001 et +	13,7	86,3	
	<b>Taille du ménage</b>			
1	12,2	87,8		
2	9,1	90,9		
3	12,1	87,9		
4 et +	14,3	85,7		
<b><u>FACTEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES</u></b>	<b>Revenu</b>			
	Moins de 20 000\$	5,1	94,9	
	20 000\$-39 999\$	10,5	89,5	
	40 000\$ et plus	18,2	81,8	
	Pas de réponse	20,0	80,0	
	<b>Éducation</b>			
	Moins que secondaire	5,3	94,7	
	École secondaire ou professionnelle complétée	15,2	84,8	
	Collégial	12,1	87,9	
	Universitaire	12,3	87,7	
	<b>Niveau socio-économique au pays d'origine (10%)</b>			
	Élevé	19,0	81,0	
	Intermédiaire	5,4	94,6	
	Faible	17,6	82,4	
<b><u>FACTEURS CULTURELS</u></b>	<b>Plan de retour</b>			
	Très probable et probable	12,2	87,8	
	Incertain	11,1	88,9	
	Peu ou très peu probable	11,8	88,2	
	<b>Lien avec la société d'origine</b>			
	Maintient un compte épargne dans une banque haïtienne	6,4	93,6	
	Propriétaire d'un terrain en Haïti	12,5	87,5	
	Prévoit acquérir un terrain en Haïti	10,8	89,2	
	Prévoit construire, acheter ou rénover une maison en Haïti	11,8	88,2	
	<b>TOTAL</b>	<b>12,0</b>	<b>88,0</b>	<b>100,0</b>

Degré de significativité : \*0,05 ; \*\*0,025 ; \*\*\*0,001

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

Tableau A.3.4 : Fréquence des transferts selon différents facteurs

	Pas de transfert	Faible	Moyenne	Élevée
<b><u>FACTEURS DÉMOGRAPHIQUES</u></b>				
<b>Sexe</b>				
Homme	10,4	28,6	33,8	27,3
Femme	13,7	28,8	32,9	24,7
<b>Groupe d'âge (***)</b>				
18-24 ans	29,4	32,4	29,4	8,8
25-34 ans	5,7	34,0	34,0	26,4
35-44 ans	7,7	17,9	46,2	28,2
45 ans et +	8,3	29,2	16,7	45,8
<b>Période d'immigration (***)</b>				
Avant 1981	13,0	13,0	17,4	56,5
1981-1990	24,1	24,1	27,6	24,1
1991-2000	2,1	27,7	40,4	29,8
2001 et +	13,7	39,2	37,3	9,8
<b>Taille du ménage</b>				
1	12,2	42,9	30,6	14,3
2	9,1	24,2	36,4	30,3
3	12,1	24,2	30,3	33,3
4 et +	14,3	17,1	37,1	31,4
<b><u>FACTEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES</u></b>				
<b>Revenu</b>				
Moins de 20 000\$	5,1	35,9	43,6	15,4
20 000\$-39 999\$	10,5	28,1	36,8	24,6
40 000\$ et plus	18,2	27,3	18,2	36,4
Pas de réponse	20,0	10,0	40,0	30,0

Tableau A.3.4 (suite) : Fréquence des transferts selon différents facteurs

<b>Éducation</b>						
Moins que secondaire	5,3	31,6	36,8	26,3		
École secondaire ou professionnelle complétée	15,2	18,2	27,3	39,4		
Collégial	12,1	24,2	30,3	33,3		
Universitaire	12,3	35,4	36,9	15,4		
<b>Niveau socio-économique au pays d'origine</b>						
Élevé	19,0	31,0	32,8	17,2		
Intermédiaire	5,4	28,4	33,8	32,4		
Faible	17,6	23,5	35,3	23,5		
<b><u>FACTEURS CULTURELS</u></b>						
<b>Plan de retour</b>						
Très probable et probable	12,2	30,6	36,7	20,4		
Incertain	11,1	5,6	33,3	50,0		
Peu ou très peu probable	11,8	35,3	23,5	29,4		
<b>Lien avec la société d'origine</b>						
Maintient un compte épargne dans une banque haïtienne (10%)	6,4	36,2	40,4	17,0		
Propriétaire d'un terrain en Haïti	12,5	29,2	35,4	22,9		
Prévoit acquérir un terrain en Haïti	10,8	29,2	30,8	29,2		
Prévoit construire, acheter ou rénover une maison en Haïti	11,8	28,0	34,4	25,8		
<b>TOTAL</b>	<b>12,0</b>	<b>28,7</b>	<b>33,3</b>	<b>26,0</b>		
<b>100,0</b>						

Degré de significativité : \*0,05 ; \*\*0,025 ; \*\*\*0,001

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

Tableau A.3.5 : Montant des transferts selon différents facteurs

	Pas de transfert			
	1\$-100\$	101\$-200\$	201\$ +	
<b><u>FACTEURS DÉMOGRAPHIQUES</u></b>				
<b>Sexe</b>				
Homme	10,4	18,2	44,2	27,3
Femme	13,7	19,2	32,9	34,2
<b>Groupe d'âge</b>				
18-24 ans	20,6	23,5	29,4	26,5
25-34 ans	11,3	17,0	47,2	24,5
35-44 ans	7,7	20,5	35,9	35,9
45 ans et +	8,3	12,5	37,5	41,7
<b>Période d'immigration</b>				
Avant 1981	8,7	26,1	26,1	39,1
1981-1990	24,1	13,8	37,9	24,1
1991-2000	6,4	21,3	34,0	38,3
2001 et +	11,8	15,7	49,0	23,5
<b>Taille du ménage (*)</b>				
1	22,4	18,4	44,9	14,3
2	12,1	12,1	33,3	42,4
3	3,0	24,2	39,4	33,3
4 et +	5,7	20,0	34,3	40,0
<b><u>FACTEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES</u></b>				
<b>Revenu</b>				
Moins de 20 000\$	5,1	28,2	41,0	25,6
20 000\$-39 999\$	12,3	8,8	45,6	33,3
40 000\$ et plus	15,9	20,5	31,8	31,8
Pas de réponse	20,0	30,0	20,0	30,0

Tableau A.3.5 (suite): Montant des transferts selon différents facteurs

<b>Éducation</b>						
Moins que secondaire	15,8	26,3	31,6	26,3		
École secondaire ou professionnelle complétée	12,1	9,1	48,5	30,3		
Collégial	12,1	24,2	33,3	30,3		
Universitaire	10,8	18,5	38,5	32,3		
<b>Niveau socio-économique au pays d'origine</b>						
Élevé	17,2	20,7	39,7	22,4		
Intermédiaire	8,1	17,6	40,5	33,8		
Faible	11,8	17,6	29,4	41,2		
<b><u>FACTEURS CULTURELS</u></b>						
<b>Plan de retour</b>						
Très probable et probable	10,2	17,3	42,9	29,6		
Incertain	5,6	22,2	38,9	33,3		
Peu ou très peu probable	20,6	20,6	26,5	32,4		
<b>Lien avec la société d'origine</b>						
Maintient un compte épargne dans une banque haïtienne	6,4	17,0	46,8	29,8		
Propriétaire d'un terrain en Haïti (10%)	4,2	27,1	31,3	37,5		
Prévoit acquérir un terrain en Haïti	12,3	18,5	43,1	26,2		
Prévoit construire, acheter ou rénover une maison en Haïti	9,7	21,5	38,7	30,1		
<b>TOTAL</b>	<b>12,0</b>	<b>16,7</b>	<b>38,7</b>	<b>30,7</b>		<b>100,0</b>

Degré de significativité : \*0,05 ; \*\*0,025 ; \*\*\*0,001

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques, 2004-2005*

**Tableau A.3.6 : Participation, par les transferts monétaires, à un projet de développement selon différents facteurs**

		Non	Oui	
<b><u>FACTEURS</u></b> <b><u>DÉMOGRAPHIQUES</u></b>	<b>Sexe</b>			
	Homme	41,6	58,4	
	Femme	30,1	69,9	
	<b>Groupe d'âge</b>			
	18-24 ans	47,1	52,9	
	25-34 ans	32,1	67,9	
	35-44 ans	33,3	66,7	
	45 ans et +	33,3	66,7	
	<b>Période d'immigration (**)</b>			
	Avant 1981	21,7	78,3	
	1981-1990	17,2	82,8	
	1991-2000	46,8	53,2	
	2001 et +	43,1	56,9	
	<b>Taille du ménage</b>			
	1	40,8	59,2	
2	36,4	63,6		
3	27,3	72,7		
4 et +	37,1	62,9		
<b><u>FACTEURS SOCIO-</u></b> <b><u>ÉCONOMIQUES</u></b>	<b>Revenu</b>			
	Moins de 20 000\$	43,6	56,4	
	20 000\$-39 999\$	35,1	64,9	
	40 000\$ et plus	31,8	68,2	
	Pas de réponse	30,0	70,0	
	<b>Éducation</b>			
	Moins que secondaire	42,1	57,9	
	École secondaire ou professionnelle complétée	36,4	63,6	
	Collégial	30,3	69,7	
	Universitaire	36,9	63,1	
	<b>Niveau socio-économique au pays d'origine</b>			
	Élevé	29,3	70,7	
	Intermédiaire	44,6	55,4	
	Faible	23,5	76,5	
	<b><u>FACTEURS</u></b> <b><u>CULTURELS</u></b>	<b>Plan de retour</b>		
Très probable et probable		32,7	67,3	
Incertain		44,4	55,6	
Peu ou très peu probable		41,2	58,8	
<b>Lien avec la société d'origine</b>				
Maintient un compte épargne dans une banque haïtienne		38,3	61,7	
Propriétaire d'un terrain en Haïti		31,3	68,8	
Prévoit acquérir un terrain en Haïti		36,9	63,1	
Prévoit construire, acheter ou rénover une maison en Haïti		32,3	67,7	
<b>TOTAL</b>		<b>36,0</b>	<b>64,0</b>	<b>100,0</b>

Degré de significativité : \*0,05 ; \*\*0,025 ; \*\*\*0,001

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

**Tableau A.3.7 : Coefficients de régression logistique, variable dépendante *transfert d'argent* (données non pondérées)**

	<b>Coefficients</b>
<b><u>FACTEURS</u></b>	
<b><u>DÉMOGRAPHIQUES</u></b>	
<b>Sexe</b>	
Homme	-0,28
<i>(Femme)</i>	
<b>Groupe d'âge</b>	
18-24 ans	-1,7*
<i>(25-34 ans)</i>	
35-44 ans	1,38
45 ans et +	1,35
<b>Période d'immigration</b>	
Avant 1981	-2,82*
1981-1990	-1,53
1991-2000	3,61**
<i>(2001 et +)</i>	
<b>Taille du ménage</b>	
<i>(1)</i>	
2	1,51
3	0,43
4 et +	-0,44
<b><u>FACTEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES</u></b>	
<b>Revenu</b>	
Moins de 20 000\$	1,26
<i>(20 000\$-39 999\$)</i>	
40 000\$ et plus	0,45
<b>Éducation</b>	
Moins que secondaire	1,63
École secondaire ou professionnelle complétée	0,91
Collégial	0,89
<i>(Universitaire)</i>	
<b>Niveau socio-économique au pays d'origine</b>	
Élevé	-1,76
<i>(Intermédiaire)</i>	
Faible	-4,46***
<b><u>FACTEURS CULTURELS</u></b>	
<b>Retour au pays d'origine</b>	
<i>(Très probable ou probable)</i>	
Incertain	0,99
Peu ou très peu probable	1,33
<b>Lien avec la société d'origine</b>	
Maintient un compte épargne dans une banque haïtienne	2,68**
Propriétaire d'un terrain en Haïti	-0,27
Prévoit acquérir un terrain en Haïti	-0,18
Prévoit construire, acheter ou rénover une maison en Haïti	-0,05

Degré de significativité : \* 0,1 ; \*\*0,05 ; \*\*\*0,025

Note : Les catégories de références sont celles présentées en *italique*.

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

**Tableau A.3.8 : Coefficients de régression logit ordonnée, variable dépendante  
fréquence des transferts (données non pondérées)**

		Coefficients
<b><u>FACTEURS DÉMOGRAPHIQUES</u></b>	<b>Sexe</b>	
	Homme	-0,16
	<i>(Femme)</i>	
	<b>Groupe d'âge</b>	
	18-24 ans	-1,39***
	<i>(25-34 ans)</i>	
	35-44 ans	0,39
	45 ans et +	-0,15
	<b>Période d'immigration</b>	
	Avant 1981	0,94
	1981-1990	-0,18
	1991-2000	1,06***
	<i>(2001 et +)</i>	
<b>Taille du ménage</b>		
<i>(1)</i>		
2	0,81	
3	0,98*	
4 et +	1,07**	
<b><u>FACTEURS SOCIO- ÉCONOMIQUES</u></b>	<b>Revenu</b>	
	Moins de 20 000\$	0,04
	<i>(20 000\$-39 999\$)</i>	
	40 000\$ et plus	-0,35
	<b>Éducation</b>	
	Moins que secondaire	1,6***
	École secondaire ou professionnelle complétée	1,3***
	Collégial	1,28***
	<i>(Universitaire)</i>	
	<b>Niveau socio-économique au pays d'origine</b>	
Élevé	-0,02	
<i>(Intermédiaire)</i>		
Faible	-1,38**	
<b><u>FACTEURS CULTURELS</u></b>	<b>Retour au pays d'origine</b>	
	<i>(Très probable ou probable)</i>	
	Incertain	1,24
	Peu ou très peu probable	0,27
	<b>Lien avec la société d'origine</b>	
	Maintient un compte épargne dans une banque haïtienne	0,55
	Propriétaire d'un terrain en Haïti	-0,13
	Prévoit acquérir un terrain en Haïti	0,5
	Prévoit construire, acheter ou rénover une maison en Haïti	-0,15
	cut1	-2,29
cut2	-0,15	
cut3	1,64	

Degré de significativité : \* 0,1 ; \*\*0,05 ; \*\*\*0,025

Note : Les catégories de références sont celles présentées en *italique*.

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

**Tableau A.3.9 : Coefficients de régression logit ordonnée, variable dépendante  
montant moyen transféré en 2004 (données non pondérées)**

	<b>Coefficients</b>
<b><u>FACTEURS</u></b>	
<b><u>DÉMOGRAPHIQUES</u></b>	
<b>Sexe</b>	
Homme	0,03
<i>(Femme)</i>	
<b>Groupe d'âge</b>	
18-24 ans	-0,14
<i>(25-34 ans)</i>	
35-44 ans	0,26
45 ans et +	1,09*
<b>Période d'immigration</b>	
Avant 1981	-1,26*
1981-1990	-1,34**
1991-2000	-0,11
<i>(2001 et +)</i>	
<b>Taille du ménage</b>	
<i>(1)</i>	
2	1,89***
3	1,18**
4 et +	1,48***
<b><u>FACTEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES</u></b>	
<b>Revenu</b>	
Moins de 20 000\$	0,34
<i>(20 000\$-39 999\$)</i>	
40 000\$ et plus	-0,2
<b>Éducation</b>	
Moins que secondaire	-0,63
École secondaire ou professionnelle complétée	-0,16
Collégial	-0,07
<i>(Universitaire)</i>	
<b>Niveau socio-économique au pays d'origine</b>	
Élevé	-0,44
<i>(Intermédiaire)</i>	
Faible	0,4
<b><u>FACTEURS CULTURELS</u></b>	
<b>Retour au pays d'origine</b>	
<i>(Très probable ou probable)</i>	
Incertain	0,02
Peu ou très peu probable	-0,07
<b>Lien avec la société d'origine</b>	
Maintient un compte épargne dans une banque haïtienne	-0,13
Propriétaire d'un terrain en Haïti	0,06
Prévoit acquérir un terrain en Haïti	-0,82
Prévoit construire, acheter ou rénover une maison en Haïti	0,5
cut1	-3,42
cut2	-2,09
cut3	-0,16

Degré de significativité : \* 0,1 ; \*\*0,05 ; \*\*\*0,025

Note : Les catégories de références sont celles présentées en italique.

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

**Tableau A.3.10 : Coefficients de régression logistique, variable dépendante projet de développement (données non pondérées)**

	<b>Coefficients</b>
<b><u>FACTEURS</u></b>	
<b><u>DÉMOGRAPHIQUES</u></b>	
<b>Sexe</b>	
Homme	0,49
<i>(Femme)</i>	
<b>Groupe d'âge</b>	
18-24 ans	-1,78***
<i>(25-34 ans)</i>	
35-44 ans	-0,68
45 ans et +	-1,91**
<b>Période d'immigration</b>	
Avant 1981	2,5***
1981-1990	1,96***
1991-2000	-0,26
<i>(2001 et +)</i>	
<b>Taille du ménage</b>	
<i>(1)</i>	
2	-0,28
3	1,33*
4 et +	0,14
<b><u>FACTEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES</u></b>	
<b>Revenu</b>	
Moins de 20 000\$	-0,56
<i>(20 000\$-39 999\$)</i>	
40 000\$ et plus	-0,42
<b>Éducation</b>	
Moins que secondaire	0,73
École secondaire ou professionnelle complétée	-0,31
Collégial	-0,29
<i>(Universitaire)</i>	
<b>Niveau socio-économique d'appartenance dans le pays d'origine</b>	
Élevé	1,27***
<i>(Intermédiaire)</i>	
Faible	1,37*
<b><u>FACTEURS CULTURELS</u></b>	
<b>Retour au pays d'origine</b>	
<i>(Très probable ou probable)</i>	
Incertain	-1,99***
Peu ou très peu probable	-1,31*
<b>Lien avec la société d'origine</b>	
Maintient un compte épargne dans une banque haïtienne	-0,53
Propriétaire d'un terrain en Haïti	0,45
Prévoit acquérir un terrain en Haïti	-0,36
Prévoit construire, acheter ou rénover une maison en Haïti	0,31

Degré de significativité : \* 0,1 ; \*\*0,05 ; \*\*\*0,025

Note : Les catégories de références sont celles présentées en italique.

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

## ANNEXES MÉTHODOLOGIQUES

### ➤ **Correction des variables *montants moyens envoyés en 2004* et *montant total envoyé en 2004***

Les variables dépendantes illustrant les comportements en matière de transfert monétaire sont le fait d'effectuer des transferts ou de ne pas en faire, la fréquence à laquelle les transferts sont envoyés au pays d'origine ainsi que les montants transférés. La définition de la variable concernant le montant a exigé une plus grande réflexion. Dans la base de données de l'enquête, plusieurs variables illustrent la question des montants envoyés par les immigrants interrogés. Celle qui nous semble la plus pertinente dans le cas d'une analyse multivariée voulant montrer les relations significatives entre les montants d'argent transférés et certaines caractéristiques des répondants correspond au montant moyen envoyé pour l'année 2004. Ainsi, à chaque fois que de l'argent était expédié en Haïti en 2004 nous savons quels étaient, en moyenne, les montants transmis. Après avoir regroupé les montants en différentes catégories, voici comment la variable des *montants moyens* envoyés en 2004 se distribue :

**Tableau AA.1 : Montant moyen envoyé en 2004**

\$	N	%
Pas d'argent envoyé	18	12,00
1\$-100\$	48	32,00
101\$-200\$	32	21,33
201\$-300\$	14	9,33
301\$-500\$	6	4,00
501\$ et +	3	2,00
<i>Pas de réponse</i>	<i>29</i>	<i>19,33</i>
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>100,00</b>

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

Selon la distribution de fréquences de cette variable, 29 personnes n'ont pas répondu à cette question. Notre expérience dans la collecte des données de cette enquête nous laisse croire que cette lacune est reliée à une erreur qui s'est glissée dans le questionnaire (plusieurs interviewers n'ont tout simplement pas posé la question aux répondants).

Pour redistribuer les 29 « pas de réponse », nous avons voulu savoir si ces derniers avaient transféré de l'argent au cours des cinq années précédant l'enquête. En faisant un tableau croisé entre la variable des montants moyens – seulement pour les 29 non réponses – et la fréquence des envois, nous pouvons voir que les immigrants qui n'ont pas répondu ont tous envoyé de l'argent. Un grand nombre d'entre eux se retrouvent dans les catégories « moyenne » et « élevée ». Nous ne pouvons donc pas supposer que les 29 personnes qui n'ont pas répondu n'ont pas transféré d'argent en 2004.

**Tableau AA.2 : Les « non répondants » à la question des montants moyens selon la fréquence des transferts**

		Montant moyen (non réponses)
<b>Fréquence</b>	Pas d'argent envoyé	0
	Faible (de 1 à 9 fois)	7
	Moyenne (de 10 à 39 fois)	14
	Élevée (40 fois et +)	8
	<b>Total</b>	<b>29</b>

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

Nous pouvons également observer à quelle fréquence les immigrants qui ont répondu à la question sur les montants moyens ont envoyé des fonds. Parmi ceux ayant répondu à cette question et qui ont envoyé à fréquence moyenne, la distribution des montants totaux envoyés en 2004 se fait assez également dans toutes les catégories. Quels montants pouvons-nous attribuer, par exemple, aux 14 personnes qui n'ont pas répondu et qui ont également envoyé à fréquence moyenne ?

**Tableau AA.3 : Montant moyen envoyé en 2004 selon la fréquence des transferts**

		Fréquence				Total
		Pas d'argent envoyé	Faible	Moyenne	Élevée	
<b>Montant moyen</b>	Pas d'argent envoyé	11	6	0	1	18
	1\$-100\$	3	16	13	16	48
	101\$-200\$	3	8	13	8	32
	201\$-300\$	1	4	5	4	14
	301\$-500\$	0	0	4	2	6
	501\$ et +	0	1	1	1	3
	Pas de réponse	0	7	14	8	29
	<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>42</b>	<b>50</b>	<b>40</b>	<b>150</b>

Source : Enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, 2004-2005

Nous pouvons calculer la proportion de personnes qui a envoyé en moyenne entre 1\$ et 100\$ en 2004 parmi ceux qui ont répondu, et appliquer par la suite cette proportion aux 29 « non réponses ». Voici comment nous avons procédé pour l'attribution des montants moyens à chacune des « non réponse » selon les différentes fréquences auxquelles les non répondants ont transféré de l'argent :

***Fréquence faible:***

Les 28 répondants

Montant moyen envoyé en 2004	N	%
1\$-100\$	16	57,14
101\$-200\$	8	28,57
201\$-300\$	4	14,29

Les 7 non réponses (répartis selon les proportions des 28 répondants)

Montant moyen envoyé en 2004	N	Montant moyen attribué
1\$-100\$	4	50\$
101\$-200\$	2	150\$
201\$-300\$	1	250\$

***Fréquence moyenne :***

Les 35 répondants

Montant moyen envoyé en 2004	N	%
1\$-100\$	13	37,14
101\$-200\$	13	37,14
201\$-300\$	5	14,29
301\$-500\$	4	11,43

Les 14 non réponses (répartis selon les proportions des 37 répondants)

Montant moyen envoyé en 2004	N	Montant moyen attribué
1\$-100\$	5	50\$
101\$-200\$	5	150\$
201\$-300\$	2	250\$
301\$-500\$	2	350\$

***Fréquence élevée :***

Les 30 répondants

Montant moyen envoyé en 2004	N	%
1\$-100\$	16	53,33
101\$-200\$	8	26,67
201\$-300\$	4	13,33
301\$-500\$	2	6,67

Les 8 non réponses (répartis selon les proportions des 30 répondants)

Montant moyen envoyé en 2004	N	Montant moyen attribué
1\$-100\$	4	50\$
101\$-200\$	2	150\$
201\$-300\$	1	250\$
301\$-500\$	1	350\$

Dans la base de données, l'attribution, de façon aléatoire, des valeurs définies aux 29 « non réponses », se fait selon la fréquence à laquelle ils ont effectué des transferts dans les 5 années précédant l'enquête.

La même méthode a été appliquée pour la variable utilisée dans l'estimation des montants transférés en 2004 soit le *montant total* des transferts effectués en 2004. Cette variable contenait 28 « non réponses » pour lesquelles nous avons effectué une redistribution de fréquence selon la fréquence à laquelle les montants totaux ont été envoyés.

#### ➤ Calcul du taux de rétention

**Tableau AA.4 : Taux de rétention, immigrants haïtiens, Montréal, 1981-2001**

Période	Données de recensement	Données de statistiques d'immigration	Taux de rétention
1981-1985	6515	10 092	<b>64,56</b>
1986-1990	6850	9087	<b>75,38</b>
1991-1995	8390	11004	<b>76,25</b>
1996-2001	5810	7336	<b>79,20</b>

Note : Les recensements étant effectués en milieu d'année, les calculs tiennent compte de la moitié des données d'admission pour l'année 2001.

Sources : Citoyenneté et immigration Canada, Statistiques d'immigration, 1984-2004, Statistique Canada, Recensement de 2001, compilation spéciale du MICC. Direction de la population et de la recherche.

# QUESTIONNAIRE

Numéro: \_\_\_\_\_

## Version 2.0

### Étude sur le soutien familial des Haïtiens, 2005

Bonjour, je m'appelle \_\_\_\_\_. Je fais partie d'une équipe de recherche qui effectue une étude dans la communauté haïtienne de Montréal. Nous voudrions mieux comprendre ce que font les gens de cette communauté pour aider leur famille, la parenté et des amis proches vivant encore en Haïti. Lorsque l'étude sera terminée, les résultats pourront être consultés par la communauté haïtienne. Ce que nous apprendrons permettra aux chercheurs de mieux comprendre les systèmes internationaux de soutien familial.

Une partie importante de l'étude est une enquête des ménages d'origine Haïtienne à Montréal. L'entrevue est d'une durée de 20 à 30 minutes. 10,00 \$ en argent comptant vous seront offerts pour avoir pris le temps de répondre à nos questions.

Nous cherchons des adultes nés en Haïti qui demeurent au Canada depuis au moins un an. Pouvez-vous me dire si vous ou quelqu'un d'autre chez vous répond à ces critères ?

	Oui	Non
Né en Haïti		
Au Canada depuis au moins un an		
Dix-huit ans ou plus		
Impliqué dans les décisions majeures du ménage		

**Si une telle personne est identifiée et disponible, procédez à l'entrevue. Sinon, remerciez l'individu et partez.**

-----

#### AVANT DE COMMENCER L'ENTREVUE

Avant de commencer, nous voulons vous donner quelques informations concernant notre étude. LISEZ LES QUESTIONS SUR LE FORMULAIRE DE PARTICIPATION QU'ON RETROUVE À LA FIN DU QUESTIONNAIRE, ET DEMANDEZ À LA PERSONNE DE SIGNER LA COPIE #1 (L'AVANT DERNIÈRE PAGE). DONNEZ LA COPIE #2 (LA DERNIÈRE PAGE) À LA PERSONNE POUR LEUR RÉFÉRENCE.

## QUESTIONS

**POUR LES QUESTIONS 1, 2, 3 ET 4 : DEMANDEZ LES QUESTIONS CI-DESSOUS. INSCRIVEZ LES RÉPONSES DANS LA GRILLE.**

### 1. Caractéristiques des membres du ménage

Pour commencer, nous voudrions quelques renseignements sur les personnes vivant dans votre maison, en commençant avec vous :

- 1.1 Quel est votre sexe?
- 1.2 Quel âge avez-vous?
- 1.3 Où êtes-vous né?
- 1.4 Quel âge aviez-vous quand vous avez quitté Haïti ?
- 1.5 Depuis combien d'années vivez-vous au Canada?
- 1.6 Dans les cinq dernières années, combien de fois êtes-vous retourné en Haïti ?
- 1.7 Au cours de la dernière année, combien de fois avez-vous téléphoné à votre famille ou vos amis en Haïti ? (INSCRIVEZ LE NOMBRE TOTAL D'APPELS PAR SEMAINE OU PAR MOIS)

**MAINTENANT OU APRÈS LA QUESTION 2, DEMANDEZ LES MÊMES QUESTIONS POUR TOUS LES AUTRES MEMBRES DU MÉNAGE.**

### 2. Soutien monétaire provenant du répondant

Nous voudrions vous poser quelques questions concernant votre relation avec des personnes vivant encore en Haïti.

- 2.1 Combien de fois avez-vous envoyé de l'argent à quelqu'un en Haïti au cours des cinq dernières années ?
- 2.2 En quelle année avez-vous envoyé de l'argent en Haïti la dernière fois ?
- 2.3 Combien avez-vous envoyé cette année là?
- 2.4 Par quel(s) moyen(s) avez-vous envoyé l'argent – par une agence, par une banque, par une caisse populaire, par quelqu'un (de main à main), d'une autre façon (précisez : \_\_\_\_\_)
- 2.5 À qui avez-vous envoyé l'argent à cette occasion? INSCRIVEZ LES NUMÉROS DE CODE OU ÉCRIVEZ LA RELATION.
- 2.6 Avez-vous envoyé de l'argent à d'autres personnes en Haïti pendant les cinq dernières années ? Si oui, à qui ? INSCRIVEZ « NON » OU LES NUMÉROS DE CODE.

### 3. Soutien monétaire par d'autres personnes de votre ménage

Est-ce qu'une autre personne de votre ménage a envoyé de l'argent en Haïti au cours des 5 dernières années ?

- SI LA RÉPONSE EST «NON » : AVANCEZ À LA QUESTION 5.
- SI LA RÉPONSE EST « OUI »: POUR CHAQUE PERSONNE DANS VOTRE MÉNAGE QUI A ENVOYÉ DE L'ARGENT EN HAÏTI DANS LES 5 DERNIÈRES ANNÉES, INSCRIVEZ LES RÉPONSES AUX QUESTIONS CI-DESSOUS SUR LA GRILLE.

Quelle est la relation de cette personne avec vous? (Si la personne figure sur la grille, inscrivez les informations suivantes sur la même ligne)



- 3.1 Au cours des 5 dernières années, combien de fois a-t-elle envoyé de l'argent à quelqu'un en Haïti ?
- 3.2 En quelle année est-ce que cette personne a envoyé de l'argent pour la dernière fois?
- 3.3 Combien d'argent a été envoyé?
- 3.4 Par quel(s) moyen(s) a-t-elle envoyé l'argent – par une agence, par une banque, par une caisse populaire, par quelqu'un (de main à main), d'une autre façon  
(précisez : \_\_\_\_\_)
- 3.5 À qui l'argent a-t-il été envoyé à cette occasion? INSCRIVEZ LES NUMÉROS DE CODE OU ÉCRIVEZ LA RELATION.
- 3.6 Est-ce que cette personne a envoyé de l'argent à d'autres personnes en Haïti pendant les cinq dernières années ? Si oui, à qui ? INSCRIVEZ « NON » OU LES NUMÉROS DE CODE.

#### 4. Ensemble du ménage

- 4.1 Dites-moi qui, dans votre ménage (au Canada), est responsable d'envoyer de l'argent à la famille et aux amis en Haïti ? **ENCERCLEZ LA PERSONNE DANS LA GRILLE**
- Pour les ménages ayant envoyé de l'argent en 2004, demandez :**
- 4.2 Estimez le nombre de fois que l'argent a été envoyé de chez vous à quelqu'un en Haïti en 2004 \_\_\_\_\_ (nombre de fois).
- 4.3 Estimez la somme totale d'argent envoyé de votre ménage vers Haïti en 2004 \_\_\_\_\_ \$ (total).
- 4.4 Estimez le montant d'argent envoyé habituellement dans chaque transfert d'argent à Haïti en 2004 \_\_\_\_\_ \$ (montant envoyé habituellement).
- 4.5 **Pour les ménages ayant envoyé de l'argent en 2004, demandez :** Habituellement, comment informez-vous le bénéficiaire que les fonds ont été envoyés ? **ENCERCLEZ LA RÉPONSE DANS LE TABLEAU CI-DESSOUS :**

En téléphonant à la maison	En téléphonant sur leur cellulaire	En téléphonant à un voisin (maison ou cellulaire)	En téléphonant à un proche (maison ou cellulaire)	Autre, précisez: _____
1	2	3	4	5

- 4.6 **Pour les ménages ayant envoyé de l'argent en 2004, demandez :** Combien de personnes bénéficient des fonds envoyés au bénéficiaire principal en Haïti ? \_\_\_\_\_
- 4.5 **Dans les cinq dernières années** est-ce que l'argent envoyé a toujours été reçu par le ou les bénéficiaires ? Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_. Si non, combien de fois n'a-t-il pas été reçu ? \_\_\_\_\_

**5. Autres membres de votre famille proche (INSCRIVEZ LES RÉPONSES DANS LE TABLEAU CI-DESSOUS)**

5.1 Nous aimerions savoir où vivent les autres membres de votre famille proche. Combien vivent en Haïti ? Au Canada ? Aux États-Unis ? En France ? Autre part ?

5.2 Nous aimerions aussi savoir si vous ou tout autre membre de votre ménage avez envoyé de l'argent à la famille ou aux amis vivant ailleurs qu'en Haïti dans les cinq dernières années ?

	Nombre approx.:	Oui, nous avons envoyé de l'argent à des proches (amis-famille)	Non, nous n'avons pas envoyé d'argent à des proches (amis-famille)
5.1.1 Combien vivent en Haïti ?			
5.1.2 Combien vivent au Canada?			
5.1.3 Combien vivent aux États-Unis?			
5.1.4 Combien vivent en France?			
5.1.5 Combien vivent ailleurs? précisez: _____			

**6. Comment l'argent est-il transféré ?**

6.1 Nous aimerions en connaître plus sur les moyens pris par votre ménage pour transférer de l'argent à la famille et aux amis en Haïti dans les cinq dernières années.

	Oui	Non
1. Avez-vous transféré de l'argent par le biais d'agences telles Western Union, CAM, etc		
2. Avez-vous transféré de l'argent par le biais de banques commerciales telles la Banque Nova Scotia, la Banque Royale, etc ?		
3. Avez-vous transféré de l'argent par le biais de caisses populaires (Credit Unions)		
4. Avez-vous transféré de l'argent directement par le biais d'un ami ou d'un membre de votre famille ?		
5. Avez-vous envoyé de l'argent par la poste (Poste Canada) ?		
6. Avez-vous envoyé de l'argent de toute autre façon ? Précisez : _____		

6.2. Dites-nous quels sont, selon vous, les avantages et les inconvénients d'envoyer de l'argent en Haïti (INSCRIVEZ LES RÉPONSES DANS LE TABLEAU CI-DESSOUS)

6.2.1 Est-ce que les agences telles Western Union et Money Express sont très coûteuses, peu coûteuses ou pas coûteuses ?

6.2.2 Est-ce que les banques commerciales telles la Banque Nova Scotia et la Banque Royale sont très coûteuses, peu coûteuses ou pas coûteuses ?

6.2.3 Est-ce que les caisses populaires (credit unions) sont très coûteuses, peu coûteuses ou pas coûteuses ?

	Très coûteuses	Peu coûteuses	Pas coûteuses	Ne sais pas
1. Agences				
2. Banques commerciales				
3. Caisses populaires (Credit Unions)				

6.2.4 Est-ce que les frais de service perçus par les différentes institutions vous ont déjà fait remettre à plus tard l'envoi d'argent à votre famille ou vos amis en Haïti dans les cinq dernières années ? (ENCERCLEZ LE CHIFFRE CORRESPONDANT À LA RÉPONSE)

Oui	1
Non	2

6.2.5 Comment qualifieriez-vous, en terme de facilité d'accès –**accessibilité au Canada**–, les différents moyens pour envoyer de l'argent à votre famille et vos amis en Haïti ?

	Très difficile d'accès	Difficile d'accès	Facile d'accès	Ne sais pas
1. Agences				
2. Banques commerciales				
3. Caisses populaires (Credit Unions)				

6.2.6 Comment qualifieriez vous, en terme de facilité d'accès –**accessibilité en Haïti**–, les différents moyens de recevoir de l'argent pour votre famille et vos amis en Haïti ?

	Très difficile d'accès	Difficile d'accès	Facile d'accès	Ne sais pas
1. Agences				
2. Banques commerciales				
3. Caisses populaires (Credit Unions)				

6.2.7 Finalement, quel est votre moyen préféré pour envoyer de l'argent en Haïti et pourquoi ?  
 RELEVEZ LA MÉTHODE ET LES RAISONS DONNÉES EN PORTANT UNE ATTENTION PARTICULIÈRE AUX CARACTÉRISTIQUES SPÉCIFIQUES TELLES LA CONVIVIALITÉ, LA CONFIANCE, LA SERVIABILITÉ EN CE QUI À TRAIT AUX SERVICES D'AVIS DE RÉCEPTION OU TOUT AUTRES SERVICES PROPOSÉS PAR LES INSTITUTIONS.

---



---



---



---



---



---



---

### 7. Pourquoi envoyer de l'argent?

7.1 Pour les ménages qui ont envoyé des fonds dans les cinq dernières années, demandez au répondant si les fonds envoyés devaient servir à :

	Oui	Non
1. Achat de vêtements		
2. Achat de nourriture		
3. Pour aider au paiement des soins de santé		
4.a Pour payer le loyer,		
4.b Pour l'achat, construction ou réparation de maison		
5. Pour payer les frais de scolarité, les uniformes ou les livres		
6. Pour payer autre chose? Précisez: _____		

7.2 Lorsque l'argent arrive en Haïti, qui est responsable d'aller le chercher ?

\_\_\_\_\_

Qui est responsable de la distribution ?

\_\_\_\_\_

Qui est responsable de l'achat de biens avec l'argent reçu ?

### 8. Conteneurs

8.1 En plus de tout envoi d'argent en Haïti, est-ce que votre ménage a déjà envoyé des biens par conteneur dans les cinq dernières années ?

Si aucun bien n'a été envoyé dans les cinq dernières années – Cochez ici <input type="checkbox"/> et passez à la question 9.0	
	Écrire les réponses ci-dessous
1. Si oui, combien de fois est-ce que votre ménage a envoyé des biens par conteneur dans les cinq dernières années ? <b>Relevez le nombre</b>	
2. Quand votre ménage a-t-il envoyé des biens par conteneur la dernière fois? <b>Indiquez l'année</b>	
3. Est-ce que le dernier envoi par conteneur de votre ménage contenait seulement des biens provenant de votre ménage, ou a-t-il été envoyé avec d'autres ménages ?	1. Seul 2. Partagé
4. Pouvez-vous estimer la valeur totale des biens envoyés par conteneur la dernière fois? <b>Indiquez la valeur en dollars canadiens</b>	
5. Combien de personnes aviez-vous l'intention de faire bénéficier par les biens envoyés ? <b>Indiquez le nombre</b>	

8.2 Pouvez-vous nous dire ce qui se trouvait dans le dernier conteneur envoyé par votre ménage?

	Oui	Non
1. Vêtements		
2. Aliments élémentaires (ex.: farine, huile)		

3. Soins de santé et médicaments		
4. Livres et autres fournitures scolaires		
5. Outils		
6. Appareils électriques (ex.: fer à repasser, radio, etc.)		
7. Friandises		
8. Biens destinés à être vendus localement		
9. Machines ou fournitures pour entreprise familiale		
10. Pièces d'auto		
11. Autres? (nommez-les)		

8.3 Dans les cinq dernières années, est-ce que les biens envoyés en Haïti ont toujours été reçus par le(s) bénéficiaire(s) ? Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_. Si non, combien de fois n'ont-ils pas été reçus ? \_\_\_\_\_

## 9. Attentes

9.1 Êtes-vous en accord ou en désaccord avec les situations suivantes :

	Fortement en accord	En accord	Indécis	En désaccord	Fortement en désaccord
1. Mon ménage, au Canada, doit souvent faire face à des difficultés lorsque de l'argent et des biens sont envoyés à la famille et aux amis en Haïti.					
2. Ma famille et mes amis en Haïti croient que mon ménage, au Canada, a accès à une source illimité de fonds.					
3. Ma famille et mes amis en Haïti s'attendent souvent à recevoir des cadeaux qui ont une valeur plus grande que ce que mon ménage peut réellement se permettre.					

## 10. Projets communautaires

10.1 Dans les cinq dernières années, est-ce que vous ou votre ménage avez donné de l'argent pour un projet de quartier ou de développement en Haïti ?

	Oui	Non
1. Rénovation d'une école ou bourse d'études (par le biais d'une association d'anciens élèves, etc.)		
2. Rénovation d'une église (directement ou par le biais d'une église canadienne)		
3. Projet d'aide suite à un désastre en Haïti		
4. Autre, précisez: _____		

## 11. Projet de retour

11.1 Dites-nous, en répondant par « oui » ou « non », si actuellement :

	Oui	Non
1. Vous maintenez un compte d'épargne dans une banque en Haïti ?		
2. Vous êtes propriétaire d'un terrain en Haïti ?		
3. Vous prévoyez acquérir un terrain en Haïti ?		
4. Vous prévoyez construire, acheter ou rénover une maison en Haïti ?		

11.2 Est-il probable que vous retourneriez en Haïti dans le futur, soit pour votre retraite ou votre travail ?

Très probable	1
Probable	2
Incertain, peut-être, ne sais pas	3
Peu probable	4
Très peu probable	5

## 12. Identité

12.1 Selon les deux situations ci-dessous et sur une échelle de 1 à 4, dites-nous à quel point vous sentez « Canadien » :

	Avec d'autres Antillais ?	Avec des Canadiens de naissance blancs
Très Canadien	1	1
Peu Canadien	2	2
Très peu Canadien	3	3
Pas du tout Canadien	4	4

12.2 Selon les deux situations ci-dessous et sur une échelle de 1 à 4, dites-nous comment vous sentez-vous en tant qu'Haïtien ?

	Avec d'autres Antillais?	Avec des Canadiens de naissance blancs
Très Haïtien	1	1
Peu Haïtien	2	2
Très peu Haïtien	3	3
Pas du tout Haïtien	4	4

## 13. Niveau socio-économique

13.1 Quel niveau d'éducation avez vous complété jusqu'à maintenant ?

Moins que secondaire	1
Études secondaires	2
Études dans une école technique	3
Études collégiales	4
Niveau universitaire (avec ou sans diplôme)	5

13.2 Quel niveau de revenu représente le mieux votre ménage en 2004 ? (**Le revenu du ménage comprend les revenus de tous les individus vivant sous votre toit au Canada**)

Moins de 5,000	1
5,000-14,999	2
15,000-19,999	3
20,000-39,999	4
40,000-59,999	5
60,000-79,999	6
80,000-99,999	7
Plus de 100,000	8

13.3 Dans votre enfance, quelle catégorie de classe sociale décrivait le mieux votre famille ?

Riches	Famille avec des propriétés et des employés.	1
Professionnels	Enseignant, infirmière, administrateur, généralement ayant un diplôme universitaire, etc.	2
Travailleurs	Emploi régulier, salaire horaire pour un nombre fixe d'heures par semaine.	3
Pauvres	Salaire journalier ou revenu instable de travail autonome.	4

13.4 Quel est le code postal de votre résidence au Canada: \_\_\_\_\_

13.5 Actuellement, êtes-vous locataire ou propriétaire d'une résidence?

Locataire	1
Propriétaire	2

13.6 Sur une échelle de 1-4, comment percevez-vous la présence de racisme au Canada envers les Haïtiens, 1 étant **aucun** et 4 **très fort** ?

<u>Aucun</u> : pas de racisme	1
<u>Un peu</u> : le racisme existe	2
<u>Modéré</u>	3
<u>Très fort</u> : beaucoup de racisme	4
Incertain	(9)

13.7 En moyenne, combien de fois par mois assistez-vous à une cérémonie religieuse ?

Jamais	1
Une fois par mois ou moins	2
Deux fois par mois	3
Trois fois par mois	4
Quatre fois ou plus par mois	5

**DEMANDEZ---AVEZ VOUS DES COMMENTAIRES OU DES QUESTIONS À PROPOS DE L'ENQUÊTE ? Écrivez les commentaires et les questions au verso de cette page.**

**DEMANDEZ** au répondant si il/elle aimerait qu'on lui fasse parvenir un rapport des résultats de l'enquête lorsqu'il sera disponible en mars 2005.

**Si NON**, terminez l'entrevue avec les **remerciements** d'usages.

**Si OUI**, vérifiez l'adresse sur le questionnaire d'enregistrement, ajoutez le code postal, etc. Ou ajouter l'adresse électronique. Ensuite, terminez l'entrevue avec les **remerciements** d'usages.

**Merci d'avoir pris le temps de répondre à nos questions !**

**Si vous désirez entrer en contact avec les responsables de l'étude, consultez le formulaire de participation que nous vous laissons**